

Les négociations d'Alger entre le Portugal et le P.A.I.G.C. sont ajournées « sine die »

LIRE PAGE 2

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : Jacques Fauvet

1 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1 dir. ; Tunisie, 100 m. ; Allemagne, 0,50 DM ; Autriche, 7 sch. ; Belgique, 8 fr. ; Canada, 60 c. ; Danemark, 2,50 kr. ; Espagne, 18 pes. ; Grande-Bretagne, 14 p. ; Grèce, 15 dr. ; Iran, 25 rls. ; Italie, 200 L. ; Liban, 125 p. ; Luxembourg, 8 fr. ; Norvège, 2,50 kr. ; Pays-Bas, 0,75 fl. ; Portugal, 10 esc. ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 0,50 fr. ; U.S.A., 60 cts. ; Yougoslavie, 8 d. dir.

Tarif des abonnements page 12

5, RUE DES ITALIENS 75157 PARIS - CEDEX 09 C.C.P. 4397-23 Paris Tél. Paris n° 55673 Tél. : 770-91-29

LES VOYAGES DU PRÉSIDENT NIXON

LE PLAN SOCIAL

Un accord nucléaire à Moscou ?

En proposant aux États-Unis de conclure si possible, dès le prochain « sommet » de Moscou, un accord limitant les essais nucléaires souterrains, M. Brejnev a-t-il fait la démarche décisive pour faire sortir de l'impasse les négociations engagées à ce sujet depuis bientôt onze ans ? Il avait été convenu en effet lors de la signature, le 5 août 1962, du traité de Moscou, par lequel les trois principales puissances atomiques s'interdisaient de procéder à toute expérience nucléaire autre que souterraine, que ce geste n'était qu'un premier pas.

Même si la Maison Blanche affirme elle aussi son intérêt pour une telle négociation, il est encore bien tôt cependant pour affirmer que l'objectif est en vue.

Ni Moscou ni Washington ne précisent en effet par quels moyens les désaccords seront surmontés. Ceux-ci ont porté pendant très longtemps sur le problème du contrôle. Les Américains demandaient des inspections sur place et au moins l'installation d'un réseau de sismographes permettant d'enregistrer et d'interpréter les explosions suspectes. Les Soviétiques se refusant à autoriser l'entrée d'inspecteurs étrangers sur leur territoire. Plus récemment, les États-Unis se sont montrés disposés à renoncer au contrôle sur place pour les explosions dépassant une certaine puissance. Des choix importants n'en étaient pas moins restés faits avant de s'engager.

On peut, en effet, procéder de deux manières : soit limiter le nombre des explosions auxquelles les Deux Grands pourront procéder dans l'année (et dans ce cas la perfectionnement des arsenaux ne sera guère affecté), soit limiter leur puissance en fixant un seuil sur l'échelle sismographique de Richter.

Cette seconde méthode paraît plus séduisante dans la mesure où elle interdirait aux Deux Grands le développement d'armes surpuissantes, mais, outre qu'il est déjà bien tard pour l'adopter, elle n'atteindrait que partiellement son but. La force des explosions enregistrées est différente en effet suivant que la même bombe explose en terrain friable ou dur, ce qui rendra difficile la mesure d'un seul « intermédiaire », d'autre part, le développement des nouvelles armes dans les secteurs considérés actuellement comme les plus « actifs », en particulier celui des très petites charges tactiques ou « mininukes ».

Aussi bien peut-on se demander si l'accent nouveau mis ces derniers temps par les Deux Grands sur le problème des essais souterrains n'est pas destiné à dissimuler leur impuissance à progresser dans d'autres domaines plus importants. Apparemment incapables d'aller, lors du prochain « sommet » de Moscou, au-delà d'une vague déclaration d'intentions sur la limitation des armements stratégiques proprement dits (en particulier sur le problème des fusées à têtes multiples), MM. Brejnev et Nixon annonceraient un accord de moindre portée, mais tout de même spectaculaire, sur les essais souterrains. Autant des Deux Grands n'est en effet disposé à necher cette nouvelle série d'entretiens les uns vides.

Il faut aussi souligner que la limitation des essais nucléaires est de moins en moins un problème bilatéral : il intéresse tout autant la Chine et la France, pays non signataires de l'accord de Moscou de 1962, et maintenant l'Inde. Au moment où la France s'apprête à reprendre ses essais dans l'atmosphère, la proposition de M. Brejnev attire un peu plus l'attention sur notre pays. Peut-être M. Giscard d'Estaing se souviendra-t-il d'une proposition déposée il y a plusieurs années par le général de Gaulle et reprise par M. Pompidou en vue de réunir toutes les puissances nucléaires pour une discussion au fond.

• PROCHE-ORIENT : le roi Fayçal insiste sur le retour à la Jordanie de la Jérusalem arabe

Le président Nixon devait quitter, ce samedi 15 juin en fin de matinée, Djeddah pour la troisième étape de son voyage au Proche-Orient. Damas, où les autorités avaient préparé un accueil « dosé », afin, notamment, de ne pas irriter les Soviétiques. Il est ensuite attendu dimanche après-midi en Israël.

La brève visite du président des États-Unis à Djeddah a donné au roi Fayçal l'occasion de tenir des propos particulièrement fermes sur le règlement du conflit israélo-arabe. Il a notamment affirmé qu'il n'y aurait pas de paix durable dans la région tant que Jérusalem et tous les territoires arabes occupés n'auront pas été libérés, et tant que les Palestiniens ne seront pas autorisés à rentrer chez eux pour y exercer leur droit à l'autodétermination.

À Washington, l'aide nucléaire promise par le président Nixon à l'Égypte, bien qu'elle puisse difficilement être détournée à des fins militaires, a suscité de vives réactions au Congrès américain.

De notre envoyé spécial

Djeddah. — Ni arcs de triomphe, ni limousine découverte, ni banderoles en anglais, ni multitudes en délire : pour son entrée dans Djeddah, capitale diplomatique du royaume, le président Nixon n'a pas eu droit au même débordement d'honneurs et d'amitiés qu'en Égypte. La réserve bédouine ne s'y prêtait guère, et les cérémonies d'accueil y ont gagné en solennité.

Descendu de sa résidence estivale de Taif, le roi Fayçal, précédé par sa garde portant voiles blancs et poignards en or massif, a accueilli M. Nixon à l'aéroport avant de traverser Djeddah en sa compagnie. Tous deux avaient pris place dans une Rolls-Royce noire roulant à vive allure dans des rues où un service d'ordre léger n'avait guère de peine à contenir des groupes de jeunes gens collés du jettish (voile de tête) rouge et blanc, applaudissant en rythme ou faisant résonner des dars boukas (tambours à main).

Les avenues toutes neuves conduisant de l'aérodrome au Dar-El-Djouf

— le palais des hôtes, bâti au bord de la mer Rouge — sont amplement pavées aux couleurs azouites et américaines, tandis que des photographes du roi et du président ont été placardés sur les murs. Ce dernier fait, anodin partout ailleurs, illustre au contraire ici une évolution récente que le souverain wahabite se hâte d'avoir obtenue en abolissant le trop stricte interprétation des textes islamiques, qui procurent la reproduction du visage humain.

En revanche, derrière les volets uniformément clos, les femmes ne se laissent même pas deviner au passage du cortège. Ni la reine Effat, épouse unique du roi, ni aucune des princesses n'avaient transgressé la coutume de la claustration pour venir recevoir M. Nixon, qui écopait en tant que tel, des courtois de l'islam.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

(Lire la suite page 2, 3^e col.)

• BRUXELLES : M. Giscard d'Estaing ne représenterait pas la France au « sommet » atlantique

Le gouvernement français ne fera connaître que dans le courant de la semaine à venir sa réponse à l'invitation que M. Luns, secrétaire général de l'OTAN, a lancée sur la suggestion du président Nixon en vue de tenir, le 26 juin, à Bruxelles, la veille du « sommet » soviéto-américain de Moscou, une réunion des chefs d'État et de gouvernement des pays membres de l'alliance atlantique. On ne s'attendait pas que M. Giscard d'Estaing se rendra à cette invitation, ne serait-ce que parce que le président de la République recevra, à ce moment-là, le shah d'Iran, attendu en visite officielle à Paris, du 24 au 27 juin. A Bruxelles, les milieux de l'OTAN pensent que la France pourrait être représentée par M. Chirac, mais aucune décision n'a encore été prise à l'Élysée.

MM. Harold Wilson et Helmut Schmidt ont, en tout cas, déjà fait connaître leur intention de se rendre à Bruxelles pour rencontrer le président Nixon.

Le porte-parole de l'OTAN a lu vendredi 14 juin, dans l'après-midi, le communiqué suivant : « Agissant sur une suggestion faite par le président Nixon, le secrétaire général, M. Joseph Luns, a invité aujourd'hui les chefs des gouvernements des nations de l'Alliance atlantique nord à se réunir à Bruxelles. Il a informé les quinze représentants permanents que cette réunion donnerait l'occasion d'un échange de vues avant les entretiens que le président Nixon doit avoir à Moscou avec M. Leonid Brejnev et permettrait également d'aborder d'autres questions d'intérêt commun. » L'initiative de cette réunion des Quinze revient donc au président Nixon, soucieux de glaner le maximum de succès extérieurs avant de se retrouver aux prises avec les difficultés de l'affaire du Watergate.

Il était question à Bruxelles et ailleurs d'une rencontre de ce genre depuis plusieurs jours, mais les Quinze américains n'ont pas voulu s'assurer au préalable que l'accueil des intéressés serait favorable. Son espoir ne risque pas d'être déçu par la plupart

des capitales européennes, mais c'est évidemment la réaction de la France qui faisait et fait toujours problème. Sans doute la venue à Paris du shah d'Iran fournit-elle à M. Giscard d'Estaing une excellente raison de ne pas modifier ses plans, mais les raisons de la froideur de Paris sont évidemment plus profondes.

Cette idée de « sommet » atlantique avait déjà été agitée par M. Nixon à plusieurs reprises dans le passé, et Georges Pompidou avait toujours répugné à obéir à la « convocation » d'un président américain désireux de rassembler autour de lui ses alliés pour une « photo de famille ». Jusqu'à plus ample informé, et malgré le désir de M. Giscard d'Estaing d'introduire plus de souplesse dans les relations franco-américaines, il n'y a pas de raison de penser que les réticences de Paris aient cédé sur ce point, et la violence de l'OTAN peut d'ailleurs être un facteur supplémentaire d'hésitation à la veille de ce qui sera sans doute le premier « test » de l'attitude du nouveau gouvernement français.

En fait, comme l'indique notre correspondant à Bruxelles, Philippe Lemaître, il semble quelque peu abusif de parler d'un « sommet » atlantique. M. Luns a par son caractère spectaculaire, les objectifs diplomatiques assignés à cette réunion sont modestes : en route pour Moscou, le chef de l'exécutif américain confiera sans doute à ses alliés ce qu'il a l'intention de demander et d'exposer aux dirigeants soviétiques, mais l'on ne pourra pas aller bien loin dans la discussion à cours d'une réunion prévue pour une seule journée. En revanche, il est très probable, bien que le communiqué de M. Luns ne le précise pas, que les Quinze profiteront de cette session pour signer la déclaration atlantique en préparation depuis plusieurs mois, et que les ministres des Affaires étrangères, réunis à Ottawa mardi et mercredi prochains, se borneront sans doute à paraphraser.

M. T.

(Lire la suite page 3, 5^e col.)

La retraite minimale serait portée à 16 ou 17 francs par jour

Aide accrue aux jeunes à la recherche d'un emploi

Le gouvernement poursuit la mise au point des mesures à caractère social qui seront décidées au conseil des ministres du 19 juin. Le président de la République y a notamment travaillé ce samedi 15, à l'Élysée, avec MM. Chirac, Duret et Fourcade. La retraite minimale viendrait pour être portée à 16 ou 17 F par jour (11,25 F actuellement) et le SMIC à 1200 F par mois (pour quarante-trois heures de travail par semaine). Des mesures pour aider les jeunes à la recherche d'un emploi seraient prises immédiatement, sans attendre le cortège des projets de loi, plus lents à mettre en œuvre.

(Lire nos informations page 21.)

AU JOUR LE JOUR

Draps en tête

Le défilé du 14 juillet à Paris va donc, cette année, emprunter un des parcours classiques des grandes manifestations populaires.

C'est une façon comme une autre d'aller au peuple. La question est seulement de savoir si l'on peut y aller au pas cadencé et l'arme sur l'épaule. Mais peut-être verrons-nous les soldats brandir des pancartes et des calicots célébrant les vertus de la force de frappe et dresser au-dessus de la foule des portraits géants de M. Valéry Giscard d'Estaing.

Il ne restera plus dès lors aux organisations populaires qu'à mener leurs futures manifestations, drapeau en tête, de la Concorde à l'Arc de triomphe, contribuant ainsi pour leur part à la dynamique du changement.

ROBERT ESCARPIT.

UNE NOUVELLE ÉTAPE DE LA CAMPAGNE « ANTIRÉVISIONNISTE »

Les affiches contre le Comité révolutionnaire suscitent une vive émotion dans les rues de Pékin

De nouvelles affiches sont apparues ce samedi 15 juin sur les murs de Pékin. Certaines d'entre elles renouvellent les attaques lancées dans la nuit de mercredi à jeudi contre le Comité révolutionnaire de la ville tandis que d'autres répliquent à ces attaques et accusent leurs auteurs de « répandre des calomnies » et de « violer la politique du parti ». La campagne prend ainsi un tour polémique et, si l'atmosphère reste calme à Pékin, des foules nombreuses se rassemblent pour prendre connaissance des affiches au fur et à mesure qu'elles apparaissent.

L'Agence France-Presse cite, d'autre part, le témoignage de voyageurs selon lesquels une véritable

table floraison de journaux muraux s'est produite dans plusieurs villes de province appelant à détruire « la petite clique » de tel ou tel personnage ou responsable local ainsi qu'à « mener la lutte jusqu'à son terme ». La même agence rapporte des indications recueillies auprès de sources diplomatiques dans la capitale chinoise qui, citant une haute personnalité chinoise, annoncent l'ouverture d'une phase intense de la campagne contre Lin Biao et Confucius. « Les dirigeants chinois et la population de la Chine », aurait dit la personnalité citée, « sont très occupés à pendant la seconde moitié de cette année du fait du développement de cette campagne ».

De notre correspondant ALAIN BOUC

coors. Aucun citoyen ne s'y trompe et, dès le début de l'après-midi de jeudi, la foule, en chemise blanche, se pressait dans le quartier de Tai Chi Chang pour

LE DERNIER ST DUPONT N'EST PAS UN BRIQUET.

S.T. Dupont
ORFÈVRES À PARIS

déchiffrer sous un soleil de plomb les accusations portées contre « les camarades dirigeants du Comité révolutionnaire ». 10 heures du soir, de nombreux Pékinois lisent les documents à la lumière d'une lampe de poche du Comité révolutionnaire formé et les nouvelles affiches apparues depuis attirent la même attention.

Le piquant de l'affaire est que, d'une part, les journaux muraux font face au Comité révolutionnaire, installé de l'autre côté de la rue ; d'autre part, que l'offensive part du sein même de ce Comité. Les audacieux qui osent s'en prendre à l'administration municipale ne sont autres, en effet, que six ouvriers dont l'un assez célèbre, Lu Wen-ge, membre du comité révolutionnaire formé en 1967, et qu'on avait nommés pour y faire résonner la voix du prolétariat.

Ce qu'ils disent remet en cause tout le fonctionnement de la municipalité, son organisation, et surtout l'autorité de ses chefs.

Les signataires demandent la convocation dans les meilleurs délais d'une assemblée générale du Comité révolutionnaire — il n'y en a pas eu depuis 1970 — et la liberté de tenir partout des réunions de critique et de discussion. Ils exigent le retour à un recrutement prolétarien et lancent un appel à la population, par-dessus les autorités.

C'est tout d'un coup un grand émoi, la perspective d'un grand chambardement dans une ville jusqu'à présent restée calme et où presque rien de la campagne politique n'avait marqué la rue.

(Lire la suite page 4, 1^{re} col.)

LES ASSISES ÉCOLOGIQUES DE MONTARGIS

LA DÉFENSE DE LA NATURE DANS LA BATAILLE POLITIQUE

Par MARC AMBROISE-RENDU

Le centre de coordination du mouvement écologique, issu des comités de soutien à la candidature de M. René Dumont pour la présidence de la République, organise ce samedi et dimanche un grand rassemblement près de Montargis, dans le Loiret.

Plusieurs dizaines d'associations sont représentées à ces assises écologiques, au cours desquelles doit être définie une plate-forme de revendications et d'actions pour la défense de l'environnement.

Pour les Marie-Louise du mouvement écologique français, la campagne présidentielle a été le baptême du feu. C'était en effet la première fois qu'ils se trouvaient mêlés à une bataille politique de cette importance.

À la veille de monter en ligne, les forces « écologiques » évoquaient d'ailleurs un rassemblement de francs-tireurs qu'une formation disciplinée. On distinguait au « centre » une multitude de comités locaux formés d'universitaires, de retraités, de jeunes appartenant aux classes moyennes. Certaines de ces associations se sont fédérées en unions régionales, comme sur la Côte d'Azur, en Bretagne, à Lyon ou dans le Nord. D'autres sont regroupées par « spécialités » : les naturalistes, les pêcheurs, les amoureux des vieilles pierres.

(Lire la suite page 7, 1^{re} col.)

DIMANCHE 16 JUIN
CHANTILLY
PRIX DE DIANE

PROCH-01

● A MOSCOU, la « Pravda » continuait ce samedi à accorder une place réduite à la visite du président Nixon, sans faire état de l'accueil enthousiaste des Egyptiens. La télévision soviétique n'a présenté aucune image sur son séjour.

LE RETOUR A LA JORDANIE DE LA JÉRUSALEM ARABE

(Suite de la première page.)

de la péninsule arabique. Enfin, bien que les diplomates américains s'en défendent, on pense, à Djeddah, que M. Nixon parlera au rose du dialogue nuro-arabe, que les Saoudiens ont récemment contrarié, selon les vœux des Américains, en refusant de signer un traité de coopération contre la Hollande et le Danemark. A cet égard, la récente installation à Djeddah, d'une suite d'une mission du prince consort Henrik, d'une ambassade danoise permet d'espérer que le souverain wahabite pourrait bientôt renoncer à pénaliser deux petits pays occidentaux pour la seule satisfaction des Etats-Unis. Le roi syrien serait peut-être personnellement disposé à dialoguer nuro-arabe, mais le fait d'avoir pour allié le plus sûr de la plus grande puissance de l'univers implique parfois certaines servitudes.

J.-P. PERONCEL-HUGOZ

« Nous ne voulons pas de terroristes à Genève »

dont les arabes de Palestine ont été les victimes sont sans précédent dans l'histoire. car jamais, même dans les périodes les plus noires, la population entière d'un pays n'a été chassée de chez elle pour être remplacée par des étrangers.

« La nation arabe, a-t-il poursuivi, a fait appel à la conscience du monde depuis plus d'un quart de siècle pour recouvrer ses droits perdus et pour que soit réparée l'injustice commise. Mais ces appels sont restés vains, et elle n'a pas d'autre choix que de recourir aux armes pour la défense de ses droits, de sa terre et de ses lieux saints. »

nous ne sommes pas venus chercher du pétrole

utile, et nous pensons que notre secrétaire d'Etat a joué un rôle utile en travaillant avec les gouvernements de la région pour régler des différends de longue date. Mais nous avons conscience que nous ne

pouvons pas produire de formule instantanée. » M. Nixon a encore affirmé qu'il n'était pas venu en Arabie Saoudite, comme « la plupart des gens », pour chercher du pétrole, mais pour bénéficier de la « sagesse » du roi Fayçal.

nucéaires que les
ront à l'Egypte ne
premières dans le
soviétique a déjà
eurs. Mais ceux-ci
tite taille (5 méga-
00 mégawatts)
envisagées par les
ne veut pas dire
es soviétiques ne
plutonium. Mais
taille pour que
de la quantité mini-
quer une bombe.

Mais surtout une telle opération ne peut se faire dans la clandestinité. Or les Américains entendent inclure dans l'accord des garanties sur l'usage pacifique des centrales, et demandent que le retraitement des combustibles irradiés se fasse hors d'Egypte, ce qui assure que le plutonium ne sera pas détourné à des fins militaires.

A LA CONFÉRENCE DE MOGADISCIO

Les controverses sur la succession de M. Nzo Ekangaki au poste de secrétaire général ont dominé, le vendredi 14 juin, les travaux de la conférence des chefs d'Etat membres de l'Organisation de l'unité africaine à Mogadiscio.

Au cours du débat sur les colonies portugaises, les chefs d'Etat ont subordonné le principe d'une normalisation des relations avec Lisbonne, à l'octroi pur et simple de l'indépendance à ces territoires.

De notre correspondant

M. Mario Soares, ministre portugais des affaires étrangères, sera « écarté » dans un proche avenir par le secrétaire général de l'O.U.A. Aucune réponse ne lui sera fournie parce que l'organisation reconnaît aux seuls mouvements de libération le droit de négocier avec le pouvoir colonial.

En rejetant le référendum et l'offre du « droit à l'autodétermination » faits par Lisbonne comme des « manœuvres », O. U. A. s'engage à maintenir isolément le Portugal et à expliquer sa position « aux pays amis de l'Afrique ». Tant que les conditions posées par la déclaration ne seront pas remplies, l'Afrique intensifiera l'aide aux mouvements de libération pour leur donner tous les moyens nécessaires à la continuation de la lutte armée.

PIETRO PETRUCCI

Le 23 juin 1948, à l'ouverture devant le Tribunal de Cologne, en Allemagne fédérale, le procès de Beste KLASPELD.

Cette jeune Allemande, FRANÇOISE par mariage, mère de deux jeunes enfants, est allée dans la prison pour protester publiquement et passionnément contre la totale impunité des pires criminels nazis qui ont sévi en France à l'époque de l'occupation et qui ont été sévèrement punis en Allemagne. Elle a été arrêtée par la police allemande de la naissance, intolérable que ces criminels continuassent d'être une vie d'honnêtes citoyens allemands, parce que l'accord signé entre la France et l'Allemagne fédérale le 2 février 1951, et qui doit permettre à la France de poursuivre, n'est toujours pas ratifié par le Parlement allemand.

C'est elle qui est maintenant poursuivie par cette justice et elle risque plusieurs années de prison. Pas les criminels nazis.

Nous appelons toutes les femmes et les hommes de France qui ne supportent pas de savoir que les pires criminels échappent à la justice, à manifester, en nous écrivant, leur soutien à cette courageuse allemande qui a débouqué en Bolivie, au péril de sa vie. Klaus BARBE-ALTMAN, et moi, se réuniront aujourd'hui avec sa noble et désintéressée volonté contre le triomphe des tortionnaires et des gestapistes, auteurs des drames qui ont ensanglanté la France.

Marie-Madeleine FOURCADE, Présidente du Comité d'action de la Résistance ;
 JOEL LE TAC, Député, Compagnon de la Libération ;
 PIERRE-BLOCH, Président de la Ligue internationale contre le Racisme et l'Antisémitisme, Vice-Président du Comité d'action de la Résistance ;
 VALENET, Député, Président du Groupe Parlementaire des députés déportés ;
 Le Professeur WELLES, Président de l'Association de BUNA-MONOWITZ-AUCUTOT ;
 Roland TRESSANDIER, Président de la Fédération Nationale des déportés internés de la Résistance ;
 Révérend Père RIQUET, Président du Réseau du Soutien et Président d'Honneur de l'Union Nationale des Associations de Déportés et Résistants ;
 E. L. LAMBERT, Président National de l'Union des Déportés Internés et Exilés de l'Europe ;

Toute contribution, même la plus modeste, aux lourds frais du procès, sera accueillie avec reconnaissance.

PIERRE-BLOCH, 40, rue de Paradis. — 75010 PARIS.
(Action Beate **KLARSFELD**.)

صلى الله عليه وسلم

AU PROCHE-ORIENT

« Temps nouveaux », a rappelé vendredi dans un éditorial qu'il ne saurait y avoir de règlement du conflit arabo-israélien sans « coopération soviéto-américaine ».

● A BAGDAD. — Al Thawra, organe du parti Baas au pouvoir, a qualifié de « honteux » l'accueil réservé par les pays arabes « réactionnaires » au « bourreau colonialiste », alors que le sang de nos fils, femmes et enfants tués par ses avions et ses bombes n'a pas encore séché... »

● A TRIPOLI (Libye). — Fajr Al Jadid écrit que « s'abaisser devant le diu de la guerre américaine est la pire des hontes », et s'en prend aux dirigeants arabes qui accueillent « le pire ennemi de la nation arabe ». Celle-ci, poursuit-il, « est aujourd'hui, par la faute de certains de ses dirigeants, vendue à vil prix à celui qui s'est abreuvé de sang humain du Vietnam à la Palestine ».

— (A.F.P., A.P.)

TROISIÈME ÉTAPE : LA SYRIE

Damas a préparé un accueil « dosé » pour ne pas irriter les Soviétiques

De notre envoyé spécial

Damas. — L'option en Syrie est quelque peu abîmée qu'en si peu de temps le gouvernement ait pu renouer avec une super-puissance, juge-t-il y a seulement six mois « irréconciliable » pour la cause arabe. Le Syrien se fait cependant de plus en plus à l'idée que les Arabes n'auraient, comme toute, rien à perdre si, en échange de quelques gestes de courtoisie,

ils pouvaient non point « sortir les Américains de l'orbite du système », comme on le prétend au Caire, mais inciter les États-Unis à se montrer plus impartiaux à l'égard des Arabes en général et du problème palestinien en particulier. C'est du moins le raisonnement qu'on entend tenir dans les administrations publiques.

Les officiels assurent que la normalisation avec Washington tient de la tactique et non de la stratégie, et vise essentiellement à unifier les positions de la Syrie et de l'Égypte dans la « lutte commune contre l'ennemi commun ». Si la tournée du président Nixon dans la région aide à neutraliser les États-Unis ou à les « déstabiliser », on ne voit pas quel mal peut en découler. Toutefois, et pour se singulariser des Égyptiens, les Syriens prennent soin de ne pas verser dans le débordement sentimental de leurs frères arabes des rives du Nil, débordements jugés à peu dignes et en tous points inopportuns. Ce contraste dans l'accueil, ajoute-t-on à Damas, pourrait aider M. Nixon à rectifier ses impressions sur les États-Unis, et lui permettre de mieux évaluer la situation et les positions des différents régimes arabes.

La réserve des Damascéniens se traduit aussi à la campagne de dénigrement dont le régime syrien vient de faire l'objet de la part du Baas irakien. Le huitième congrès de ce parti a en effet reproché aux Syriens leur attachement à l'égard de la cause palestinienne et leur politique de la main tendue à Washington. Enfin, et contrairement à ce qui est le cas en Égypte, les Syriens entendent avant tout s'abstenir de toute initiative de nature à irriter les Américains. Ils ont donc évité de prononcer à cette occasion, en vue d'éviter « tout ce qui peut toucher, de près ou de loin, la susceptibilité de l'Allié et de l'ami soviétique ».

L'établissement éventuel de relations économiques sera sans doute évoqué par les présidents Nixon et Assad. Jusqu'à présent, les États-Unis étaient presque totalement absents de Syrie. Cette situation pourrait changer si les relations politiques de Damas se révélaient satisfaisantes. M. Kissinger l'a affirmé, et son adjoint, M. Joseph Sisco, l'a encore répété mercredi : Washington est prêt à attribuer à Damas, à titre d'aide économique, une somme pouvant aller jusqu'à 100 millions de dollars si le processus de paix débloqué par les États-Unis se poursuit normalement.

JEAN GUEYRAS.

EDOUARD SAAR.

QUATRIÈME ÉTAPE : ISRAËL

Jérusalem s'inquiète du chemin parcouru par la diplomatie américaine

Jérusalem. — M. Nixon — « Notre grand ami à la Maison Blanche », avait dit Mme Meir — aura droit, lors de sa visite en Israël, qui commence le dimanche 16 juin, à un accueil chaleureux. Cependant, on s'inquiète visiblement des intentions de Washington. On rappelle avec nostalgie les propos qu'avait tenus le président lors de sa visite sur le plateau du Golan, peu après la guerre de six jours : « Ne vous retirez pas d'ici d'un seul pouce. Vous ne devez pas du tout évacuer le Golan », avait-il déclaré alors. Il est aujourd'hui plus prudent et, pour ne pas déplaire aux Arabes, ne mettra pas les pieds dans l'ancien secteur jordanien de Jérusalem.

Avant même son entrée à la Maison Blanche, en 1969, M. Nixon avait envoyé le gouverneur Scranton au Proche-Orient pour y mener une enquête. Celui-ci proposa un ponton « plus libéré » de la part des États-Unis. En octobre 1969, M. Rogers, alors secrétaire d'État, rendit public son fameux plan qui préconisait, dans le cadre d'un règlement de paix avec les Arabes, l'évacuation quasi totale des territoires occupés par Israël.

Cependant, les relations entre Washington et Jérusalem ont continué à se développer dans tous les domaines : politique, économique et militaire. En septembre 1970, lors du « septennaire noir » jordanien, les deux gouvernements ont envisagé de conclure une opération israélienne pour amener la Syrie à cesser son intervention aux côtés des Palestiniens.

En 1971, le chef de la Maison Blanche poursuivit ses efforts pour transformer la situation. Il est venu sur le front égyptien en août 1970 en un accord provisoire sur la réouverture du canal de Suez. Washington exerce pressions sur Israël pour qu'il assouplisse son attitude. Mais, lors d'un séjour aux États-Unis, en décembre 1971, Mme Meir obtint du président Nixon une double promesse : renouveau la fourniture des chasseurs-bombardiers Phantom et « geler » le plan Rogers.

Les Américains cessent alors d'exercer la moindre pression sur Israël. En 1972, le plan Rogers est abandonné. M. Nixon soutient sans réserve le point de vue israélien sur le territoire de M. Sadate. L'Égypte, estime-t-on dans les deux capitales, ne se laisserait pas d'admettre une aventure militaire qui se solderait pour elle par un désastre. La politique du statu quo du général Dayan, soutenue par la Maison Blanche, triomphe.

Mme Meir se rend en mars 1973 aux États-Unis. Après une conversation avec M. Nixon à la Maison Blanche, elle assure aux correspondants israéliens : « Il n'y a même pas une ombre de différence de points de vue entre nous deux ». Washington et Jérusalem sont d'accord : seules des concessions égyptiennes peuvent ouvrir la voie à un règlement au Proche-Orient. Pour manifester leur appui à Israël, les États-Unis vont jusqu'à utiliser leur droit de veto au Conseil de sécurité.

La guerre d'octobre a tout remis en cause. L'appui américain à Israël est immense mais jamais les pressions américaines sur Israël n'ont été aussi insistantes qu'aujourd'hui, qu'il s'agisse du cesse-le-feu, du ravitaillement de la troisième armée égyptienne au Sinaï, de l'accord en six points conclu avec l'Égypte en novembre 1973, de la participation à la conférence de Genève en décembre, etc. M. Nixon continue à fournir un soutien économique et militaire à Israël, mais cette aide gigantesque, réduite, en fin de compte, la marge de manœuvre d'Israël dans ses relations avec les États-Unis.

AMNON KAPÉLIQ.

DIPLOMATIE

L'U.R.S.S. est prête à signer avec les États-Unis un accord sur la limitation des expériences nucléaires jusqu'à leur interdiction totale

DÉCLARE M. BREJNEV

Moscou. — L'Union soviétique est prête à signer avec les États-Unis un accord « sur la limitation des expériences nucléaires souterraines jusqu'à leur interdiction totale et d'après un calendrier concerté ». Cette nouvelle, que l'on attendait depuis quelque temps, a été annoncée vendredi soir 14 juin, à Moscou, par M. Brejnev, au cours d'un discours très « réaliste » à l'occasion des élections au Soviet suprême.

Bien que M. Brejnev n'ait pas dit explicitement, la signature de cet accord « dessein » complète le traité de 1963 sur l'interdiction des essais — pourrait constituer le principal résultat du « sommet » américano-soviétique qui doit commencer le 27 juin. Voici plus de deux semaines qu'une équipe d'experts américains est arrivée pour discuter à Moscou pour préparer, avec les Soviétiques, le document qui pourrait être soumis à la signature de MM. Nixon et Brejnev. Dans les milieux militaires et scientifiques, on n'accorde qu'une valeur symbolique à la renonciation aux essais nucléaires souterrains par des pays aussi avancés que les États-Unis et l'U.R.S.S.

M. Brejnev, qui a longuement évoqué les relations américano-soviétiques en général et la prochaine visite de M. Nixon en particulier, n'a pas caché qu'il ne fallait pas s'attendre actuellement à de grands progrès sur le problème de la limitation des armes stratégiques (SALT). Il n'en demeure pas moins que « l'amélioration des rapports soviéto-américains peut et doit se poursuivre », et qu'on ne doit pas « phétiser ».

Le secrétaire général a fait une allusion discrète au Watergate lorsqu'il a demandé que les rapports soviéto-américains deviennent « stables » au point de ne plus dépendre de « problèmes conjoncturels ». Il s'en est pris ensuite « aux milieux qui, aux États-Unis et dans les pays alliés des États-Unis, interviennent contre la détente, cherchant à donner une nouvelle impulsion à la course aux armements et s'efforçant de rendre l'Union soviétique responsable de cette course. (...) Si le gouvernement des États-Unis respecte les principes de sécurité égaux et renonce aux avantages unilatéraux, ainsi que le prévoient nos accords, il trouvera toujours en U.R.S.S. des partenaires conscients et soucieux de la paix ».

En attendant, « il n'est malheureusement pas été possible d'arrêter la course aux armements », et « le comité central et les organismes directeurs de notre État continuent d'attacher une importance soutenue au renforcement et à la capacité de défense de notre patrie socialiste. Je puis vous assurer, camarades, s'exclame M. Brejnev, que notre défense est efficace, et qu'à l'avenir elle sera au niveau nécessaire ».

M. Brejnev a, une nouvelle fois, condamné ceux qui « comptent obtenir, en échange de relations économiques, scientifiques et techniques avec nous, des concessions politiques et idéologiques de notre part ». « Ce sont là de vains efforts », a-t-il affirmé.

Il a, d'autre part, longuement évoqué la situation en Europe, « dont le climat a changé grâce aux tendances réalistes croissantes, apparues dans la politique de la France, puis de la R.F.A. ». Après avoir vanté « les mérites de dirigeants politiques tels que de Gaulle, Pompidou et Brandt », il a ajouté : « Actuellement, de nouveaux dirigeants sont à la barre en France et en R.F.A. Dès leur première intervention, le président Giscard d'Estaing et le chancelier fédéral Schmidt ont souligné leur intention de poursuivre l'œuvre antérieure par leurs prédécesseurs ».

De notre correspondant

Ces déclarations sont accueillies avec faveur par l'U.R.S.S. »

Un peu plus tard, cependant, le secrétaire général a regretté la situation qui règne à la conférence de Genève sur la sécurité et la coopération en Europe. « Les déclarations de certains pays », a-t-il dit, cherchant à entraver la situation en soumettant tantôt une proposition, tantôt une autre. Ces propositions sont soit inacceptables d'emblée soit totalement étrangères au sujet traité.

Il a conseillé « à ceux qui s'occupent de la tactique de l'alternance de s'interroger sur la solution de rechange qu'ils pourraient proposer en cas d'échec de la conférence. Faut-il revenir à la tension entre États qui accablent les peuples européens pendant la période de la guerre froide ? Ces hommes d'État n'ont-ils la responsabilité qui leur incomberait, si les choses prenaient cette tournure ? », a notamment demandé M. Brejnev.

En conclusion, le secrétaire général a mis une nouvelle fois son auditoire en garde contre un trop grand optimisme. « La lutte pour le triomphe du réalisme, de la raison, dans les rapports internationaux, ne promet nullement d'être facile », a-t-il dit. Chaque progrès sur la voie d'un paix stable est franchi au prix d'une âpre lutte contre les milieux les plus réactionnaires de l'impérialisme et leurs écolytes.

Notons, à ce propos, que la Pravda publie, en même temps que le discours de M. Brejnev, une violente attaque contre l'amiral Moore, président du comité des chefs d'État-majors des États-Unis et coupable, selon les Soviétiques, d'avoir parlé, au cours d'une conférence de

presse à Bruxelles, d'une « amélioration qualitative des forces armées soviétiques ».

Vers une reprise des relations avec Israël ?

A propos du Proche-Orient, le secrétaire général s'est félicité de la conclusion de l'accord de désarmement syro-israélien, bien qu'il ne constitue, selon lui, qu'un premier pas en direction d'un règlement global. Il a confirmé que l'U.R.S.S. songe à rétablir ses relations diplomatiques avec Israël. Il a, en effet, déclaré qu'« un nouveau progrès en direction d'un règlement définitif de la crise nous permettra de développer nos rapports avec tous les pays du Proche-Orient ».

A propos de la Chine, le secrétaire général a accusé les dirigeants de Pékin de faire « cause commune avec la jungle chinoise, les leaders de l'ala droite de la bourgeoisie impérialiste d'Amérique, d'Allemagne fédérale, des États-Unis et d'autres pays (...) ». Nous continuerons, bien entendu, à-t-il ajouté, à riposter aux calomnies antisoviétiques et à veiller fermement à nos intérêts de notre État et de notre sécurité.

JACQUES AMALRIC.

● A Jérusalem, sans vouloir commenter directement les déclarations faites à Moscou par M. Brejnev, le porte-parole de la Maison Blanche a confirmé ce samedi que les États-Unis et l'U.R.S.S. vont tenter de parvenir à un accord sur la limitation des explosions souterraines lors du prochain voyage de M. Nixon à Moscou. Il a précisé de surcroît que le président s'attend à avoir avec les Soviétiques « une réunion de haut niveau » produisant et réussie ». — (A.F.P.)

M. Giscard d'Estaing ne représenterait pas la France au « sommet » atlantique

(Suite de la première page.)

Cette déclaration, qui compte quatorze articles, est maintenant à peu près au point. Les ministères des Affaires étrangères et de la Défense ont déjà prévu, le secrétaire américain verra d'ailleurs beaucoup de nouveaux collègues : M. Callaghan notamment, mais aussi M. Soares, représentant d'un Portugal entièrement nouveau et qui se trouve aujourd'hui être le seul pays de l'alliance atlantique comptant des communistes dans son cabinet. L'avenir des territoires d'outre-mer de l'Afrique ainsi que celui de la base américaine de Lajes, aux Açores, seront sans doute évoqués.

Pour préparer la session d'Ottawa, les ministères de la défense ont déjà prévu, le secrétaire américain verra d'ailleurs beaucoup de nouveaux collègues : M. Callaghan notamment, mais aussi M. Soares, représentant d'un Portugal entièrement nouveau et qui se trouve aujourd'hui être le seul pays de l'alliance atlantique comptant des communistes dans son cabinet. L'avenir des territoires d'outre-mer de l'Afrique ainsi que celui de la base américaine de Lajes, aux Açores, seront sans doute évoqués.

Pour préparer la session d'Ottawa, les ministères de la défense ont déjà prévu, le secrétaire américain verra d'ailleurs beaucoup de nouveaux collègues : M. Callaghan notamment, mais aussi M. Soares, représentant d'un Portugal entièrement nouveau et qui se trouve aujourd'hui être le seul pays de l'alliance atlantique comptant des communistes dans son cabinet. L'avenir des territoires d'outre-mer de l'Afrique ainsi que celui de la base américaine de Lajes, aux Açores, seront sans doute évoqués.

mutuelle et équilibrée des forces en Europe (M.B.F.R.). Cette réunion avait été précédée, selon la tradition, par une session de l'Eurogroupe, qui rassemble les ministères de la défense des pays européens de l'Alliance, moins la France, le Portugal et l'Islande. Les ministères de la défense présents ont une fois de plus manifesté le souhait que la France regagne bientôt l'Eurogroupe. Plusieurs délégations semblent considérer que le changement de gouvernement intervenu en France rend une telle perspective plus vraisemblable, mais l'on voit mal comment la France pourrait entrer dans l'Eurogroupe sans réintégrer l'appareil militaire de l'Otan, dont il se propose d'être précisément l'un des « piliers ». Toutefois, il n'est pas exclu que la France s'associe d'une manière ou d'une autre aux travaux de certaines commissions constituées au sein de ce groupe.

M. T.

DÉMISSION DE M. NITZE UN DES PRINCIPAUX NÉGOCIATEURS SUR LES ARMEMENTS STRATÉGIQUES

Washington (A.F.P., Reuter, A.P.). — Au moment où M. Leonide Brejnev annonçait à Moscou que son pays était prêt à conclure un accord avec les États-Unis sur la limitation des essais nucléaires, M. Paul Nitze, le plus élevé en grade des fonctionnaires du Pentagone composant la délégation américaine aux entretiens SALT, annonçait qu'il démissionnait, estimant que la situation politique intérieure de son pays — c'est-à-dire l'affaire du Watergate, qu'il n'a pas nommé, — rendait improbable un nouvel accord sur ces problèmes.

M. Nitze a également rendu publique une brève lettre de démission qu'il avait adressée au président Nixon le 28 mai dernier. Celle-ci ayant été refusée, il a décidé de « mettre fin unilatéralement à ses fonctions ».

[Age de soixante-sept ans, M. Paul Henry Nitze, une figure très respectée de l'administration américaine, a été le conseiller de trois secrétaires à la Défense, et a occupé des postes de responsabilité dans quatre administrations démocrates. Auteur d'un livre sur la politique étrangère des États-Unis de 1945 à 1955, M. Nitze était depuis 1961 membre de la délégation américaine aux négociations d'Helsinki. Il avait émis des réserves sur le premier accord de limitation d'armement signé en 1972 à Moscou, l'estimant, sur certains points, trop favorable à l'Union soviétique.]

République arabe du Yémen

La junte suspend la Constitution et dissout le parti unique

Sanaa (A.F.P.). — Le Conseil du commandement, qui s'est réuni au pouvoir en République arabe du Yémen, le jeudi 13 juin, a arrêté une série de décisions qui ont été rendues publiques vendredi :

- Dissolution du haut commandement des forces armées ;
- Suspension du Conseil consultatif (Parlement), dont le président, le cheikh Abdallah Ahmar, a donné sa démission jeudi soir ;
- Élargissement du Conseil du commandement, portant le nombre de ses membres de sept à dix. L'identité des membres de ce conseil, présidé par le colonel Harid, n'a pas été révélée. Un secrétaire général de ce conseil a, en outre, été constitué ;
- Suspension de la Constitu-

tion jusqu'à ce qu'une « situation normale régnait de nouveau dans le pays » :

- Augmentation des soldes des militaires ;
- Dissolution de l'Union nationale (parti unique) ;
- Nomination de commissaires dans toutes les régions pour examiner le cas des détenus et « remettre en liberté sans retard ceux qui doivent l'être ».

Ces décisions ont été annoncées à l'issue de la réunion conjointe du Conseil du commandement et du conseil des ministres qui s'est tenue sous la présidence du colonel Harid.

Le conseil des ministres, présidé par M. Hassan Mahki, a été chargé d'expédier les affaires courantes.

LE CHATEAU DES ENFANTS

pour enfants de 6 à 12 ans

1^{er} cours : du 28 juin au 26 juillet - 2^e cours : du 28 juillet au 24 août

École et amusements pendant cours de quatre semaines pour enfants de toutes nations. Nutrition, éducation, théâtre, arts et bricolage. Enseignement en anglais et français. Excursions et camping. Surveillance soignée par personnel cultivé. École près de Lugano dirigée par American School in Switzerland.

Prospectus : TASIS Le Château des Enfants CE-6926 Montagnola - Lugano - SUISSE

TASIS

PROGRAMME D'ÉTÉ EN ANGLAIS pour étudiants de 12 à 17 ans de toutes les nations

1^{er} cours : du 1^{er} juillet au 28 juillet - 2^e cours : du 1^{er} août au 28 août

Deux cours de quatre semaines avec étude intensive de l'anglais pour étudiants de langues étrangères, débutants, intermédiaires et avancés. Programme centré sur études, combiné d'excursions, natation et d'autres sports et activités conduites en anglais afin d'atteindre le maximum de connaissances de cette langue. Un programme de American School in Switzerland.

Prospectus : TASIS PROGRAMME D'ANGLAIS The American School in Switzerland CE-6926 Montagnola - Lugano - SUISSE

EUROPE

Espagne

Le général Carlos Fernandez Vallespin est nommé chef du haut état-major

Madrid (A.F.P.). — Le général Carlos Fernandez Vallespin, nouveau chef du haut état-major espagnol (dernières éditions du Monde du 15 juin), est né à Madrid le 13 juillet 1913. Fils d'un colonel du génie, il suivit les cours de l'académie militaire de Saragosse, où il se fit remarquer par le directeur, à l'époque le général Franco. Le général Fernandez Vallespin participa au soulèvement militaire du 18 juillet 1936 et termina la guerre civile comme capitaine. Il fit ensuite partie de la « division bleue » envoyée par l'Espagne aux côtés de la Wehrmacht, sur le front de Leningrad, et y fut blessé.

En 1955, il fut envoyé à Lisbonne comme attaché militaire. Dix ans plus tard, il devint général de brigade et directeur de l'académie militaire de Saragosse.

Italie

M. RUMOR ACCEPTE DE TENTER UNE RECONSTRUCTION DE LA COALITION DE CENTRE-GAUCHE

Rome (A.F.P., Reuter). — A la suite du refus du président Leone d'accepter sa démission (le Monde du 15 juin), M. Rumor, président du conseil, a accepté, le vendredi 14 juin, de tenter de reconstituer la coalition de centre-gauche. Un porte-parole du parti socialiste a indiqué que sa formation se prêtait à cette tentative.

La tâche de M. Rumor n'en est pas moins malaisée, comme en témoigne le peu d'empressement des autres dirigeants de la démocratie chrétienne. La principale pierre d'achoppement tient aux divergences entre celle-ci et les socialistes. La presse chrétienne estime que le pays doit vivre selon ses moyens, à l'heure actuelle fort limités. Les déficits vertigineux de la balance commerciale et de celle des paiements sont particulièrement inquiétants. Ils sont donc partisans d'une politique d'austérité qui se traduirait par des impôts nouveaux, l'augmentation du prix de l'énergie et des services publics.

D'accord sur le principe, les socialistes demandent que les sacrifices soient répartis équitablement : la classe ouvrière ne doit pas être seule à en faire les frais. Ils souhaitent en particulier que l'on renonce aux restrictions de crédit qui risquent de paralyser l'activité des petites et moyennes entreprises.

Enfin, les syndicats viennent de lancer un appel à la « mobilisation des travailleurs » pour défendre les revendications qui n'avaient pu être satisfaites lors des précédentes négociations avec le gouvernement.

Les conversations entre les partenaires du centre-gauche devraient cependant être facilitées par la récente décision sur la réévaluation des réserves d'or qui accorde un répit à l'Italie (1).

Un échec de M. Rumor risquerait d'aboutir à la fin du centre-gauche et, sans doute, à la dissolution du Parlement.

Une rencontre entre communistes français et italiens

A Rome, une rencontre entre communistes français et italiens a eu lieu vendredi. La délégation française était composée de MM. Paul Laurent, membre du bureau politique, Jean Kanapa, membre du comité central et responsable de la section des affaires étrangères, et Jean Denis, membre du comité central. Les deux délégations ont évoqué « la victoire du non » lors du référendum sur l'abrogation de la loi sur le divorce et le succès considérable de la gauche unie aux élections présidentielles en France, ainsi que la situation internationale, en particulier en ce qui concerne l'Europe occidentale.

(1) La réserve d'or italienne avait avant sa réévaluation qui la portait à près de 13 milliards de dollars (le Monde du 13 juin), une valeur officielle de 3,5 milliards de dollars, et non bien évidemment 3,5 millions, comme nous l'avons écrit par erreur dans le « Bulletin de l'étranger » consacré à « L'Italie en route de la faillite » (le Monde du 8-10 juin).

Le général Diez Alegria : « politicien malgré lui »

Depuis la chute de la dictature portugaise, le 26 avril dernier, le général Manuel Diez Alegria, chef du haut état-major de l'armée espagnole, recevait chaque jour, dans son courrier, des monarques, l'allusion au monarque du général Spínola était claire. Pour de nombreux Espagnols, civils et militaires, le général Diez Alegria pourrait jouer en Espagne le même rôle que le nouveau président de la République portugaise.

Les conditions ne sont pourtant pas rigoureusement les mêmes à Madrid et à Lisbonne. Mais les chefs d'une armée espagnole qui se veut et se proclame d'abord apolitique ne peuvent plus ignorer, depuis le 25 avril, que la meilleure façon d'être en accord profond avec la nation est de contribuer au rétablissement d'un régime plus libéral, accueillant — tous les ordres, à Madrid, le prouvent — par la grande majorité des Espagnols. Il reste à savoir si le général Diez Alegria pourrait — et peut encore — être à la hauteur de ce destin préfabriqué.

De taille moyenne, le visage fin, l'allure d'un « cher professeur », le général, âgé de soixante-huit ans, est intelligent, cultivé et sensible. Nous recevons, il y a quelques années, dans son bureau de l'état-major à Madrid, il avait déjà exprimé des vues très libérales tant en ce qui concernait l'évolution du régime espagnol que sur les perspectives mondiales. Son idéologie : l'armée de doit pas être aux ordres d'une politique, quelle qu'elle soit : l'armée est neutre, professionnelle, au service exclusif de la nation.

C'est bien ce thème, d'ailleurs, qu'il a développé dans son livre Armée et Société. Ce n'est pas un best-seller, comme le Portugal et son avenir, du général Spínola, mais c'est une œuvre intelligente, profonde et d'un ton digne de toute polémique. Il ne s'agit pas pour le général Diez

Alegria de mettre le régime en accusation et de proposer une solution de rechange, mais de définir clairement les rapports entre l'armée et la société.

Ingénieur et avocat, le général Diez Alegria a un frère militaire, engagé dans la lutte aux côtés des plus dévalorisés, et qui a choisi de vivre près d'un bidonville de la capitale espagnole en compagnie du R. P. José-María de Llanos, cet autre contestataire de choc de l'Eglise.

Le général a eu des contacts, certains connus, d'autres plus discrets. Il a voyagé. Il était, il y a trois semaines, en Roumanie, reçu à titre privé par le président Ceausescu, et l'on put noter que, à la même époque, M. Santiago Carrillo, secrétaire général du P. C. E., répondait avec force à l'adresse de journalistes espagnols, convoqués à Drancy à une conférence de presse, que son parti acceptait une ouverture démocratique aussi large que possible.

Le 20 décembre 1974, au lendemain de l'assassinat de l'amiral Carrero Blanco, président du conseil, le général Diez Alegria s'était opposé aux tentatives des ultras, menés déjà par le général Iñesta Cano, alors commandant en chef de la garde civile. Entretien des relations avec le prince Juan Carlos, qui affiche des intentions libérales, le général Diez Alegria passe aussi pour avoir également des rapports cordiaux avec Don Juan, comte de Barcelona.

Pour toutes ces raisons, les ultras ont tenté à plusieurs reprises d'obtenir son renvoi du haut état-major. La mise à la retraite, en mars, du général Iñesta Cano laissa pencher la balance en faveur des libéraux. Le Caudillo a décidé, une fois de plus, de rétablir un équilibre bien fragile. Mais le limogeage, au Portugal, du général Spínola avait précédé d'un mois la chute de M. Caetano. — M. N.

LE MONDE

Grèce

UNE QUINZAINE D'ETUDIANTS grecs auraient été déportés à l'île d'Agios-Eustratios, en mer Egée, suivant des rumeurs non confirmées circulant à Athènes et qui font aussi état de la fermeture prochaine du camp de l'île de Yeros. L'un de ses libérateurs, M. Mavros, leader centriste, qui avait passé soixante jours à Yeros avait souligné que les conditions de vie dans ce camp conduisaient fatalement à « l'autisme biologique ».

Le rocheuse et volcanique d'une superficie de 43 kilomètres carrés, Agios-Eustratios a une population d'environ mille habitants. Elle avait été le lieu de déportation de 1936 (dictature de Ioannis Metaxas) à 1962. — (A.F.P.)

Roumanie

LE MINISTRE CHILIEN DE L'INDUSTRIE, M. NIEDE, a effectué une visite à Bucarest, où il s'est entretenu avec M. Patasan, vice-président du conseil des ministres et ministre du commerce extérieur, et M. Almasan, ministre des

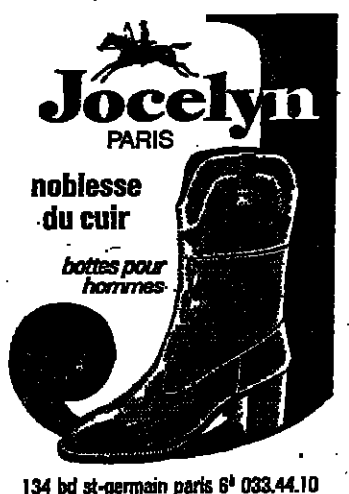
mines, du pétrole et de la géologie. Un protocole de coopération a été signé à l'issue des entretiens. — (Tass.)

Thaïlande

UN ACCORD EST INTERVENU, vendredi 14 juin, entre le gouvernement et les ouvriers du textile en grève depuis une semaine. Les salaires seront augmentés et les conditions de logement améliorées. Les dirigeants ouvriers s'efforcent de convaincre leurs mandataires de reprendre le travail, mais une grande partie des grévistes continuant à réclamer une augmentation de salaire supérieure à celle qui a été consentie. — (A.F.P.)

Vietnam du Sud

Mme DUONG KIM HOA, ministre de la santé du gouvernement révolutionnaire provisoire du Vietnam du Sud, qui se trouve actuellement en France, a déclaré vendredi 14 juin que son gouvernement n'était pas favorable à une nouvelle rencontre entre M. Kissinger et son interlocuteur nord-vietnamien aux négociations de Paris. Le Duc Tho. Une telle rencontre, a-t-elle dit, n'est pas envisagée « tant qu'il n'y aura pas un geste de bonne volonté de la part de Washington et de Saigon ».



134 bd st-germain paris 9° 033.44.10
5 rue du cherche-midi 548.75.47
Hops, 3 rue de l'anc. comédie 323.49.52

(Publicité)

APPEL

pour participer au développement d'une grande force socialiste

De nombreux militants pleinement engagés dans la campagne pour les élections présidentielles de mai 1974, souhaitent développer la dynamique créée à cette occasion.

C'est dans ce but qu'est lancé l'appel suivant. Ses signataires manifestent trois préoccupations principales : développer l'union de toute la gauche ; créer un puissant mouvement de masse — non une simple opération d'appareil ; respecter l'autonomie de leurs organisations respectives.

La campagne de la gauche unie autour de François Mitterrand a eu un impact considérable, qui s'est traduit par un rassemblement des forces populaires d'une ampleur exceptionnelle.

L'alliance entre les communistes et les forces socialistes, qui a permis cette avancée, est une donnée fondamentale pour la construction du socialisme en France. Il faut la préserver.

L'expérience nouvelle qui s'est manifestée le 19 mai ne doit pas être sans lendemain. Notre tâche, aujourd'hui, est de prolonger et d'élargir les résultats obtenus à cette occasion.

D'abord sur le terrain des luttes sociales, pour contrôler le pouvoir en place à répondre aux revendications les plus urgentes des travailleurs et de la population.

Mais aussi au plan politique, afin de donner à nos luttes contre la société capitaliste toutes leurs dimensions, et à l'alternative socialiste toutes ses chances.

Changer le modèle de développement, réduire les inégalités, modifier les structures sociales hiérarchiques, permettre aux travailleurs et aux citoyens d'exercer un pouvoir de contrôle sur leurs conditions de vie et de travail, sont les conditions d'un changement véritable. Tel est pour nous le sens fondamental du socialisme autogestionnaire dont les premiers éléments sont déjà inscrits dans les luttes concrètes que nous menons.

Militants syndicaux, militants d'organisations agissant sur les terrains de la consommation, de la culture, du cadre de vie, de la vie locale, nous ne sommes pas, pour la plupart, actuellement adhérents à un parti politique, aucune formation ne nous permettant réunir à la fois l'ensemble des conditions et les moyens nécessaires à ces transformations fondamentales.

Pourtant la nécessité d'une force socialiste puissante

et populaire, insérée dans toutes les luttes sociales dans et hors de l'entreprise, et capable d'être un pôle de rassemblement autour d'un projet socialiste fondé sur l'autogestion, nous apparaît plus urgente que jamais.

C'est pourquoi nous avons accueilli favorablement l'appel lancé par François Mitterrand, au nom du Parti Socialiste, pour que soit créé ou plus vite « le lieu de rencontre » permettant à tous les socialistes de confronter leurs expériences concrètes et d'élaborer un projet commun de société. La résolution de la Direction politique nationale du P.S.U. exprimant la volonté de « donner à la perspective autogestionnaire toute son ampleur et de créer les conditions d'une force politique puissante et crédible », nous paraît témoigner d'un souci et d'une démarche analogues. Le jugement favorable du Bureau national de la C.F.D.T. porté sur ces deux orientations constitue, à cet égard, un élément positif.

Tout en affirmant la nécessaire autonomie de décision et d'action de leurs organisations respectives, nombreux sont les militants prêts, dans ces conditions nouvelles, à élargir leur action au sein d'une telle force politique, sans pour autant vouloir y constituer une quelconque tendance.

Le sens de cet appel est donc clair : il est de permettre que se préparent avec les meilleures chances pour l'avenir, des assises nationales du socialisme qui contribueront, autour d'un projet commun de société, à la constitution d'une force politique cohérente.

Les signataires appellent tous les militants qui se réclament du socialisme et qui approuvent cette démarche à manifester leur accord et à mettre tout en œuvre pour la réussite de cette tâche. L'enjeu est vital pour les luttes d'aujourd'hui et les perspectives de demain.

Liste des premiers signataires

HAUTE-NORMANDIE

Andrieu R., Baudry R., Brédel G., Cousin J., Dubois C., Féron R., Gauthier J., Glez R., Grail G., Girard C., Lafont R., Galy P., Loubet M., Warreau M., Pain M., Selliho J., Seba G., Trepoix M., Verrier R., Sanguinac C.

AQUITAINE-LANUEDEC

Ablin M., Boucherie C., Brière D., Cazeaux R., Costagliola J., David G., Fabre R., Galy P., Girard C., Lafont R., Galy P., Loubet M., Warreau M., Pain M., Selliho J., Seba G., Trepoix M., Verrier R., Sanguinac C.

HAUTE-LOIRE

Abel G., Jacquemin H., Lohseau B., Maurin P., Muller E., Stévenin M., Vieillard R.

LOIR-ET-CHER

Amelot B., Cadoret M., Charès C., de Solardière J., Lécuyer R.-V., Lefebvre J., Leroux M., Letaille R., Maury J., Martin A., Oudart J.

BOURGOGNE

Aubert J., Bussat M.-T., Berthe L., Briard A., Duparoy P., Fabini G., Ferry A., Frougny R., Grandemange J.-M., Guilloit A.

REGION PARISIENNE

Acquier A., Allie N., Almy R., Archer B., Azambre J., Blanpied J., Bonety R., Bernard M.-P., Bonsermard M., Billon G., Biondeau J.-C., Boussac C., Billebault X., Brochier B., Brière R., Bugey M., Béche M., Bonsermard J., Bourrier J., Buard R., Blanc Ch., Bozelec A., Burdin M., Baudouin A., Combes M., Crozes J., de Camont R., Coase M.-C., Contois E., Chêne M., Charpentier J.-L., Carduche R., Con G., Curie C., Châqueux J., Carpentier J.-C., Chevalier E., Dupuis A., Dosse R., Douillet G., Douillet D., Delourmel V., Duguey L., Damsaville M.-C., Domenech J.-M., Dumont R., Dubillon A., Deitraz A., Dzier E., Duval G.

NORD-PICARDIE

Baillet R., Baly B., Belzert J., Berceut M., Castus P., Delassus B., Delmotte A., Delvaux G., Epaillet V., Glorieux A., Goussier P., Lesage J., Morvan J.-M., Oudart P., Philippe P., Peuplet G., Frumet J., Sautaine R., Vaneur J., Vaneur P., Wattiez J.-C.

PROVENCE-COTE D'AZUR

Altobelli C., Avrilion J., Aucié J., Apapio J.-C., Bardeau C., Besson L., Bon P., Bouquet J.-C., Bouvier M., Bron, Battard A., Bonneville R., Bonnet R., Cabane P., Carlier J., Chavet L., Cognet J., Colleville Y., Darbon F., David E., Deland B., Delle A., Desbats A., Desbroux J.-P., Domenech C., Doctes P., Dubonnet C., Ducrest E., Escanès J., Félitex M.-A., Fontenay A., Garnier R., Gerland M., Gillet P., Girard S., Gouyer R., Goy G., Gal L.-J., Héritier P., Hervé M., Holland F., Huriaux B., Palsenet M., Jurkovic P., Kenta R., Lafont J., Lenoir M., Leroy P., Laurent R., Mariel G., Mas P., Médard A., Mied P., Mostel J., Maglary C., Nantemmoz J., Nenny J., Pagès J.-M., Parriot R., Parodi M., Pottolard J., Philibert M., Pouyet B., Réal, Revol C., Rey M., Romier G., Rostier E., Roussier M., Rousson G., Sarrazac C., Tempert P., Villard L., Vincent M.

BOURGOGNE-CHAMPAGNE-ARDENNE

Thiollet P., Trinal J., Youinou A.-M.

CHAMPAGNE-ARDENNE

Thiollet P., Trinal J., Youinou A.-M.

FRANCHE-COMTE

Thiollet P., Trinal J., Youinou A.-M.

HAUTE-LOIRE

Thiollet P., Trinal J., Youinou A.-M.

BOURGOGNE

Thiollet P., Trinal J., Youinou A.-M.

REGION PARISIENNE

Thiollet P., Trinal J., Youinou A.-M.

Les signataires de l'appel appartiennent aux organisations suivantes : C.F.D.T., C.G.T., F.E.N., G.A.M., Objectif Socialiste, Vie Nouvelle, Planning Familial, Syndicat de la Magistrature, Groupes T.C., M.A.R.C., organisations de consommateurs, associations familiales, mouvements régionalistes, écologiques, etc.

POLITIQUE

A LA CONVENTION NATIONALE DU P.S.

M. Pierre Mauroy expose les conditions d'un regroupement des socialistes

Réunis samedi 15 juin dans une des confortables salles de projection du Palais des congrès de la porte Maillot à Paris, les quelque deux cent cinquante délégués à la convention nationale du parti socialiste ont entrepris de dresser le bilan de la campagne présidentielle. Les représentants des fédérations départementales, les membres du comité directeur et les parlementaires ont, dès l'ouverture de la séance, rendu hommage à l'initiative de M. Gaston Defferre, à M. François Mitterrand pour la qualité de sa campagne. M. Pierre

M. Pierre Mauroy explique que l'élection présidentielle a créé une situation politique nouvelle car la gauche « se trouve aux portes du pouvoir ». Il fait état du courant d'adhésions qui se manifeste et qui doit être étayé par un effort de propagande, le développement de la presse du parti et la formation des nouveaux membres. Parallèlement doit se poursuivre le regroupement des socialistes. M. Mauroy rappelle les critiques que le P.S.U. et la C.F.D.T. adressent au programme commun et il déclare :

« Faut-il des réserves faites sur ces analyses, il faut répondre que le programme commun ne résulte pas seulement de préoccupations politiques à court terme ; il exprime une stratégie fondamentale d'union de la gauche. Il serait d'ailleurs significatif que les militants du P.S.U. et des militants syndicalistes rejoignent le parti socialiste dans la réaffirmation solennelle de la validité de cette stratégie. »

Parallèlement devra être entreprise l'élaboration par l'ensemble

des forces socialistes d'un véritable « projet de société ». Cette tâche pourrait être le débat essentiel des prochaines Assises du socialisme. Mais aussi, et surtout, celles de militants syndicalistes, en particulier C.F.D.T., sont assez distinctes. Nous avons quand à nous une approche réaliste, qui intègre la perspective de l'ultra-gauche à la responsabilité du pouvoir. »

M. Mauroy présente ensuite les positions en présence :

« Le P.S.U. et les militants syndicalistes sont soucieux d'apporter à une formation socialiste qui... »

Sur le plan de l'action politique, éprouve plus largement que ce n'est le cas aujourd'hui, à leur avis, leurs préoccupations « style et modes d'expression, prise en charge d'un certain nombre de « réseaux sociaux », participation aux luttes sociales ; »

b) Fasse une place suffisante aux hommes issus du courant autogestionnaire « à tous les niveaux. »

C'est ce double souci qui les a conduits à parler de « restructuration » ou de « création d'une nouvelle force socialiste ». A l'inverse, le parti socialiste, légitimement fier du chemin parcouru depuis quelques années, est peu disposé à dévisser son drapeau dans des épreuves redoutables de modifications des structures. Vouant à affirmer les nouveaux « adhérents », il doit enrichir le cadre existant de la gauche, et non le fortifier, le faire disparaître au profit d'une formation entièrement nouvelle dont la naissance, nous le savons par les explications, ne se pourra être que difficile et agitée. De là l'utilisation

Joux, député de Saône-et-Loire, a toutefois tenu à souligner que la gauche n'avait pas à déplorer l'absence d'un quelconque « projet de société ». Il estime quant à lui que les thèmes développés par le premier secrétaire du parti socialiste depuis deux mois ont justement contribué à dessiner les grandes orientations d'un tel projet. En fin de matinée, les congressistes ont assisté à la projection d'un film de vingt-cinq minutes sur la campagne présidentielle.

du mot « élargissement », qui exprime parfaitement ce point de vue. »

Il sera vite indispensable de dépasser les problèmes de vocabulaire, et nous pouvons dès maintenant préciser que : »

Le parti socialiste garde son appellation et que les statuts seront ceux de l'actuel parti socialiste.

Les militants du P.S.U. et ceux de la C.F.D.T. sont sensibles au plein développement des sections d'entreprise et à l'organisation régionale du parti. Les statuts actuels les prévoient et il ne semble pas nécessaire de les modifier. Cependant, l'accent pourrait être mis sur la nécessité de développer l'organisation du parti dans ces deux directions.

Enfin, il convient de souligner que les adhérents nouveaux en provenance du P.S.U. ou de la C.F.D.T. ne souhaitent pas se constituer en un courant de pensée organisé, avec en tant que tel, une représentation garantie. Toutefois, des mesures transitoires devraient être prévues, afin que les règles de désignation actuelles des dirigeants soient appliquées de manière assez souple pour qu'une présence suffisante aux représentants du « courant autogestionnaire » soit leur permettant progressivement de se fonder naturellement au sein des équipes existantes. »

M. Mauroy propose la méthode suivante pour concrétiser cet élargissement :

« Les Assises du socialisme, à partir de textes préparatoires, avancés par les fédérations départementales, pourraient être conduites par l'adoption d'un bilan des travaux résumant l'ensemble des discussions et des propositions. »

Les Assises du socialisme, à partir de textes préparatoires, avancés par les fédérations départementales, pourraient être conduites par l'adoption d'un bilan des travaux résumant l'ensemble des discussions et des propositions.

Devant le congrès des maires de France

M. Chirac insiste sur la nécessité d'une concertation entre le gouvernement et les collectivités locales.

M. Jacques Chirac, premier ministre, a participé, vendredi 14 juin, à Paris, à la séance de clôture du cinquante-septième congrès de l'Association des maires de France. Dans son intervention, il a insisté sur la nécessité d'une concertation entre le gouvernement et les collectivités locales et a rendu hommage à M. Poniatowski, ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur. « Qui mieux que lui, a-t-il déclaré, pourrait être l'animateur et le promoteur d'une véritable politique pour nos collectivités locales ? »

Le premier ministre a ajouté : « Le gouvernement a l'intention d'aller assez loin dans l'ensemble des réformes de décentralisation, de déconcentration, de transfert au profit des collectivités locales à la fois des ressources comme les services, mais aussi des responsabilités, ce qu'il s'agit là d'une manière efficace de répondre aux besoins à la fois de ces collectivités mais aussi de leurs habitants. Il faut donner à la réforme régionale son véritable sens. M. Michel Poniatowski vous l'a affirmé, mais il ne le fera pas seul, le fera avec vous. C'est le seul moyen pour le gouvernement de réussir cette tâche difficile qui marquera les prochaines années et sera probablement l'une des plus essentielles de celles qui nous attendent aujourd'hui. »

Le nouveau président de l'Association, M. Alain Poirer, président du Sénat, a notamment affirmé : « Il est nécessaire de renforcer le dialogue avec les pouvoirs publics. Cependant, pour le faire dans l'efficacité, il faut en avoir les moyens. Le président du Sénat, évoquant l'affaire de Saint-Laurent-du-Pont, a encore insisté sur la nécessité d'assurer aux maires les moyens humains, matériels et financiers de la réforme des collectivités locales. »

Les suppléants dans les conseils régionaux. — Quatorze députés ont notamment affirmé : dans une proposition de loi, de permettre aux parlementaires de se faire remplacer par leurs suppléants dans les conseils régionaux.

M. Stirn est disposé à examiner d'éventuelles demandes de révision du statut des T.O.M.

M. Olivier Stirn, nouveau secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer, a annoncé, dans une interview diffusée par l'A.F.P., qu'il se rendrait prochainement aux Antilles et en Guyane, éventuellement du statut des territoires d'outre-mer. M. Olivier Stirn a rappelé que la politique métropolitaine consiste à « faire ce qui concerne les habitants des T.O.M. A cet égard, a-t-il poursuivi, nous aurons une large concertation avec les représentants de ces territoires. Cette concertation a déjà commencé avec M. Ali Aïet Bourhan, président du conseil de gouvernement du territoire français des Comores. »

La semaine prochaine, M. Stirn recevra M. Ahmed Abdallah, président du conseil de gouvernement des Comores. « La date du référendum sur l'accession à l'indépendance des Comores sera fixée à l'issue des entretiens que M. Ahmed Abdallah aura à Paris avec le président de la République, le premier ministre et moi-même », a indiqué M. Stirn. « Si l'apparition d'une certaine révision des statuts est demandée par les populations des autres T.O.M., ajouta M. Stirn, nous nous en occuperons. Les élus et les représentants de ces territoires ce qu'ils souhaitent exactement et ce qu'ils ont de plus possible d'accepter dans l'intérêt général. »

A propos de la campagne d'élections municipales qui doit débuter très prochainement en Polynésie, M. Olivier Stirn a déclaré : « Je me réjouis de ce que ces élections soient les dernières, comme l'a indiqué le président Giscard d'Estaing. »

DANS LES CABINETS MINISTÉRIELS

AGRICULTURE.

Au cabinet de M. Ch. Bonnet, dirigé par M. Blaisot, M. Pierre Murat-Labarthe, administrateur civil, est nommé chargé de mission. Cinq conseillers techniques se joignent au cabinet : Mlle Marie-Anne Etak (relations avec la presse), MM. Jean-Marie Carmet, ingénieur du génie rural, Pierre Giacobbi, Pierre-Patrick Kaltenbach et Pierre Le Roy, administrateurs civils.

TRAVAIL.

Le cabinet de M. Michel Durafour, ministre du travail, dirigé par M. Pierre Laroche, est complété : M. Michel de Guillechmidt, maître des requêtes au Conseil d'Etat, est nommé chargé de mission, et MM. Roger Fenech, inspecteur central des impôts, et Barthélémy Raynaud, ingénieurs des ponts et chaussées, conseillers techniques.

Le premier ministre souhaite rencontrer les présidents des groupes parlementaires de gauche

Dans une interview publiée par le Figaro, M. Jacques Chirac explique qu'il ne peut pas y avoir de divergences de vues entre le président et le premier ministre. « Et si cela arrivait, déclare-t-il, le premier ministre devrait donner sa démission. » M. Chirac annonce qu'il a l'intention de constituer une délégation de la majorité « pour avoir des contacts plus faciles et plus permanents avec les quatre groupes qui la composent ». Il se propose aussi de rencontrer les présidents des groupes communiste et socialiste de l'Assemblée nationale et du Sénat pour recueillir leur avis avant d'engager la réforme constitutionnelle sur le régime des suppléants.

« Par la suite, ajoute-t-il, je compte avoir avec l'opposition des contacts et des relations qui, en aucun cas, ne supposent de ma part l'intention de lui ôter sa personnalité ou son indépendance. »

M. Chirac rappelle les positions claires qu'il a prises sur la politique étrangère et sur la défense, et observe à propos des déclarations de M. Jean-Jacques Servan-Schreiber :

« Contre les militaires, je crois qu'il est allé un peu loin. Ils ont appliqué, cela va de soi, les directives du gouvernement. Ils l'ont fait dans ce domaine, comme toujours, avec intelligence, efficacité et dévouement. Par conséquent, leur mise en cause n'est en réalité qu'un incident de parole. »

Le premier ministre définit en ces termes la manière dont il conçoit ses rapports avec les syndicats :

« Il faut chercher à compenser la division idéologique qui a marqué la France récemment par une entente fondée sur le pragmatisme. »

Le changement est une drogue

Chirac redoute le changement. Il le considère comme une drogue. Et les drogues, chacun le sait, sont dangereuses, elles sont malsaines. Telle est la substance des déclarations faites par le Premier ministre, des déclarations qui peuvent se prendre et n'ont pas fini d'être répétées. Soit, en substance, recueillies pour la postérité par un chroniqueur de talent, elles ont suscité déjà maints commentaires.

Où peut-on lire ces étonnantes propos ? Dans *Montesquieu* : « On demandait à Chirac si le commerce avec les femmes était malsain. Il disait : « Non, pourvu qu'on ne prenne pas de drogues ; » mais l'avertissement que le changement est une drogue. » (*Evénements*, 14 juin, page 962, pensée n° 719.)

Car ce Chirac-là se préoccupe de la manière dont il conçoit ses rapports avec les syndicats ; et c'est là, nous le donnons, c'est parce qu'il était, en 1971, premier médecin du roi Louis XV.

P. V. P.

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Projet de loi en faveur de personnels du ministère de la défense

L'Assemblée nationale, représentée par une douzaine de députés, a adopté, vendredi 14 juin, plusieurs projets de loi.

A la suite d'un différend, aucune nomination de secrétaires administratifs en chef des services extérieurs du ministère de la défense n'ayant été prononcée depuis 1969, et les personnels réunissant les conditions d'ancienneté pour accéder à ces emplois ayant été privés de ce droit, les parlementaires ont décidé de donner, par la voie d'un concours exceptionnel, aux intéressés la possibilité d'être nommés secrétaires administratifs extérieurs du ministère de la défense. Quant à l'administrateur de Polytechnique, son emploi sera transformé en emploi de chef de service administratif des services extérieurs.

Les députés ont autorisé également le gouvernement à ratifier l'acte additionnel modifiant la convention internationale pour la protection des obtentions végétales : il s'agit essentiellement par cet additif de permettre un meilleur fonctionnement financier et administratif de l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales. Enfin, l'Assemblée a donné son autorisation pour ratifier l'accord du 4 décembre 1973 signé entre la France et les Républiques membres de l'Union monétaire ouest-africaine (Côte-d'Ivoire, Dahomey, Niger, Sénégal, Togo et Haute-Volta) ; cet accord confirme notamment l'appartenance de ces Etats à la zone franc, précise que le franc C.F.A. conserve avec le franc français une parité fixe et réaffirme la liberté de transfert entre ces pays et la France.

Pas d'élection législative partielle en Corrèze

M. Charles Ceyrac, suppléant de M. Charbonnel refuse de donner sa démission

M. Jean Charbonnel, maire de Brive, ancien ministre, ancien député U.D.R., a fait, vendredi 14 juin, la déclaration suivante : « Quand j'ai quitté le gouverne-

ment le 1^{er} mars 1974, mon intention était tout naturellement de me présenter à nouveau devant les électeurs de la deuxième circonscription de la Corrèze. »

« Il me semble, aujourd'hui, que le moment de cette consultation est venu. Cependant, en dépit de l'engagement qu'il avait pris et de la confiance que lui avait témoignée M. Ceyrac, qui m'avait remplacé à l'Assemblée nationale à la suite de ma nomination au gouvernement, je n'ai pu me résoudre à démissionner de mon mandat, interdisant ainsi au suffrage universel de jouer son rôle. »

« Je laisse mes compatriotes de Brive et du pays de Brive juger d'un tel procédé. Je le considère, quant à moi, comme contraire aux exigences de la loyauté aux yeux des électeurs de la deuxième circonscription de la Corrèze. »

Après une échauffourée, M. Le Pen, névrosant l'action des partisans, a expliqué la raison de l'action qu'il n'entre : éclairer les Français « sur le drame qui les menace dans la décadence de l'ordre général. »

« La commission des lois de l'Assemblée nationale a adopté, jeudi 13 juin, une proposition de résolution tendant à assurer la représentation de tous les groupes politiques dans les bureaux des commissions parlementaires. »

Pour le cinquantième anniversaire de l'armistice de 1918

L'ARMÉE FRANÇAISE AVAIT DÉJÀ DÉFILÉ DU COURS DE VINCENNES A LA RÉPUBLIQUE

Le 11 novembre 1968, tout en donnant un caractère « populaire » aux cérémonies marquant le cinquantième anniversaire de l'armistice du 11 novembre 1918, le général de Gaulle avait décidé que le traditionnel défilé des troupes aurait lieu du cours de Vincennes à la place de la République, en passant par le faubourg Saint-Antoine et la Bastille.

Des détachements de huit nations qui avaient combattu aux côtés de l'armée française entre 1914 et 1918 (Belgique, Yougoslavie, ex-Serbie, Grande-Bretagne, Canada, Nouvelle-Zélande, Australie, Italie, Etats-Unis) avaient participé à cette parade militaire.

Trois mille militaires français à pied et mille cent hommes motorisés à bord de trois cent trente véhicules blindés avaient été applaudis tout au long du parcours, notamment le détachement de la gendarmerie mobile, dont les officiers et les sous-officiers portaient soit le képi bicorne, soit la tenue bleu horizon et le casque de franchisé de la première guerre mondiale.

En 1945, à l'issue d'une revue des troupes à pied et à cheval cours de Vincennes, le défilé des troupes motorisées a eu lieu depuis la Bastille jusqu'à l'avenue de la Grande-Armée (en passant par la place de la République, les grands boulevards, la Madeleine, la Concorde, les Champs-Élysées et l'Étoile), tandis que les troupes à pied ont défilé du cours de Vincennes à la République (en passant par la Nation, le boulevard Diderot et la Bastille).

L. P.

« Mme Valérie Giscard d'Estaing se rendra, mercredi 19 juin, à l'Ecole nationale supérieure d'horticulture de Versailles, qui célèbre son centenaire. »

L'affectation des élèves sortant de l'ENA

Le Journal officiel du 9 juin a publié l'arrêté portant affectation des élèves de la promotion de l'Ecole nationale d'administration ayant terminé leur scolarité le 31 mai 1974 et appartenant à la voie d'administration générale.

Par arrêté du premier ministre en date du 6 juin 1974, les élèves de la promotion de l'Ecole nationale d'administration ayant terminé leur scolarité le 31 mai 1974 et appartenant à la voie d'administration générale sont affectés (liste par ordre alphabétique par carrière) :

Conseil d'Etat : MM. Cazin d'Ammoncourt, Ruel (Thierry) et Perrin de Brichambaut (Marc).

Cour des comptes : MM. Gillette (Alain), Maurin (Christian) et Remond (Bruno).

Inspection générale des affaires sociales : M. Laroche (Michel).

Inspection générale des finances : MM. Carel (Patrick) et Marini (Philippe).

Tribunaux administratifs : MM. Fournier de Laurière (Jacques), Lajouan (Jean), Pierre-Thomas (José), Thurière (Jean-François) et Woehring (Jean-Marie).

Ministère des affaires étrangères : MM. Berger (Fernand), Cava (Alain), Coste (Philippe) de Faubourget de Montferand (Bernard), Garcia (Bernard), Leroux (André), Quentin (Didier) et Suchaut (Michel).

Ministère de l'économie et des finances (corps de l'expansion économique et l'étranger) : M. Thier (Bernard).

Ville de Paris : M. Massimi (Pierre).

Corps des administrateurs civils : MM. Abraham (Dominique), Allely (Jean), Andrieu (Fernand), Barreau (Michel), Barthélémy (Jacques), Benoit (Gilles), Berger (Maurois), Betancourt (Yves), Chenard (Daniel), Clavel (François), Mlle Collin (Anne-Marie), M. Corbin (Patrice), Couture (Pierre), François (Désiré), Delsin (Jean-François), Diefenbacher (Michel), Dupuis (Jean-Louis), Fabre (René, André), Mlle Fournie (Françoise), M. Fournier (Hubert), Gaudou (Yves), Gaudillère (Bernard), Gattig (Jacques), Geoffroy (Guy), Mme Guigou (Elisabeth), M. Hays (Christian), Heron (Dominique), Idrac (Francis), Joven (François), Julien (Ber-

nard) ; Mlle Lanchon (Chantal) ; MM. Lesourd (Jean-Claude), Lubrano (François), de Malgret (Armand), Ghislain (Malochet), Martin (Hubert) ; Mme Maurel (Mireille) ; MM. Maraud (Gilles), de Monts de Savasse (Hervé), Ninu (Jean-Louis), Parayre (Pierre), Pauriat (Rémy), Planet (Jean), Pionat (Bernard), Rostaen (Marc), Basse (Jean) ; Mlle Spel (Rolande) ; MM. Sammarco (Philippe), Simon (Gilbert), Verdine (Hubert) et Villeneuve (Jean-Pierre).

Les élèves appartenant à la voie d'administration économique sont ainsi affectés :

Conseil d'Etat : M. Racine (Pierre, François).

Cour des comptes : MM. Deschamps (Christian) et Frech (Jean, Benoît).

Inspection générale des finances : MM. Guitton (Gilles) et Landou (Jean-Pierre).

Ministère des affaires étrangères : MM. Degallier (Serge), Dutoit (Jean), et de Poulton d'Amecourt (Jean).

Ministère de l'économie et des finances : MM. Malo (Philippe) et Rosec (Jean-Jacques).

Corps des administrateurs civils : MM. Berger (Fernand), Cava (Alain), Coste (Philippe), Boucard (Didier), Brein (Michel), Yves Brocard (Alain), Chaffotte (Henri), Deniel (Alain), Fernet (Michel), Formery (Nicolas), Gamby (Bruno), Ganichot (Didier), Gel (Bernard), Mlle Hugonot (Florence), MM. Jacob (Maxime), Joutard (Christian), Lamy (Emmanuel), Le Gallou (Jean-Yves), Lejeune (Bernard), Lenoir (Jacques, André), de Lesquer du Plessis (Henri), Morin (Michel), Mlle Obolenski (Arlette), M. Oussat (Xavier), Pages (Michel), Pagan (Nath), de Ricou (Rémy), de Rosen (Jean), Sellier (Bernard), Taly (Michel), Theodore (Jean-François) et Venzo (Bernard).

صكناش الامل

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

L'EXEMPLE DE VILLEFRANCHE-SUR-SAONE

Un district ne peut être dissous sans l'accord des intéressés

Lyon. — Le tribunal administratif de Lyon a annulé, pour excès de pouvoir, l'arrêté du préfet du Rhône qui avait constaté la « cessation de fait des activités » du district urbain de Villefranche-sur-Saône (le Monde du 19 février).

Constitué le 27 mars 1962 par les communes de Villefranche-sur-Saône, Arnas, Gleizé et Limas, le district en question paraissait de nature à satisfaire les intérêts respectifs de ceux qu'il réunissait. Il offrait à Villefranche-sur-Saône la possibilité de trouver sur le territoire des trois autres communes à caractère rural les terrains nécessaires à son expansion économique. De la même façon, les autres partenaires tiraient du district des avantages pour le financement d'opérations que leurs seules ressources n'auraient pas permis.

Le conflit éclata en 1972, lorsqu'il fut question de fusionner les quatre communes au bénéfice de Villefranche-sur-Saône. Les municipalités d'Arnas, de Gleizé et de Limas s'y opposèrent, et, à partir de ce moment, le fonctionnement du district se trouva entravé, le président,

M. Charles Germain, maire de Villefranche-sur-Saône, refusant d'en réunir le conseil. C'est dans ces conditions que le préfet du Rhône, après avoir vainement cherché à concilier les oppositions, a jugé qu'il était en droit de constater la cessation de fait des activités de ce district impossible.

Saisi par les municipalités d'Arnas, de Gleizé et de Limas, le tribunal administratif de Lyon, après avoir assimilé l'arrêté préfectoral à une décision de dissolution, considère dans son jugement qu'il est entaché d'excès de pouvoir. Le tribunal rappelle d'abord les dispositions de l'article 4 de l'ordonnance du 5 janvier 1959, aux termes desquelles la modification des conditions initiales de fonctionnement et de durée d'un district est subordonnée à une délibération du conseil de district, prise à la majorité des deux tiers au moins de ses membres représentant plus de la moitié de la population, ou de la majorité de ses membres représentant plus des deux tiers de cette même population. Et il ajoute : « Il ressort de ce texte que la loi a entendu subordonner en toute hypo-

thèse la dissolution d'un district à une délibération favorable de son conseil. Les principes auxquels est soumise l'action administrative, au nombre desquels figurent le caractère du service public et l'égalité des usagers, ne sauraient prévaloir sur la volonté aussi clairement exprimée du législateur. » A Villefranche, ni le conseil du district ni les conseils municipaux n'ont été appelés à se prononcer sur une éventuelle dissolution du district. — J.-M. Th.

● UNE USINE AMERICAINE A LIEVIN (PAS-DE-CALAIS). — La société américaine Campbell-Taggart, agissant par l'intermédiaire de sa nouvelle filiale Europates, a décidé d'implanter à Lievin (Pas-de-Calais) une usine de fabrication de pâte à papier. Elle emploiera au moins cent personnes d'ici trois ans, dont 40 % de personnel féminin, précise la délégation à l'aménagement d'un territoire. Le groupe Campbell-Taggart, dont le siège est à Dallas (Texas), emploie treize mille cinq cents personnes.

A PROPOS DE...

L'INSTALLATION DE POLYTECHNIQUE A PALAISEAU

De grandes écoles pour les petites villes

De nombreux anciens élèves de l'Ecole polytechnique ne veulent toujours pas que leur école quitte le centre de Paris. Au cours de l'assemblée générale annuelle des anciens élèves de l'Ecole polytechnique, une motion de censure a été votée par 926 voix contre 424 contre le bureau de l'association, accusé de n'avoir pas fait tous les efforts nécessaires pour empêcher le déplacement de l'Ecole à Palaiseau (Essonne) (1).

Les grandes écoles, qui « produisent » les plus éminents commis de l'Etat et des hommes politiques dévoués des plus hautes responsabilités, ont-elles une sorte de droit divin à s'installer dans la capitale ou à n'avoir jamais à en partir ?

L'Ecole nationale d'administration, Polytechnique, l'Ecole des mines, celle des ponts et chaussées, sont-elles à ce point attachées et indispensables à la vie de Paris que ce serait pour elles déchoir que d'aller édifier leurs bâtiments ou leurs laboratoires et dispenser leurs études à Cergy-Pontoise, à Clermont-Ferrand ou à Tarbes ?

Revivifier la province, ce n'est pas, en effet, se contenter de décentraliser des usines, des bureaux ou des instituts universitaires de technologie : c'est y créer un « tissu » complet et riche, qui favorise le dévelop-

pement sous toutes ses formes : c'est notamment y greffer de grandes écoles, qui assument aux responsabilités du pouvoir économique, financier, culturel, politique.

Les responsables de l'aménagement du territoire sont bien conscients de cette nécessité, et des études récentes ont été rédigées en ce sens, montrant l'excès de concentration — l'entassement — des établissements de recherche scientifique ou des administrations de l'Etat dans la capitale.

Toutefois, des efforts ont été faits dans un passé récent : par exemple, le Centre national d'études judiciaires s'est installé à Bordeaux ; l'Ecole de la santé publique, à Rennes ; l'Ecole des impôts, à Clermont-Ferrand ; l'Ecole supérieure de l'aéronautique et de l'espace, à Toulouse. L'Ecole des mines va décentraliser des laboratoires sur le plateau de Valbonne, près d'Antibes. Mais il faut donner une impulsion nouvelle à cette politique de répartition harmonieuse des activités et de la méditerranée. Les responsables politiques eux-mêmes, issus en grand nombre, dans le gouvernement actuel, des grandes écoles, répètent à chaque occasion qu'il est urgent, si l'on veut réellement changer la société, de continuer à agir ainsi.

On ne peut que souhaiter de les voir continuer à encourager la décentralisation des établisse-

ments d'enseignement supérieur. Transférer l'Ecole nationale d'administration dans une ville nouvelle ou dans une grande métropole, par exemple, ne serait pas contraire à la politique que proposent et que conduisent avec constance les responsables de l'aménagement du territoire, dont le plupart sont des anciens élèves de l'ENA.

Et puisqu'il faut, dans ce domaine comme dans les autres, que l'Etat donne l'exemple, pourquoi la Délégation à l'aménagement du territoire (DATAR) ne se jetterait-elle la première à l'eau, en décidant non pas de s'installer dans une sous-préfecture trop éloignée mais simplement de s'installer dans une ville nouvelle de la région parisienne ou dans une grande cité du Bassin parisien ?

FRANÇOIS GROSCHARD.

(1) Cette manifestation de mauvaise humeur n'est pas la première. La direction de l'association a déjà été mise en minorité lors de l'assemblée générale de 1973 (le Monde du 22 juin 1973). Les adversaires du transfert avaient cependant été battus lors des élections qui avaient suivi. Rappelons qu'il y a actuellement onze mille anciens polytechniciens. Actuellement, la première tranche des travaux de la nouvelle école de Palaiseau — celle des laboratoires — est achevée. Les bâtiments doivent être occupés à la rentrée. Les opposants veulent empêcher que ne commencent la deuxième tranche de construction — celle des locaux d'enseignement — qui doit être terminée pour septembre 1976.

ENVIRONNEMENT

La défense de la nature dans la bataille politique

(Suite de la première page.)

Les uns et les autres dans lesquels on rencontre souvent les mêmes responsables — se retrouvent au sein du Comité de la charte de la nature, organisme de concertation, fondé en 1972, et où se réunissent régulièrement autour d'une table les représentants de vingt-deux grandes unions territoriales ou sectorielles.

Le « centre » du mouvement « environnementaliste » — puis-que la droite ne s'avoue pas — est pour la réforme des lois, des institutions et des hommes. Il veut infléchir les décisions des aménageurs, tenter de conserver à la fois les fleurs de la nature et les fruits du progrès. Son texte de référence : la charte de la nature, qui a recueilli deux cent mille signatures.

Sur son aile gauche marchent à pas redoublés des groupes de jeunes chevelus qui seraient volontiers les « diabolos » de la société industrielle. Leur drapeau : la croissance zéro. Eux aussi ont essayé de se compter et de se servir les rangs. Pour s'opposer aux centrales atomiques, ils ont fondé, en avril 1973, un comité pour le moratoire nucléaire et recueilli cinquante mille signatures.

Arrivent les présidentielles. On songeait, ici et là, à une candidature de sensibilisation. Voici l'occasion. Quelques journalistes de « centre » et quelques militants de la « gauche » se réunissent, discutent, consultent. Les caciques pressentés par téléphone se réunissent. Un nom surgit : celui de M. René Dumont. Il est professeur, expert international, rallié aux thèses du changement de

société et il ne fait partie d'aucune association. Sera-t-il le porte-parole de l'écologie ? Il accepte et, dans une improvisation permanente et joyeuse, aux limites du farfouillage, il mène sa campagne en bateau-mouche.

La « gauche » la seconde. Une centaine de comités fleurissent sur le territoire, mais le « centre » reste réservé. Deux ou trois grandes fédérations régionales se rangent à ses côtés, mais la plupart ne bougent pas. Le Comité de la charte rassure de sa « sympathie », sans plus. La Fédération des sociétés de protection de la nature ne souffle mot. M. René Dumont ne sort pas du séral, certaines de ses thèses sentent le souffre. Et puis ne va-t-il pas ridiculiser un mouvement qui a déjà bien de la peine à se faire prendre au sérieux ? Enfin, on redonne la « politisation » qui sème la zizanie chez les militants, qui compromettent la position des responsables locaux auprès des administrations. La politique, on en a fait l'expérience sur le terrain, casse un mouvement plus sûr que le feu de l'adversaire.

La surprise du second tour

Pourtant, c'est la surprise : trois cent quarante mille bulletins pour le candidat Dumont. En dépit de tout : du silence des grandes associations, des outrances du candidat, des accusations de « division » lancées par les appareils politiques. Les bataillons écologiques seraient-ils donc plus fournis qu'on ne le pensait ?

Au second tour, c'est à qui ramènera ces francs-tireurs qui vont peut-être faire la décision. Le mouvement reprend espoir et les partis dressent l'oreille. De partout fusent les questionnaires : il s'agit d'obliger les deux candidats à parler enfin de qualité de vie, à définir leur programme d'environnement.

D'abord, les états-majors politiques répondent au coup par coup. Manifestement, on n'a rien préparé. Puis, soudain, à quelques jours du dernier tour, voici des « programmes ». M. Giscard d'Estaing tire le premier. M. Mitterrand riposte avec quarante-huit heures de retard. Pour rédiger ces textes, on a fait appel en hâte à des spécialistes extérieurs aux appareils : on prononce les noms de M. Philippe Saint-Marc pour M. Giscard d'Estaing, de M. Jean Philippe Barde pour M. Mitterrand. Le premier, un « enarque », ancien président de la mission Aquitaine, conseiller à la Cour des comptes, auteur de Socialisation de la nature, est l'un des fondateurs du Comité de la charte de la nature. Le second, fonctionnaire à l'O.C.D.E., est co-auteur d'un ouvrage d'environnement, le Temps du bruit.

En tout cas, M. Philippe Saint-Marc, à la surprise générale, se prononce pour M. Giscard d'Estaing, et M. Dumont, sans surprise, se range du côté de M. Mitterrand. Droite environnementaliste contre gauche écologique ? Ce n'est pas si simple.

Le Comité de la charte, qui a paru engagé par la position de l'un de ses animateurs, réagit en la défaveur de M. Dumont. Dans le document de travail de l'élaboration, il est dit : « Dans de nombreuses associations, mêmes trahissements devant la « bipolarisation » électorale. Le « centre » ou mouvement écologiste ne parait pas résister au choc politique. »

Aujourd'hui, on s'explique, on tente de réconcilier les militants. Le Comité de la charte a repris son pacifique travail de réflexion. Dans les comités locaux, on se retrouve devant les mêmes problèmes, les mêmes adversaires. L'action oblige à la réconciliation. Car il s'agit maintenant de faire passer dans les faits les promesses électorales.

A l'aile « gauche », en revanche, on se sent plus fort. Aux cinquante associations qui ont soutenu M. Dumont se sont joints une centaine de comités de soutien ayant fait campagne pour lui. L'équipe du candidat se transforme en centre de coordination du mouvement écologiste qui organise ses états-général à Montargis. Mais les « marginaux » ne sont guère accoutumés à travailler en commun. On a eu beaucoup de peine, on est allergique aux appels, on voudrait accueillir tout le monde et n'obliger personne. On est « convivial », spontané, un peu libertaire. Mais au même temps, on ne veut pas de compromission avec le système et l'on crache facilement sur les « bourgeois » de l'environnement. Centille, anarchie, sectarisme, ivresse de la logomachie, sont les tares de certaines assemblées. A Montargis, arriveront-on à s'organiser, à se donner un schéma d'action capable de mobiliser les simples sympathisants non encore engagés ?

Avec habileté le pouvoir semble offrir le dialogue. M. André Jarrot, ministre de la qualité de la vie, a l'intention (le Monde du 8 juin) de réunir les associations dans chaque département. Elles pourraient ainsi définir leurs préoccupations communes et les soumettre aux administrations locales. Il y aura peut-être également une structure de concertation au niveau national. Piège pour les uns, espoir pour les autres, qu'ils soient réformateurs ou révolutionnaires du « centre » ou de « gauche », les militants du mouvement écologiste vont se trouver bientôt au pied du mur.

MARC AMBROISE-RENDU.

● LES CENTRALES ATOMIQUES DU LANGUEDOC. — Le conseil général de la Haute-Garonne a adopté un vœu de M. Masqueras (socialiste), conseiller général de Salles-du-Salat, condamnant les essais nucléaires dans le Pacifique et demandant que les projets d'installation de centrales atomiques sur le littoral languedocien, notamment à Port-la-Nouvelle et à Leucate, soient suspendus « tant que la nature et les répercussions de leurs nuisances à long et à court terme n'auront pas été précisées et que la préservation de l'homme et de son environnement n'aura pas été garantie ». — (Corresp.)

Pourquoi le Président de la République a-t-il joué la trêve de l'été avant la mise en place de son plan d'austérité ?

Quelle est sa stratégie ?
Que nous prépare-t-il pour la rentrée ?
Comment réagiront les syndicats ?

Le NOUVEL OBSERVATEUR
de lundi répond à toutes les questions que vous vous posez sur la politique économique du nouveau gouvernement.

Dans le même numéro :
- Le premier dossier complet sur toutes les cures d amaigrissement.
- Un document inédit révélant les vraies raisons de la rupture historique Staline-Mao.

Cette semaine encore, le **NOUVEL OBSERVATEUR** en dit plus aux millions de Français qui ont choisi l'information vraie.

Ne manquez pas ce numéro du **NOUVEL OBSERVATEUR** en vente lundi.

LE NOUVEL
observateur

URBANISME

LE JUGEMENT DE LOUVÉCIENNES N'EST TOUJOURS PAS APPLIQUÉ

Trois mois après le jugement du tribunal administratif de Versailles ordonnant de surseoir à l'exécution d'un permis de construire un immeuble de bureaux à Louveciennes (Yvelines), les travaux continuent et l'immeuble de 117 mètres de long est presque achevé (le Monde des 2, 7-8 et 10 avril).

Dans une lettre adressée le 4 juin au ministre de l'intérieur, M. Michel Fontatowski, le comité de défense du plateau des Soudanes demande que la décision du tribunal soit appliquée, ce que le maire de Louveciennes et le préfet des Yvelines se refusent à faire. « Vous vous êtes écartés à plusieurs reprises contre la « timidité » de l'administration à l'égard des promoteurs, écrit le comité. Nous ne méconnaissons pas les problèmes de ceux-ci, en particulier sur le plan de l'emploi lorsqu'ils ont des difficultés financières, mais il nous paraît impensable qu'une entreprise échappe à la loi parce qu'elle est importante et puissante. » Il s'agit de la société Schwartz-Raumont.

droite rencontre
ants
aires de gauche

Le changement
est une drogue

de personnels
à défense

Le Monde aujourd'hui

RÉVOLUTION SPIRITUELLE OU DÉRIVATIF ?

Des Américains à la recherche d'eux-mêmes

À Californie, une fois de plus, donne le ton. La baie de San-Francisco, d'où était partie l'agitation étudiante des années 60, est aujourd'hui le berceau d'un « nouvel humanisme » tourné vers la quête de l'épanouissement de l'individu. La profusion des « centres de croissance personnelle » défie toute statistique, et San-Francisco ne compte pas moins de vingt instituts spécialisés dans l'enseignement du zen.

« L'échec de l'activisme politique de la décennie précédente a découragé beaucoup d'Américains », explique Jim Bebout, psychologue à l'institut Wright de Berkeley. « Nous assistons maintenant à un retour de l'individualisme, du repli sur la personne. » Ce mouvement se traduit par une recherche de l'accomplissement du soi et plus particulièrement de la réalisation physique et spirituelle.

« L'échec de l'activisme politique de la décennie précédente a découragé beaucoup d'Américains », explique Jim Bebout, psychologue à l'institut Wright de Berkeley. « Nous assistons maintenant à un retour de l'individualisme, du repli sur la personne. » Ce mouvement se traduit par une recherche de l'accomplissement du soi et plus particulièrement de la réalisation physique et spirituelle.

Le renouveau philosophique de la contre-culture est sans doute moins visible que les manifestations politiques passées, mais sa diffusion est spectaculaire. Le mouvement ne se limite pas simplement aux étudiants, mais il

pénètre aussi dans les couches libérales et intellectuelles des classes moyennes et supérieures. Il n'est pas rare qu'un homme d'affaires ou un ingénieur vous confie, au cours d'un cocktail, qu'il se lève tôt le matin, se livre à la méditation et qu'il suit des séances d'expression corporelle ou de dynamique de groupe. De nombreux adeptes du courant spirituel et corporel déclarent acquiescer ainsi une discipline de vie inconnue jusqu'alors.

Visite à Alysum

Alysum est un centre de prise de conscience féministe depuis longtemps converti aux vertus de la dynamique de groupe et du « strip-tease » psychique. La séance commence par un silence prolongé. Assises en cercle, les vingt-cinq femmes qui assistent aux réunions hebdomadaires se concentrent avant d'entreprendre la confession de leurs angusties, expériences et états d'âme. Un exercice de « breathing », ou respiration contrôlée, lui succède. Les inspirations provoquées par une pression répétée de la main sur le sternum emplissent toute la salle. « Il s'agit d'apprendre à relâcher les contractions du corps, à découvrir une paix intérieure », explique Ani Mander, l'animatrice de la séance.

La « prise de conscience du corps » comprend toute une gamme de techniques passives comme la respiration, le massage, l'auto-massage, le mime ou le rolfing, exercice de réalignement du corps par rapport à son centre de gravité pour diminuer les tensions. Les techniques actives de danse, d'aïkido et de

t'ai chi, une pratique d'auto-défense chinoise libérant les sources d'énergie, sont aussi fort prisées.

Pionnier de la psychologie transpersonnelle, l'institut Esalen est le foyer du Mouvement pour le développement du potentiel humain. Fondé il y a douze ans, l'institut Esalen doit sa réputation aux travaux de ses maîtres, Alan Watts et Fritz Perls, le père de la « gestalt-thérapie » aux États-Unis. « Aujourd'hui, Esalen n'est plus enclavé dans l'insularité », déclare Richard Parson, son président. Esalen est devenu la Mecque des expériences spirituelles et corporelles, qui sont ensuite adoptées par d'autres centres.

Le catalogue trimestriel de l'institut Esalen rend compte de l'étendue de ses activités. Les titres sont largement évocateurs : « La conscience à travers l'hypnose », « Séminaire d'acupuncture », « Exploration du corps : massage, mouvement, méditation », « Groupe de bio-énergie », « Deux cents conférences et séminaires y sont répertoriés. Un tel programme prête le flanc aux commentaires, et Esalen est volontiers critiqué pour son esprit d'entreprise. Le coût d'un week-end est, en effet, au minimum de 1 000 F, ce qui n'est pas à la portée de toutes les bourses.

L'administration du centre affirme avoir enregistré, depuis son origine, plusieurs milliers de participants. « Nous sommes une société à but non lucratif », dit Richard Parson, et nos profits sont limités. Mais il est vrai que le participant d'Esalen est un

Blanc qui appartient aux couches intellectuelles supérieures. Nous nous adressons à des personnes psychologiquement tourmentées parce que leurs besoins primaires sont satisfaits. Le développement du soi est malheureusement un luxe.

A Big-Sur les « séminaristes »

La célébrité d'Esalen repose largement sur l'éden de son centre situé à Big-Sur, sur les falaises rocheuses de la côte californienne. Accroché entre la mer et la montagne, dans un cadre au propre au recueilli, l'institut ressemble à un kibboutz : salles communes, petites pavillonnaires d'habitation parmi les pins maritimes. L'atmosphère est délibérément détendue. Sur la terrasse, un homme âgé, au faciès d'aristocrate rehaussé de lunettes à monture d'or, arborant une robe indienne et méditant face à l'océan Pacifique, tandis que des novices s'exercent au t'ai chi.

« Les motivations des séminaristes » sont des plus variées, constate Bernard Rapoport, un psychologue résident à Big-Sur. Pour certains, c'est un moyen de suivre une thérapie sans être reconnus comme malades, d'autres cherchent une nouvelle voie spirituelle. Quelques-uns, attirés par le système des bains et la promiscuité sexuelle, espèrent y avoir du bon temps. Mais il est rare qu'ils ne découvrent pas autre chose.

JOSIANE JOUËT.

(Lire la suite page 10.)

Éducation sexuelle

« SUAVITER IN MODO »

M ANDRE JOZAN et son épouse ont eu onze enfants, six et vingt-sept ans. « Ce n'est pas une famille », dit M. Jozan, c'est une collectivité. D'autres manières seraient quelques lassitudes, un peu de lassitude, en tout cas, dans l'éducation des derniers de la lignée.

Pour M. Jozan, les principes de la bonne éducation ne se divisent pas, et l'ampleur de la tâche n'exclut pas la rigueur. Soucieux de faire correctement l'éducation sexuelle de ses enfants, il décide un jour de l'automne dernier, sur le loi d'une publicité reçue chez lui, d'acheter les cinq volumes de l'Encyclopédie de la vie sexuelle, publiés par la librairie Hachette. Révisés de signatures autorisées — quatre médecins et un sociologue, — l'Encyclopédie lui était apparue comme une base de travail correcte, adaptée aux différents âges de ses enfants. D'autant plus qu'elle figurait en bonne place dans les rayons d'une librairie catholique où s'approvisionnent les gens bien-pensants de cette ville de Nantes dont M. Jozan est conseiller municipal (modéré).

Rentré chez lui, M. Jozan entreprend la lecture de l'ouvrage. Enfermé dans la lecture, il lit toutes les affirmations contre lesquelles s'insurgent sa morale de père et sa loi de catholique. Voici que, par des allures d'un livre éducatif, avait pénétré sous son toit un ouvrage où l'on affirmait, tout à trac, que la masturbation est une étape normale du développement sexuel ! Où l'on évoquait largement l'homosexualité, l'avortement et la contraception ! Où l'on discutait les positions traditionnelles de l'Eglise catholique dans des différents domaines ! « J'étais absolument stupéfait ! Ce n'était pas cette éducation sexuelle

que je voulais donner à mes enfants. »

Ces constatations faites, M. Jozan s'empresse, d'une part, de mettre les livres en lieu sûr, dans sa maison de campagne, afin d'en éviter le contact à ses enfants ; d'autre part, de demander à un avocat parisien, M^{re} Trémollet de Vilers, ce qu'il pouvait faire. « Il y avait tromperie sur la marchandise. Sous couvert d'éducation, on m'avait vendu un livre de sex-shop. »

S'effrayant personnellement agressé par ce livre, il porte donc plainte contre la librairie Hachette, comme une cinquantaine d'autres pères de famille l'ont fait, depuis, à travers toute la France. L'affaire suit son cours.

C'est ne s'y tromper pas : M. Jozan n'est pas un père de famille (aidé) par le conservatisme, rigé et répressif. Il n'est pas l'adjudant de ses enfants : il a trop d'humour pour cela. D'ailleurs, ne dit-il pas lui-même qu'il conçoit un peu son rôle de chef de famille comme son rôle de chef d'entreprise ? Ce sont deux communautés humaines. « Très grand, le visage plein, calme et aimable, M. Jozan navigue sereinement à travers toutes les tempêtes. En mai et juin 1968, dans la région de Nantes, il ne faisait pas bon être chef d'entreprise, et beaucoup, à l'époque, se félicitèrent d'avoir une résidence secondaire un peu éloignée de la ville. M. Jozan, lui, « contra-occupé », si l'on peut dire, l'usine de transformation de papier où travaillait, sous sa direction, trois cents personnes : « Un capitaine n'abandonne pas son navire. » Il en profite pour « dialoguer » avec ses ouvriers. Fidèle au poste aussi dans la famille : pourquoi les derniers enfants seraient-ils moins bien élevés que les premiers ?

André Jozan n'est pas réactionnaire : « A l'occasion, je suis à gauche, mais, évidemment, je ne suis pas marxiste-léniniste. » Ce catholique à principes n'est pas un « intégriste » : « Je ne me battrais pas pour la messe de saint Pie V. Je regrette personnellement l'abandon du latin. Mais pas pour mes enfants. Je suis tout à fait conciliant. » Et surtout fidèle aux enseignements de l'Eglise catholique. L'interdiction de la contraception est une dure loi, mais c'est une loi.

S'adapter à l'époque : oui. Tout d'abord sous prétexte qu'il y a des faibles pour le faire : non. « L'éducation sexuelle est d'abord l'affaire des familles. » Il veut bien qu'on parle de la masturbation et de l'homosexualité dans le livre du maître, mais pas dans celui de l'élève. « Tout est dans la manière. Des principes rigides, une application souple à l'image du père de famille qu'il pense être : « Fortifier la ra, suaviter in modo » (1). Ce pourrait être ma devise. » Ce qu'il reproche surtout aux auteurs de l'Encyclopédie, c'est de « n'être pas du tout suavis in modo ».

BRUNO FRAPPAT.

(1) « Fermeté dans l'action, douceur dans la manière ».

COMMENT VIVRE DE RIEN

« A l'origine de ce livre, une constatation de base : la consommation de biens et services marchands ne fait pas le bonheur des hommes. » Cette forte évidence posée, les Enfants d'Aquarius (quatre jeunes gens très studieusement écologiques) veulent donner les moyens pratiques d'atteindre ce bonheur absent.

Regroupés en un volume, ce sont donc toutes les recettes, tous les conseils et les « trucs » pour organiser sa vie quotidienne hors du système qui sont ici offerts. On apprend à manger le blé en croquette, à faire son pain, à choisir son huile. On sait comment se soigner et faire des antibiotiques naturels à la maison ; comment s'habiller et confectionner ses vêtements ; comment produire son énergie et utiliser les rayons solaires. On trouve des directives pour élever les chèvres, construire sa maison, faire un journal, entre autres. Car c'est là une véritable encyclopédie de la vie marginale, un précis du « do it yourself » généralisé. Avec un luxe de détails, d'adresses, de bibliographies. Avec aussi une désarmante naïveté, quand ce n'est pas un étonnant dogmatisme. On lit ainsi que « le propre de la nature, c'est d'être animé pur », cette énergie qui différencie l'être ou la plante vivante de son cadavre. Humour involontaire ?

R.-P. D.

★ « Manuel de la vie pauvre », par les Enfants d'Aquarius, Stock 2, « Vivre », 288 pages, 22 F.

Au fil de la semaine

LES lampions à peine éteints, la presse et les ondes à peine rendues à l'autre actualité, celle des jours ordinaires, voici que, déjà, l'élection présidentielle n'adhère les vifvifs des libéraux. A vrai dire, auteurs et éditeurs n'ont pas attendu le scrutin pour faire paraître des livres-portraits présentant les principaux candidats en lice (1) ; et pour l'un de ces ouvrages au moins, volume soigné, important et de longue haleine, c'est l'événement qui est venu donner, puis presque aussitôt retirer, son caractère d'immédiate actualité à un travail sérieux, curieux et de facture nouvelle qui mériterait mieux que cette carrière éphémère (2). Il faut noter aussi l'exploit technique, déjà relevé dans « le Monde », qui a permis de lancer sur le marché dès le lendemain du second tour, le 20 mai au matin, une biographie de Valéry Giscard d'Estaing, candidat et président, écrite à chaud au fil des semaines brûlantes (3).

Mais tout cela n'était en quelque sorte qu'amuse-gueules. Voilà enfin le premier grand récit exhaustif, la première relation bien conduite et solidement documentée, vivante et équilibrée, du « grand tournoi » électoral. Le livre est signé de Michel Bassi et André Campana, deux des créateurs de l'émission télévisée « A armes égales » devenue « les Trois Vérités », deux experts donc et qui vivent dans la familiarité, qui ont même l'oreille et les confidences des vedettes de la politique (4).

De leur enquête, on pourrait retenir dix précisions inédites, vingt anecdotes piquantes, cent rappels, jugements ou descriptions utiles. Tout a été vite et avec une telle remise en perspective dissipe bien des ombres et éclaire d'un jour cru nombre de péripéties, passées souvent inaperçues dans le tourbillon de l'information quotidienne. Mais dans un tel livre, on cherche aussi des réponses à des questions précises.

Parmi les énigmes qui sont loin d'avoir livré encore tous leurs secrets, celle-ci par exemple : comment et pourquoi M. Jacques Chaban-Delmas, qui semble avoir presque tous les atouts au départ, a-t-il pu perdre en route deux des électeurs du général sur trois, cinq des électeurs de Georges Pompidou et de l'U.D.R. sur huit, pour se retrouver à l'arrivée avec moins de 15 % des voix et la honte de demeurer dans l'histoire comme le naufragé du gaullisme ?

Bien sûr, la réponse facile serait : parce qu'il a fait une mauvaise campagne et que son concurrent modéré a été le meilleur. En fait, ce n'est pas si simple.

Au soir de la mort de Georges Pompidou, le 2 avril, M. Chaban-Delmas pouvait regarder l'avenir avec confiance et même avec espoir. N'était-il pas, face à M. François Mitterrand, le seul à disposer non seulement d'un « profil » d'homme d'Etat ainsi que d'une équipe brillante et déterminée, mais d'un appareil politique solide, implanté dans tout le pays, la machine de l'U.D.R. ? Seul aussi, il avait amplement démontré, pendant les trois années passées ou poste de premier ministre, sa capacité à dialoguer avec les « leaders d'opinion », dirigeants syndicalistes et patronaux, chefs de file des paysans et des commerçants, animateurs des mass media. Il avait ou il aurait tous les fonds nécessaires, des militants ardents à l'ouvrage, l'appui des « barons » du compagnonnage — il est l'un d'eux — qui contrôlaient encore tant de rouages dans le régime.

Il savait que Georges Pompidou, en février dernier encore, avait lancé à M. Michel Debré, non sans irritation d'ailleurs : « Que voulez-vous, Chaban plait ! » ; et aussi que le président, au retour de son voyage en Chine, interrogé à l'école de Téhéran par le chah d'Iran, qui lui demandait le nom de son possible successeur, avait répondu tout à trac : « Chaban-Delmas. » Pour le reste, sûr de lui, de sa chance, de son dynamisme dans l'action, il avait, croyait-il, marqué dès le mercredi 3 ou matin, le premier point de la partie quand, le doigt pointé vers Pierre Messmer, il avait affirmé : « Je serai candidat envers et contre tous. » Car le premier ministre avait pris alors l'engagement qui allait le lier pendant huit jours : « Je ne serai jamais candidat contre vous. » La route était déblayée, en avant !

C'était compter sans le complot soigneusement monté pour barrer le chemin au maître de Bordeaux, ouvrir la route au ministre

LE GRAND TOURNOI

Par
PIERRE VIANSSON-PONTÉ

des finances. Dans « le Grand Tournoi », on trouve des pages étonnantes sur la « cour », sur le pouvoir occulte qu'exerçaient à l'Elysée dans l'ombre du président, qui se savait en danger de mort, M. Pierre Juillet et M^{re} Marie-Françoise Garoud, en liaison étroite avec leur ami Jacques Chirac. Ce dernier, pour Mme Garoud, c'est « mon petit pousin », surnom qui fera dire à M. Raymond Marcellin quand il devra céder le poste de ministre de l'Intérieur ou protégé du « châtelet » : « Voici que le pousin est devenu poulet. »

Il y a aussi les vieilles rumeurs, les intrigues de palais, les coups bas, les exaspérations, les antipathies, la fourmilière des courtisans, mais ce n'est pas tout, car n'explique pas tout. Car, entre le trio qui couve le destin de M. Valéry Giscard d'Estaing et l'ancien premier ministre de Georges Pompidou, ce sont deux conceptions de l'Etat et du gaullisme qui s'affrontent.

M. Chaban-Delmas, certes, y met du sien : poursuivi par la malchance, il accumule les erreurs. L'élection qui aurait pu se dérouler le 28 avril est fixée au 5 mai à l'instigation du ministre de l'Intérieur : M. Chirac veut se donner tout le temps de manœuvrer. Et il manœuvre bien : les sondages dits « des renseignements généraux » viennent à point confirmer l'idée que M. Giscard d'Estaing serait le meilleur candidat pour le second tour, puis précipitent et accentuent le sentiment que l'écart se creuse entre les deux rivaux de la majorité. La tentative de M. Edgar Faure bloque toute autre candidature centrée, sa renonciation laisse ensuite le champ libre de ce côté au ministre des finances. L'opération des « 43 » va montrer que l'U.D.R. est divisée et non pas unanimement favorable à M. Chaban-Delmas, que les allées et venues de M. Messmer achèvent de rendre suspect : pourquoi ce parangon du gaullisme tient-il tant à évincer son propre candidat ? De là à donner prise aux rumeurs, puis bientôt aux accusations à peine voilées, à la colossale, il n'y a qu'un pas et il est vite franchi.

Pendant ce temps, M. Chaban-Delmas lui-même sous-estime ses adversaires, alors qu'on le croyait mieux préparé, se laisse harceler par trois équipes rivales de spécialistes de la télévision qui le pressent tantôt d'être lui-même et de se défendre, tantôt de changer de fond en comble d'attitude. Le fonceur doit céder la place à un homme grave, estime M. Bongrand, expert en propagande électorale. Pas du tout, il doit se sentir en confiance et simplement surveiller sa diction, son ton de voix, assure Roland Dhordain, professionnel de l'écran. Et puis il y a cette candidature très tôt lancée, et cela choque : le divorce, et cela se répète ; l'assurance, la facilité, et tout sonne faux.

Alors le gaulliste Chirac ne s'embarrasse pas de circonlocutions : « Les Français, dit-il, en avaient marre de ces quinze types qui avaient fait un hold-up sur l'Etat... Ils étaient habitués depuis quinze ans à ce que l'on pense pour eux. A présent, il leur fallait penser tout seuls. Et on a vu ce que ça donnait. » Il hausse les épaules quand M. Chaban-Delmas continue de proclamer devant ses amis : « J'ai un programme, une équipe, et je suis certain d'être le meilleur. » M. Poniatowski prend le relais et résume ainsi son analyse : « Nous sommes à deux générations de la guerre et à une génération de l'an 2000. Cela signifie que la guerre et ce qui a suivi font partie des souvenirs. L'élection est une interrogation sur l'avenir. Seuls ceux qui apportent des réponses à cette interrogation sont crédibles. » Et, cruel, il annonce : « Chaban ? On le tirera comme un lapin, il finira la campagne en loques. »

En loques peut-être, mais debout, car il fera front à la mauvaise fortune. Quitte à laisser tomber, quand tout espoir est perdu pour lui : « Si Giscard bat François, quel dommage pour la France ! »

(1) En particulier un Valéry Giscard d'Estaing par André Pentard ; un François Mitterrand par David Lande et un Jacques Chaban-Delmas par Guy Glaise, tous trois aux éditions Edda. A signaler également le Mitterrand, l'homme, les idées, publié par des écrivains socialistes, parmi lesquels Bernard Fagard et Claude Monod, chez Flammarion (dont le Monde a rendu compte le 3 mai).

(2) Le Cas Chaban, par Pierre Rouanet, Laffont, 370 pages, 22 F. (3) Valéry Giscard d'Estaing. De Chamallières à l'Elysée, par François Lancel. Belfond, 250 pages, 29,50 F (voir le Monde du 21 mai). (4) Le Grand Tournoi, par Michel Bassi et André Campana, Grasset, 212 pages, 22 F.

ETRANGER

Reflets du monde entier



Black is dangerous

L'armée britannique d'Irlande du Nord se trouve sans cesse aux prises avec de nouveaux problèmes. C'est ainsi que, si on en croit le *GUARDIAN*, « les soldats de couleur sont désormais priés d'utiliser un maquillage spécialement mis au point par Max Factor ».

« Jusqu'à présent, les soldats de couleur cantonnés en Irlande du Nord étaient exemptés de la corvée de se passer le visage à la vaseline et au bouchon brûlé pour les patrouilles de nuit. Mais on vient de s'apercevoir que leurs visages brillent dangereusement à la moindre lueur et qu'ils risquent ainsi de trahir la présence de toute la patrouille à un éventuel tireur isolé ».

Un sergent explique ainsi la situation : « Il y a très peu de gens de couleur dans la population d'Irlande du Nord, et nos hommes se voient comme le nez au milieu de la figure » (...). Mais l'armée n'a rien voulu laisser au hasard, et c'est ainsi que la grande firme de cosmétique Max Factor a été priée de mettre au point un maquillage approprié et aussi aseptique, de façon à éviter tout risque d'infection en cas de blessure ».

Quant aux hommes de troupes blancs, signale le quotidien britannique, ils n'auront guère le loisir de se moquer de leurs camarades : ils ont bien trop à faire avec les collantes de femmes qu'ils portent désormais sous leur tenue de combat pour se protéger de l'abominable climat de Belfast ».



« Monsieur client »

et la hausse « super-galopante »

REALITES CAMBODGIENNES, hebdomadaire publié à Phnom-Penh, s'aggrave de l'inflation qui fait des ravages dans les zones contrôlées par le régime du maréchal Lon Nol. « Les alpinistes du mont Everest sont de petits garçons à côté des prix pratiqués à Phnom-Penh ! Vous serez bien obligés de l'arrêter quand ils parviendront au sommet, tandis que les prix poursuivent leur ascension opisthotele le long d'une échelle dont l'extrémité se perd dans des régions mystérieuses ».

Or, le gouvernement a décidé de fermer les restaurants le lundi et le jeudi pour limiter « les dépenses somptuaires ». Les patrons sont mécontents. « Monsieur client » aussi. Il en appelle au « civisme de tous » tout en faisant ce qu'il appelle « de l'humour » :

« Les restaurants seront fermés les lundis et les jeudis pour limiter la consommation de viande ? Alors, ces jours-là je mangerai chez moi... de la viande ! Vous me dites que la viande ne sera pas non plus en vente ces jours-là au marché ou dans les magasins ? Alors dans solutions : je m'en passerai. Faire meigner c'est très sain (...). Deuxième solution : je ferai des stocks ».

L'anonyme « monsieur client » ne parle pas de la majorité de la population trop pauvre, de toute façon, pour acheter de la viande, dont le prix, comme celui de toutes les denrées de base, est sujet à une hausse qualifiée par l'hebdomadaire de « super-galopante ».



Médecine aux pieds nus made in U.S.A.

Une forme de médecine aux pieds nus va-t-elle naître aux Etats-Unis ? Selon l'hebdomadaire *NEWSWEEK*, en effet, l'université de Georgetown, à Washington, vient de lancer un cours de prévention familiale qui connaît un énorme succès. « Les étudiants — pères, mères de famille ou éducateurs — y apprennent à traiter les petites blessures, les crises d'allergie, à pratiquer la réanimation par le bouche-à-bouche, à reconnaître les signes d'une crise cardiaque (...) Ils apprennent à prendre le pouls, et à mesurer la pression sanguine. Cette dernière notion est particulièrement importante pour la communauté noire, où les cas d'hypertension sont nombreux. Les étudiants du cours, qui ont intitulé « Les maladies et leur famille », apprennent aussi des éléments de diagnostic plus compliqués, comme distinguer un rhume d'une crise d'allergie en examinant la couleur des muqueuses de la gorge ».

Bien entendu, cette initiative soulève de nombreuses critiques du corps médical local (...) mais bien des organisations de soins s'y sont déclarées favorables sur tout le territoire des Etats-Unis, dans la mesure où elle pourrait permettre de développer les actions de prévention médico-sociales, surtout dans les milieux les plus déshérités de la communauté américaine ».

Berlinske Tidende

... « Ce nest plus comme avant »

« Il fut un temps, soupire le *BERLINGSKE TIDENDE*, où le Danemark était connu dans le monde entier comme le pays de la sécurité totale. Il fut un temps où les marchands de journaux pouvaient s'absenter en laissant une soucoupe auprès de leurs piles de quotidiens du jour : le soir, il ne leur manquait ni un sou ni un exemplaire ».

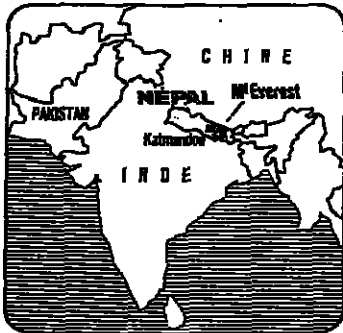
Hélas ! écrit le quotidien conservateur, ces temps sont révolus : aujourd'hui, les personnes âgées ne peuvent plus sortir seules après la tombée de la nuit, les vols de sacs se multiplient dans les jardins publics, la violence et le vandalisme ont fait leur apparition dans notre capitale... Qu'est-ce qui ne va plus ?

Cette vague de criminalité est-elle liée à la pauvreté ? Certainement pas, car notre « Etat-providence » donne à tous la possibilité de s'adresser à l'aide sociale quand ils ne peuvent pas joindre les deux bouts. Alors ?

« Force est de constater que nous nous sommes lourdement trompés en croyant que le jour où chacun aurait librement accès au bien-être la courbe des délits de droit commun baisserait. (...) Tout cela, pense le *BERLINGSKE TIDENDE*, tient sans doute de ce que les nouvelles générations ont grandi dans le mépris des valeurs que respectaient leurs aînés, notamment des vertus chrétiennes. (...) Et elles savent que le système judiciaire est enclin à les traiter avec une indulgence croissante ».

Lettre de l'Everest

ANNIVERSAIRE ET NOUVELLES PREMIÈRES



« Soudain, il m'apparut que l'Everest, devant pour moi, tombait brusquement. Beaucoup plus bas, je pouvais voir le col nord et le glacier de Rongbuk (1). Encore quelques coups de piolet dans la neige dure... Nous étions au sommet ».

Le 20 mai 1953, Edmund Hillary apiculateur néo-zélandais, soixante-dix ans, plein d'allant — dans une expédition, cette qualité est plus importante qu'il n'y paraît — et Tenzing Norgay, d'apparence presque fragile et pourtant d'une résistance à toute épreuve, sherpa exemplaire et exceptionnel — (il est le premier sherpa à avoir désiré aller au sommet), venaient d'atteindre la cime de la montagne la plus haute de notre planète : 8848 mètres.

La première reconnaissance et tentative d'ascension avait eu lieu en 1921, par le versant tibétain. L'Everest est situé sur la crête frontière : Népal au sud, Tibet au nord, mais il est curieux de constater qu'il n'a jamais été accessible, en même temps, par ses deux versants. En effet, jusqu'à la dernière guerre, le Népal, qui a sur son territoire la moitié des sommets de 7 000 et 8 000 mètres, était rigoureusement interdit, alors que le Tibet laissait passer les expéditions ; depuis 1950, c'est exclusivement le contraire, avec cette nuance qu'une expédition chinoise a pu gravir l'Everest par son versant tibétain, mais elle est la seule. Quant aux deux extrémités de la chaîne himalayenne — Sikkim à l'est et Cachemire à l'ouest, — elles ont été tantôt accessibles, tantôt interdites, selon la situation politique : c'est ainsi que depuis quelques années les montagnards du Karakoram ont se trouvent sept sommets de plus de 8 000 mètres et dont l'accès passe par le Cachemire, ont retrouvé leur solitude et leur silence.

En ce qui concerne l'Everest, les expéditions, jusqu'en 1950, devaient donc faire un grand détour par le Tibet pour atteindre la base de la montagne. De Darjeeling, merveilleuse station d'altitude au nord du Bengale et lieu historique dans la conquête himalayenne, siège de l'Himalayan Club et patrie d'adoption des sherpas qui, lorsqu'ils n'étaient pas en expédition, travaillaient dans les célèbres plantations de thé, les caravanes devaient d'abord, au-delà de la crête de Singapala, non merveilleux d'un paysage très beau, traverser le Sikkim, pour pénétrer au Tibet et, après un mois de marche, atteindre le célèbre monastère tibétain de Rongbuk, situé à 4 970 m d'altitude (plus haut que le sommet du Mont-Blanc), au sud de Chomolungma.

Si aujourd'hui, grâce aux petits avions d'aviation installés à l'intérieur du Népal, la marche d'approche d'une expédition est singulièrement raccourcie, à l'époque elle constituait déjà une belle aventure ! En 1950, à l'Annapurna, nous avons connu quelque chose de similaire : le Népal venait à peine d'ouvrir ses portes, les cartes étaient fausses ou inexistantes, et trouver l'Annapurna était un problème aussi intéressant, sinon plus, que celui de l'ascension elle-même. Oui, l'aventure ce n'est pas seulement grimper !

Maintenant, les grimpeurs sont plus vite à pied d'œuvre. Ainsi, moins de temps pour aller, si l'on s'approche de ces montagnes avec la seule idée de faire une belle ascension, avec la seule pensée de l'efficacité. Mais il n'est pas nécessaire d'être pressé. De toute façon, il faut attendre que la vieille neige s'en aille et que la montagne vienne en condition. Les deux attitudes ne sont donc pas contradictoires. On peut rêver de premières, aimer grimper, mais les parois les plus raides sans pour autant se priver du charme extraordinaire d'un paysage et d'une approche qui est aussi bien préparation que compréhension. Une ascension, c'est d'abord une image entrevue, un paysage aperçu ou même une photo plus ou moins floue ; c'est ensuite une terreur, celle des campements de chaque soir au fur et à mesure qu'on approche. Le pèlerin qui marche vers La Mecque est sans doute plus heureux que le bouillier de la ville sainte. Temps gagné ? Temps perdu ? Que veut dire cela, dans un pays où la beauté et la

profondeur du ciel sont d'abord un reflet de l'été ?

A l'Everest, la tentative la plus connue est celle de 1924, au cours de laquelle Mallory, un grand caractère, et Irvine disparaissent dans les neiges à 8 500 mètres et ne reviennent jamais. Longtemps, on pensa, en se forçant volontiers, qu'ils avaient peut-être atteint le sommet, mais cela est absolument exclu : d'ailleurs, treize ans plus tard, l'expédition de 1937 retrouve le piolet de Mallory à environ 8 400 mètres.

Jusqu'en 1952, l'altitude la plus haute atteinte est 8 572 mètres sans oxygène, par Norton et Somervell, le 4 juin 1924, c'est-à-dire quatre jours avant la disparition de Mallory et Irvine, mais en 1922, Finch, qui avait emporté du matériel à oxygène, lourd, encombrant et inévitablement peu au point, et qui s'était élevé jusqu'à 8 325 mètres, déclarait avec lucidité que l'ascension ne pouvait se faire sans cet aide.

Durant trente ans, aucune expédition n'emporta ce matériel : il faut attendre 1952 pour qu'une expédition suisse, et plus précisément deux de ses membres, Raymond Lambert et Tenzing, s'élèvent du premier coup jusqu'à 8 600 mètres, grâce aux masques et aux bouteilles à oxygène, matériel indispensable mais désagréable par son côté ajouté et affecté (un peu comme l'est l'escalade artificielle par rapport à l'escalade libre), et qui, en lui cachant le visage, transforme le grimpeur en un monstre himalayen.

Pour une autre raison, 1922 est une date importante : sept sherpas qui accompagnaient l'expédition sont emportés par une avalanche et trouvent la mort, début d'un lourd tribut payé par ces hommes valeureux, généreux et toujours souriants sans lesquels aucune expédition n'aurait eu la moindre chance de réussite. C'est sans doute pourquoi, lorsqu'en 1953 on apprend que Tenzing était allé au sommet de l'Everest avec Hillary, tout le monde en éprouva une vive joie, une réelle satisfaction. Après le demi-échec, en tout cas la non-réussite par la corvée anglaise Bourdillon-Evans, que pour beaucoup à leur système d'oxygène défaillant, le grand mérite du général Hunt, qui dirigeait l'expédition, fut d'adopter Tenzing et non un Britannique à Hillary pour la deuxième tentative qui, elle, fut couronnée de succès : c'était à la fois la preuve de la lucidité et aussi de la générosité vraie et rare d'un chef d'expédition.

Depuis cette grande première, l'Everest a été gravi de nombreuses fois : par huit expéditions, dix-sept cordées parvenant au sommet, la plupart par l'itinéraire du col sud versant népalais, voie ouverte en 1953 par Hillary et Tenzing et devenue la voie normale, mais aussi par l'itinéraire du col nord, voie ouverte en 1960, versant tibétain, par une expédition chinoise, ou

encore par l'arête ouest, versant népalais, gravée en 1955 par une expédition américaine, qui accomplit en même temps la première « traversée » de l'Everest, c'est-à-dire montée par un itinéraire, descente par un autre. Cependant, c'est surtout depuis 1973 que l'Everest a été particulièrement fréquenté ; dans cette même année, deux expéditions ont atteint le sommet : l'une, italienne, au printemps, qui est la saison la plus favorable ; l'autre, japonaise, à l'automne, alors que le temps est stable mais très froid, et que les vents sont particulièrement violents. En fait, il y a de plus en plus de monde qui veut aller à l'Everest, printemps ou automne ; Chomolungma est « rebelle » jusqu'en 1979, à raison de deux expéditions par année. Face aux demandes, le gouvernement du Népal a dû rationner les autorisations et les étaler en établissant un tour de rôle.

Aujourd'hui, le problème n'est plus de trouver une équipe de grimpeurs qualifiés, un matériel et un équipement solides, légers, perfectionnés, ni même de trouver un financement, mais d'obtenir le visa. Pourquoi cela est-il si difficile, et pourquoi n'en délivre-t-on que deux par an ?

D'abord, l'ascension de l'Everest n'est faisable qu'au printemps et à l'automne ; cependant, on pourrait alors accorder l'autorisation à plusieurs expéditions en même temps, mais cela est exclu, et voilà pourquoi : même s'il ne s'agit pas d'une expédition aussi monstrueuse que l'était l'expédition italienne du printemps 1973 — soixante-trois membres, soit onze civils et cinquante-deux militaires (2) et dont la progression ressemblait, plus à de grandes manœuvres (avec hélicoptères) qu'à une ascension — une expédition normale qui désire réussir mais qui a conservé l'esprit d'aventure dans le bon sens du mot (pour cela, il faut souvent qu'elle ait eu un financement un peu difficile, ce qui n'est pas toujours le cas des expéditions nationales), se compose tout de même de dix à vingt équipiers, avec comme corollaire l'engagement de trente à soixante-dix sherpas et de trois cents à six cents coolies (transportant 8 à 20 tonnes de matériel). Tout ce monde, inévitablement, provoque chaque jour des perturbations de tous ordres, et d'abord d'ordre économique dans une même vallée, non équipée pour cela — là d'ailleurs est son charme (3), — et en tout cas, pauvre, ne serait-ce qu'à cause de son altitude (8 000 mètres en moyenne), c'est-à-dire, à peine pourvue pour sa subsistance modeste.

Sous un certain angle, une expédition himalayenne est d'abord une forme d'invasion : elle apporte avec elle des vivres, en particulier des vivres de course pour l'ascension proprement dite, mais, durant la marche d'approche, les coolies en particulier doivent manger « sur le pays ». Il est donc logique que le visa ne soit donné qu'à une expédition à la fois, et voilà pourquoi

l'Everest, corollairement, est « rebelle » plusieurs années à l'avance. Cependant, le propre de l'homme étant d'aimer la difficulté, en tout cas d'aimer « à vaincre des obstacles et à rechercher des aventures », comme le disait Ramond de Carbonnières il y a bientôt deux siècles, lorsqu'il gravissait le mont Perdu, dans les Pyrénées, il est normal que certaines expéditions souhaitent ne pas se contenter de mettre les pieds dans les traces des pionniers, et que les jeunes grimpeurs, riches de l'héritage et d'abord de bon esprit, et voulant eux aussi découvrir le mystère, rêvent d'aller à l'Everest, mais par un itinéraire nouveau sur une paroi vierge. Pour eux, l'Everest est autre chose qu'un sommet à mettre à son palmarès, et il est logique qu'ils aient aussi leur tour de rôle.

C'est ainsi que, depuis trois ans, Japonais et Anglais se sont attelés en vain, mais avec une belle persévérance, à la face sud-ouest, qui, entre la voie normale à droite et l'arête ouest à gauche (gravée en 1963 par les Américains), présente une extraordinaire muraille, pas très belle sur le plan esthétique mais extrêmement difficile et particulièrement battue par les vents dans sa partie supérieure. Un jour, sans aucun doute, elle sera gravée.

Deux hommes, mille fois minuscules, sortent à plus de 8 000, en haut des versants rocheux et glacés qui jusqu'à présent les ont repoussés et par des pentes terminales moins raides, mais plus fortement balayées par les vents, gagnent, heureux, à bout de souffle, à bout de force, le sommet.

Je souhaite alors qu'ayant atteint la cime et leur but, une extraordinaire première, ils en fassent une autre : celle d'oublier la scène jusqu'à présent inévitable des drameaux victorieux au sommet, scène qui n'a toujours paru étrange, inutile, pas à sa place. « Avancez maintenant un semain ? demandait Mallory. « Aucun, sans nous-même », était sa juste réponse.

Aussi bien dans mes bagages que dans mon cœur je n'ai pu m'empêcher de draper sur une cime l'homme ne conquiert pas une montagne ; sur un sommet dont il a révé, il ne fait que passer.

GASTON RÉBUFFAT.

(1) Le col nord et le glacier de Rongbuk se trouvent sur le versant tibétain de l'Everest, alors que Hillary et Tenzing atteignent la cime par le versant opposé, sud et népalais.

(2) L'expédition française à l'Annapurna, de 1950 était composée de neuf membres, et l'expédition britannique à l'Everest en 1953, de trente membres (docteur, cinéaste, journaliste compris).

(3) Le jour où la vallée de Khumbu, qui est la vallée de l'Everest, sera « équipée » — et cela est déjà commencé : un hôtel construit par les Japonais est ouvert à Namche Bazar (3 500 m environ) — le spectacle restera, et il est grand, mais le charme ne sera plus le même.

Des Américains à la recherche d'eux-mêmes

(Suite de la page 9.)

Allen Morris, un avocat de San-Francisco qui a suivi deux séminaires à Esalen, estime son expérience supérieure à une cure psychanalytique. « J'ai eu des complexes physiques, dit-il. J'ai suivi des séances d'attachement corporel, de dynamique de groupe. J'ai appris à accepter mon corps ».

L'intensité des séances fait des séminaires une expérience totale. Le séminaire « Prise de conscience de l'énergie » par exemple, exige un travail aux niveaux somatique, psychologique et spirituel. « Le programme commence dès huit heures du matin et finit à onze heures du soir », explique John Heider, l'animateur du groupe. Nous pratiquons à tour de rôle la méditation, la conscience des relations interpersonnelles. C'est une rupture totale avec le monde ».

Reprendre le chemin du travail, la vie de famille après une expérience de vie de groupe, de recherche spirituelle est parfois une épreuve. « Il est dur de se remettre sur orbite », constate l'avocat Allen Morris. Tout vous semble insignifiant après la richesse d'un séminaire. On commence à s'interroger sur la routine familiale, l'ennui au travail ».

Pour beaucoup, en fait, tout commence là. Les divorces et les abandons d'emploi à la suite d'un séjour à Big Sur sont fréquents. « Nous avons sans doute une responsabilité sociale », assure le président d'Esalen, « car nous changeons les attentes de vie des gens. C'est un risque que nous acceptons ».

La fréquentation répétée de centres de croissance personnelle devient occasionnellement une vie de substitut, une sorte de drogue. Mimi Silbert, directrice du centre des « Groupes d'exploration personnelle » à l'université de Berkeley, souligne : « La chute des impressions et des états d'être peut conduire à la dissolution de la volonté d'agir, voire à l'abandon de la vie active ».

Jack Gaines est un homme d'affaires new-yorkais qui avoue avoir pendant vingt ans tout mis sur la réussite professionnelle. « J'ai fait fortune », déclare-t-il, mais je me suis rendu compte que je n'étais pas heureux. Il y a quatre ans, je suis venu à Esalen pour une semaine. J'y suis resté six mois. Maintenant j'ai vendu mon affaire et je passe mon temps à méditer, à découvrir mon identité, bref à récupérer le temps perdu ».

Certes, ce sont là des cas isolés, et nombre d'adeptes de la quête du soi continuent à agir à part entière dans le jeu social. Ces derniers se reconnaissent toutefois aisément à leurs comportements, à leur langage truffé d'expressions toutes faites, de clichés comme « trouver son propre espace », « coller à ses sensations ».

Révolution spirituelle silencieuse, ou tout bonnement dérivatif, exutoire aux pressions du système social orienté vers la compétition et la réussite, le « mouvement du potentiel humain » est d'ores et déjà en Californie un phénomène culturel très important.

JOSIANE JOUIT.

DES AMAZONES AUX CARREFOURS DE TUNIS...

ELLES ont le coup de sifflet impérieux et la jupe au genou ; la veste d'uni-forme est longue, et une mince ceinture souligne la pointe des hanches : ces amazones ont fait leur apparition aux carrefours de Tunis, où piétons et automobilistes se défilent dangereusement au mépris des signaux. Il s'agit de la première promotion féminine d'agents de police formée par les services de la sûreté tunisienne.

Elles ne tiendront pas longtemps, persiflent les chauffeurs de taxi. Elles se croient tout permis parce qu'elles portent un uniforme, insinuent les femmes, plus choquées que les hommes.

Mais, pour le connaisseur attentif à quelques terrasses, le spectacle est convaincant : bien plantées dans ses jolies bottes, garée de blanc, la bombe transformant son minois en profil de guerrière, l'amazone n'a qu'un geste à exécuter pour que la frange des piétons habitués à mordre la chaussette malgré les yeux rouges ondule précipitamment vers les trottoirs. L'obésité de la foule semble inversement proportionnelle à l'ampleur du geste. L'agent même retranché à quelques mètres de là pour « contrôler » la débâcle regarde, médusé : la Tunisie moderne se fait obéir aussi catégoriquement à ciel ouvert que ses aïeux au fond des palios.

M. P.

RADIO-TELEVISION

LES QUINZE JOURS DE LA RECHERCHE

Une réalisation polémique

CLAUDE OTZENBERGER PARLE DE L'ÉNIGME DU RACISME

AVEC sa série *Les grandes énigmes*, la première chaîne a entrepris de vulgariser les sciences un mardi soir de temps en temps : Nicolas Strotzky et Robert Clarke, ses chroniqueurs scientifiques, parlent de mardi des races et du racisme. Un domaine où les connaissances sont le plus souvent faillibles de la passion et de la politique.

« Le propos de l'émission, explique Robert Clarke, est de comprendre pourquoi le public porte un intérêt médiocre au phénomène racial abordé sous l'angle scientifique, alors que le concept de race a une telle importance psychologique. Nous voulons étudier le lien qui y a entre ces deux phénomènes, les races, et le racisme, et surtout les liens économiques et politiques, qu'on ne peut pas, qu'on ne doit pas passer sous silence ».

La formule des *Grandes énigmes*, c'est le débat illustré. Des spécialistes réunis dans une classe d'histoire ou d'économie, analysent des documents, tournés par Claude Otzenberger dans cette banlieue de la capitale : Claude Otzenberger y décrit l'itinéraire obligé des immigrants, bidonvilles, garderies en détention, foyers, cités de transit, autant de griefs maladroites sur l'arbitraire malade de notre société, qui créent les conditions objectives du racisme.

« Nous avons choisi de montrer des travailleurs nord-africains, dit-il, à cause de la masse importante qu'ils représentent dans la population française, bien sûr. Mais aussi à cause des raisons historiques qui font que l'on s'occupe beaucoup plus sur eux, image de marque de paresse, de cruauté, guerre d'Algérie, guerre de Palestine — que sur les autres ».

Dans les meilleures hypothèses, même chez les plus bienveillants, le racisme est là. On installe ces immigrants dans des cités de transit pour leur apprendre à vivre dans des conditions normales. Et ils y restent parfois quinze ans.

« Ensuite, nous étudions comment ils sont reçus chez nous, c'est-à-dire comment ils vivent le racisme au jour le jour, et en particulier les enfants, complètement francisés, mais rejetés quand

même de la collectivité à cause de la couleur de leur peau, à cause de leur accent ».

Aux documents fournis par l'actualité récente — l'affaire de Marseille — viennent s'ajouter les témoignages directs de Slimane Medhar, sociologue algérien, Michel Marié, sociologue, Albert Memmi, philosophe, Pierre Thuillier, maître assistant en philosophie, Jean Guay et Jean-Louis Flein, un ethnologue et un anthropologue du Musée de l'homme.

« Parler des races et du racisme, dit Claude Otzenberger, c'est utiliser la trêve grandeur de la télévision. C'est la rendre à sa vocation réelle. C'est donner au téléspectateur des éléments d'interrogation. Nous n'avons pas à répondre, mais nous pouvons aider les gens à regarder, à changer leur regard sur le monde, sur notre temps, sur notre civilisation ».

Claude Otzenberger a l'habitude de réaliser des émissions qui dérangent, qui provoquent la discussion. Le dernier téléfilm qu'il a réalisé — un document sur l'énergie atomique — a été retiré des programmes, pour se voir promettre une diffusion ultérieure, suivie d'un débat. Trop inquiétant, sans doute, le sujet...

« Je crois à la culpabilité, à la responsabilité collective », dit Claude Otzenberger. Et son propos est toujours le même : dire des choses qu'on ne dit pas ; redresser des vérités. Affirmer qu'en matière de races les différences ne signifient ni infériorité ni supériorité. Rappeler à nos Français les réalités économiques : leur montrer que ces immigrants, indispensables à notre système de production, ce ne sont pas des pauvres à qui on doit faire la charité.

« Si nous y parvenons, ce sera la preuve que la télé n'est pas simplement une machine à raconter des histoires, mais l'instrument d'une prise de conscience. Et cette prise de conscience devrait nous amener à modifier notre comportement » — M. E.

« Émission diffusée le mardi 18 juin sur la première chaîne, à 21 h. 20, sauf en cas de grève. Elle sera, alors, en principe, programmée ultérieurement ».

Euromission

SAMEDI dernier, vingtième anniversaire de l'Euromission. Pour fêter cela, on n'a rien trouvé de mieux qu'un « Top 10 ». Top à Sylvia Varian, à Gilbert Bécaud, à Mireille Mathieu, Top aux Carpentiers. Émission spéciale, réalisée en direct, s'il vous plaît, du Palm Beach de Cannes et coproduite par l'Allemagne, la Suisse, l'Italie, la France et l'Espagne. Elle donne la mesure du chemin parcouru depuis la première émission, le 6 juillet 1954, de la fête des Mercedes à Montreux : du sur place, place à la chanson et au sport. Exclusivement ou presque.

Dans ce presque ne se glissent que les événements majeurs, voyages sur la Lune, mariages princiers, couronnements, tournois nationaux. Et les événements mineurs, ceux que n'ont pas couverts — inutile de se dévoter — nos équipes et dont on nous montre aux journaux télévisés les images transmises par vidéo. En les assortissant (on se charge de la bande-son) de considérations maison. En distinguant les prises de vue et les points de vue.

C'est normal, dira-t-on. Non, justement. Pour savoir ce qui se passe chez nos voisins, pourquoi ne pas le leur demander ? Pourquoi ne pas respecter, dans ce cas-là, le commentaire original ? La télévision des autres — le fait bien, qui seule permet de connaître la façon dont l'actualité est vécue, pensée et exprimée à l'étranger. N'aurait-il pas été intéressant de nous montrer la guerre d'Algérie, l'affaire du Watergate ou les essais atomiques tels qu'ils ont été ressentis en Algérie, en Amérique et en Australie ?

Curieusement tous les moyens semblent bons pour préserver plus sagement encore que par « Jeux sans frontières », l'impératif du chauvinisme imbécile et du nationalisme du clocher. Les barrières que l'Euromission hier, la mondialisation aujourd'hui, se proposent d'abolir.

On avait beaucoup espéré du « Plus grand théâtre du monde », projet grandiose, opération prestige, qui a permis de diffuser pendant un certain temps — pas longtemps — dans tous les pays d'Europe, une dramatique tournée dans l'un d'eux. On y a renoncé. Ce n'intéressait pas les gens, c'était trop spécial. Peut-être, au contraire, ne l'était-il pas assez. Peut-être faudrait-il reprendre l'idée, et se pencher sur le petit théâtre de la vie, dans ses réalités, dans ses particularités. Et les accentuer carrément.

Les Anglais, les Scandinaves et les Belges ont montré leur goût pour les « contemporains ». Rien ne dit que nous n'y trouverions pas occasion de voyager sans quitter nos coins fêlés, et de nous initier à la vie quotidienne chez les mineurs de la Ruhr, les étudiants de Göteborg ou les dockers de Liverpool. Après les États-Unis, l'Allemagne et l'Angleterre se sont passionnées pour la famille américaine lancée par la NIT. Après l'Angleterre, l'Allemagne et les États-Unis ont échangé avec profit leurs versions respectives de « Till death do us part », célèbre série de la B.B.C.

Et ces trois pays nous ont achetés — prouve qu'ils n'y sont pas indifférents — des reportages sur les grèves de Lip et de Cousseau apparemment destinés à l'exportation.

Si l'on persiste à nous cacher ce qui arrive ici, peut-être pourrait-on montrer ce qui se passe ailleurs. Nous parler de l'avortement, de la corruption, des écoutes téléphoniques, des maladies vénériennes, par le truchement d'un Ceven, d'un Moyers ou d'un Boffi. Ce serait toujours cela de pris. Avec un peu d'imagination, on ne manquerait pas de faire les rapprochements qui s'imposent. Et d'établir ces correspondances, ces relais — autres lieux, mêmes moeurs — par quoi et l'Euromission et la mondialisation justifiaient leur nom.

CLAUDE SARRAUTE.

A micro ouvert

Comment rompre le cercle de l'émission ? Comment amener le grand public à une radio de vulgarisation et de réflexion ? Aux après-midi de France-Culture on se pose la question, avec raison, car malgré les statistiques — plus de deux millions de personnes touchées par la chaîne — on est encore loin d'une écoute collective et spontanée.

Depuis des années, on réforme, on aménage, sans grand succès. La solution est ailleurs, et pourquoi pas dans la participation de l'auditeur ? On s'est aperçu que les jeunes s'intéressent davantage à la radio que leurs parents, dans la mesure où ils étaient familiers avec l'usage de l'enregistrement. Dès qu'ils possèdent un magnétophone, on les voit s'essayer dans la confection de feuilletons, de brulages, de manipulations sonores souvent drôles et remplies d'inventions. Ce goût est encouragé dans certains groupes scolaires : à Villeneuve-le-Roi, une équipe réalise quotidiennement une émission à usage interne : les lycéens de Rueil se sont livrés avec du matériel mis à leur disposition par l'O.R.T.F. à une enquête dans la rue sur la radio. Les gens, les adultes surtout, ont eu le plus souvent un réflexe de recul en face du micro tendu, ou même des réactions agressives. Pour l'auditeur, il existe une barrière entre ceux qui font les émissions et les usagers. L'avenir de la radio passe peut-être par l'abolition de cette barrière comme le donneraient à penser certaines expériences.

Lundi dernier, par exemple, Jacques Paugam avait confié l'antenne à la commune de Bourguell pour qu'elle fasse son propre portrait. Les habitants, livrés à eux-mêmes, se sont prêtés d'abord timidement à cet essai à micro ouvert. Ce qu'ils ont réalisé tenait plutôt de « Bonjour monsieur le maire » : problèmes municipaux, gloires locales, activités d'un pays de vignoble placé sous le signe de Rabelais. À Paris, Françoise Maletta a regretté qu'aucun sociologue ne soit venu de Tours pour donner quelque consistance à l'émission. À Bourguell, on avait pris goût à l'opération : un étudiant africain vantait la qualité de la vie d'un village — où l'on ne jette pas ses vieux à la poubelle comme à Paris — ; les interventions de la chorale, du patriarcat... Il n'avait pas fallu longtemps à la petite cité pour passer de l'autre côté du micro. — M. M.

Paroles sans musique

« L'intelligence, qu'est-ce que c'est ? » « L'amour, vous y croyez ? » Entre amis, entre vieilles connaissances, chacun sait que ces phrases-là sont à éviter comme la peste. Entre responsables de studios de musique électro-acoustique, travaillant sur la même matière et servant la même cause, il existe également un sujet tabou, un mot fatal : la recherche. S'agit-il de la situation dans le contexte politique et culturel de la création en termes de besoin, de devoir, d'efficacité, d'en préciser les modalités locales et nationales ? La discussion ranime aussitôt d'anciennes rancunes, favorise les chicaneries d'écoles, les rivalités de clochers et tourne en querelle des ângels et des démons. Eve Deschamps, à ce propos, sent l'aventure mendiante à la Ragone. Il anime un débat de deux heures et demi pour le quinzième anniversaire du Service de la recherche. Et l'occasion lui a paru bonne pour réunir autour de Pierre Schaeffer et de Marcel Landowski, François Bayle (qui dirige le groupe de recherches de l'O.R.T.F.), Christian Clavier (du Groupe de musique expérimentale de Bourges), Michel Deconest, et Fernand Vandenberghe (responsables d'une unité pédagogique dépendant du conservatoire de Pantin) et Georges Bosuf (du Groupe de musique expérimentale de Marseille).

Compositeurs ou ingénieurs du son

Colloque en demi-cercle dans la chaleur des spots et sous l'œil d'une caméra. Teintée d'agressivité, la défense des convictions se transforme en bouillon de culture. Des stagiaires au G.R.M., d'anciens membres du groupe, des observateurs de province, tous concernés, tous avertis, réagissent ou jouent les catalyseurs. Ivo Malec (l'un des responsables du G.R.M.) et Jean-Étienne Marie (directeur du Centre d'information et de recherche musicale à la Schola Cantorum) interviennent : « Aujourd'hui, la musique électro-acoustique existe ; elle doit obtenir les moyens qu'elle mérite », dit le premier. « La recherche doit s'assortir d'une morale et d'une philosophie », rectifie le second. « Elle ne s'arrange pas ». Le m. p. t. Pierre Schaeffer. « C'est qu'elle n'a pas besoin de s'arranger : elle se développe », rétorque Christian Clavier. « Depuis six mois, nous n'avons pas de quoi acheter de la bande magnétique », se plaint le délégué marseillais. « La base obéit toujours ce qu'elle démontre lorsque ses besoins sont réels. Il faut que les créateurs s'imposent ; le gouvernement subit », annonce Marcel Landowski avant de lancer l'idée d'un festival tournant, localisé tout à tour dans les différentes villes où travaillent des équipes de chercheurs.

« Jacques Chancel reçoit cette semaine Maurice Béjart (lundi 17 juin), Jean Camion, inventeur (mercredi 19), Mouloudji (jeudi 20), le professeur Georges Mathé (vendredi 21) au cours de « Radioscopie » (France-Inter 17).

chœurs (Paris, Bourges, Marseille, Bordeaux et, bientôt, Metz). « Très bien ! mais qui pèrera ? » interroge Christian Clavier.

La recherche musicale nécessite un matériel coûteux. Ses adeptes doivent recevoir une double formation de compositeurs et de techniciens. Frustrée par des super-spécialistes, dans des studios perfectionnés, elle possède le statut ambigu d'une institution marginale contrainte à l'attente financière vis-à-vis de la collectivité. Mais, à en croire François Bayle, « il existe des moyens de tourner la difficulté : utiliser, par exemple, l'élaboration du matériel léger comme matière à une recherche fondamentale ». Christian Clavier croit, par expérience, à la possibilité de dynamiser une situation locale par un travail d'équipe ne nécessitant pas de gros budgets. Pour Michel Deconest, il s'agit plus modestement d'« ouvrir à une technique particulière des musiciens amateurs ». Mais Pierre Schaeffer soutient qu'« un magnétophone, du scotch et une

paire de ciseaux suffisent à déboucher les oreilles d'une génération entière. La sophistication du matériel est en rapport inverse avec la qualité de l'œuvre. La création est secondaire : formons des ingénieurs de son ; la société n'a pas besoin de compositeurs qui, comme ceux d'aujourd'hui, projettent sur un public non préparé des cailloutillages intéressants, mais qui échappent à leur contrôle. Une telle musique peut tuer ce qui reste de bon sens chez les gens ».

Aux uns de prôner le retour aux origines, et d'annoncer le déluge. Aux autres d'ouvrir sur le tas, dans des conditions locales parfois difficiles, et de réclamer à leurs aînés le droit à l'erreur. Les premiers donnent parfois l'impression d'être sur la réalité l'opinion de Strus. Il peut arriver aux seconds de se perdre dans des comptes d'apothéoses. Mais leurs dissensions — comme souvent dans les familles — ressemblent à un conflit de générations.

ANNE REY.

ÉCOUTER, VOIR

● FILM : « QUADRILLE ». — Jeudi 20 juin, première chaîne, 20 h. 30.

En ce temps-là — 1937 — Sacha Guitry régnait sur le théâtre de Boulevard et on l'appelait « le roi de Paris ». Il portait ses pièces à l'écran et on disait que ce n'était que du « théâtre filmé », ce qui n'empêchait pas ces pièces filmées d'avoir beaucoup de succès. Il faut attendre les années 50 pour que, grâce à de jeunes critiques, qui allaient devenir les cinéastes de la « nouvelle vague », le cas Guitry soit examiné (comme le cas Pagnol) et que l'homme du théâtre de Boulevard fût considéré aussi comme un auteur de films.

« Grand Écran » se propose, ce mois-ci, de replacer Sacha Guitry dans le contexte historique de l'époque de son théâtre filmé (qui fut aussi l'époque des fantasias historiques : les Paroles de la couronne, Remontons les Champs-Élysées) et de faire le point sur l'influence cinématographique de Guitry, avec François Truffaut, Eric Rohmer et Jacques Rivette. On verra, au cours de cette émission, *Quadrille* dans sa version filmée. C'est une des meilleures pièces de Sacha Guitry, sur les jeux parisiens de l'amour, du caprice, de l'infidélité. Une pièce lucide, un peu sombre sous la fantaisie vaudivillesque des situations et des dialogues. Une œuvre merveilleusement jouée par Sacha Guitry, Gaby Morlay, Jacqueline Delubac et Georges Grey.

● OPÉRA : « L'INFIDÉLITÉ DÉCOUVERTE », de J. Haydn. — Samedi 22 juin, troisième chaîne, 20 h. 40.

Le père amoureux prêt à tromper sa dulcinée pour acquiescer les arpent de terre d'un riche

fermier : les lois du cœur opposées à celles de la société et, contre cette intention coupable, la conjuration des âmes pures, leurs ruses, leurs déguisements, leurs larmes : ce thème est un classique de la littérature du dix-huitième siècle. Les « bons » gagnent toujours, les trionphent sur la musique à l'issue de l'indifférence déjouée, de Joseph Haydn.

L'Opéra du Rhin a très joliment monté au printemps dernier cet opéra de poche pour cinq personnages. Pierre Strasser a eu la bonne idée de transposer cette pastorale sous les lambris du palais des Esthazy. Christine Laurent et Jean Perrot ont costumés les bergères en princesses : l'aristocratie aux champs, berges ses nostalgies ; elle se joue, le temps d'un spectacle, la comédie du retour à la nature.

La distribution (Anne-Marie Blanzat, Rachel Yakar, notamment) comme la direction (Serge Zelnack) se modifient sur les intentions subtiles de la mise en scène.

● DOCUMENT : LES MARIONNETTES JAPONAISES. — Samedi 22 juin, deuxième chaîne, 17 h. 50.

Les marionnettes japonaises du Bunraku sont des poupées d'environ un mètre, animées par des manipulateurs, silhouettes anonymes voilées de noir, dont elles apparaissent comme le prolongement. Leurs corps, leurs mains, leurs doigts, leurs jambes, leurs yeux, leurs sourcils finement articulés reproduisent avec une minutieuse élégance les gestes codifiés du théâtre traditionnel. Leurs bouches restent immobiles. Leur voix est celle du narrateur, qui, accompagné par un musicien, chante, parle, commente les actions. Elles appartiennent à l'« empire des signes », elles sont la perfection de l'acteur.

Le Théâtre national du Bunraku présente actuellement deux spectacles à la Gaîté-Lyrique.

● DRAMATIQUE : « LA TRAHISON ». — Samedi 22 juin, première chaîne, 21 h. 20.

Par peur, par intérêt et aussi parce que son caractère le dispose à la trahison, un Français introduit Klaus Six, officier de l'Abwehr, dans un réseau de Résistance, où il se fait passer pour un colonel antinazi. Des liens de sympathie s'établissent entre l'Allemand et Mérie, le chef de réseau de Résistance, qu'il devrait livrer.

L'occupation, l'affrontement de deux hommes « de combat » devant la trahison d'un lâche. C'est une adaptation d'un roman de Michel Vianey, à laquelle a participé Christian-Daniel Watton, l'auteur de télévision, qui fait souvent équipe avec le réalisateur Alain Boudet. C'est — dit celui-ci — « un suspense avec les procédés inverses du suspense ».

● FRANCE-CULTURE : DRAMATIQUE : « LE PROPHÈTE VOILÉ ». — Samedi 22 et 29 juin, 20 h.

Abbekkir Khalil, jeune écrivain marocain musulman, s'est inspiré de la légende d'un prophète apparu en Perse en 775 après Jésus-Christ pour s'interroger sur la connaissance et le sens de l'histoire. Une très belle méditation où la musique de Jean-Yves Bosseur intervient comme une troisième dimension. Une dramatique réalisée par René Jentet et le groupe de production du Studio 114.

● MASS MEDIA : « LA PAILLE DE L'AUTRE », « DE-MANDEZ LE PROGRAMME », « L'ENVERS DU DÉCOR ». — Dimanches 23, 30 juin et 7 juillet, deuxième chaîne, 13 h. 30.

Cette série est consacrée aux mass media aux États-Unis ; elle propose trois thèmes de recher-

che : le rôle et l'importance de la presse et de la télévision dans l'affaire du Watergate (Interviews de Katherine Graham et de Ben Bradlee, propriétaire et rédacteur en chef du Washington Post, journal qui avait dénoncé le scandale du Watergate, le 17 juin 1972) ; les programmes de télévision et la publicité ; enfin une réflexion sur l'information à propos d'un film produit par C.B.S., une des trois chaînes qui couvrent l'ensemble du pays, à l'occasion de la réinvestiture du président Nixon à la convention de Miami, en 1972.

Trois émissions produites par le service de la recherche, préparées par Michel Anthoinet, Igor Barrière et Emmanuel de la Taille, réalisées par Igor Barrière et Jacques Kébadian.

● FILM : « LE FLEUVE », DE JEAN RENOIR. — Lundi 24 juin, troisième chaîne, 20 h. 40.

Trois adolescentes dans des villes et des jardins de style colonial au bord d'un fleuve du Bengale. Le passage d'un jeune Américain, officier qui a perdu une jambe à la guerre. L'éveil de l'amour mais aussi la connaissance de la vie et de la mort. L'Inde de la misère et des querelles religieuses n'apparaît pas dans ce film tourné par Jean Renoir en 1950, au Bengale. A travers l'adaptation d'une œuvre de la romancière anglaise Rumer Godden, Renoir a capté l'atmosphère spirituelle d'un pays où se crée une harmonie entre l'homme et la nature ; il a montré, dans un admirable poème cinématographique, comment cette atmosphère imprègne les âmes appartenant à une autre civilisation et les conduit — ici par les épreuves sentimentales de l'adolescence — à une sorte de sagesse. Admiré et discuté il y a plus de vingt ans, « Le Fleuve » reste un témoignage sur l'évolution de Jean Renoir et de son art cinématographique.

L'HISTOIRE

par Jean-Marie Mayeur

LES SOCIALISMES DE 1875 A 1918

Le tome II de l'*Histoire générale du socialisme* (1) publié sous la direction de Jacques Droz couvre la période qui va de la fin de la Première Guerre mondiale à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Pendant ces années décisives le socialisme devient une force politique, de grands partis politiques nationaux se constituent, la Seconde Internationale naît en 1889, le marxisme devient le courant dominant dans la famille socialiste. Comme le volume précédent, celui-ci est une œuvre collective. Elle réunit autour de Jacques Droz, qui s'est réservé la social-démocratie en Allemagne, en Autriche-Hongrie, dans les pays scandinaves, aux Pays-Bas et en Suisse, huit collaborateurs, eux aussi spécialistes du domaine qu'ils abordent : Madeleine Reberlioux, Paul Guichonnet, Pierre Villar, François Bédarida, Roger Portal, Marianne Debouzy, Jean Chesneaux, Annie Kriegel. Malgré la diversité des collaborateurs, l'ouvrage offre une unité de ton et d'approche assez remarquable. Sans doute le ton est-il ici plus chaleureux, la plus austère ; tantôt sont résumées des recherches de première main, tantôt est présentée une claire mise au point de travaux peu connus en France, mais toujours le lecteur trouvera une synthèse ferme, d'une solide qualité scientifique. Voici, n'en doutons pas, un livre qui sera, et pour longtemps, un bon compagnon et un utile instrument de travail.

Les auteurs ont su éviter, pour l'essentiel, les trois périls de l'histoire du socialisme : l'histoire bakelienne, l'histoire sainte et l'histoire idéologique. Le récit, souvent complexe, des événements a été ramené à la trame indispensable à la compréhension des mouvements et partis socialistes. Les orientations et les engagements des auteurs ne mettent pas en cause, semble-t-il, la rigueur et la lucidité des analyses. La présentation des débats et controverses idéologiques, qui rend parfois socialistes, et peu lisibles, tant d'ouvrages sur le socialisme, ne prend pas ici des proportions démesurées, et n'est jamais séparée de la description de l'environnement politique, économique et social. Les auteurs ont eu également le souci, nouveau, de faire place à l'attitude du socialisme devant les problèmes de la culture et les problèmes de la femme. Ils évoquent à l'occasion la pensée socialiste, et les idées qui ont été offertes de répondre au défi du socialisme, et ne laissent pas dans l'ombre les mouvements socialistes chrétiens d'inspiration protestante ou les

mouvements catholiques. Enfin, l'étude, qui fait place aux socialistes hors d'Europe, s'étend aux dimensions du monde.

La mise en œuvre appelle deux critiques qui ne sont pas de pure forme. Les chapitres consacrés à certains pays, Suisse, Espagne, Russie, États-Unis, dus respectivement à Jacques Droz, Pierre Villar, Roger Portal, Marianne Debouzy, remontent aux origines et reviennent sur les utopies du premier dix-neuvième siècle et la Première Internationale. Il est regrettable, par exemple, que soient évoquées ici, et non pas dans le tome précédent, les expériences ouest-nistes et fouriéristes qui trouvent naissance en Amérique, ce terrain privilégié de l'utopie. L'intelligence des mouvements socialistes ne gagne pas à ce choix, même si les auteurs ont cru bon de ne pas morceler des tranches d'histoire nationale. Le même souci paraît les avoir déterminés à juxtaposer les chapitres consacrés aux différents pays, qui vont tous d'une traite, jusqu'à 1914, voire même, dans le cas de la Russie et de l'Espagne, jusqu'à 1917. Ce dernier choix est d'autant plus curieux que Madeleine Reberlioux consacre à la fin de l'ouvrage des développements très fermes au socialisme et à la première guerre mondiale.

L'inconvénient de cette méthode est évident : risque de répétitions et de retours en arrière, insuffisance des perspectives comparatistes, perception moins nette des problèmes communs aux divers socialistes. Une présentation par thèmes n'était sans doute guère possible. Cependant des chapitres généraux, consacrés, par exemple, aux relations avec le mouvement ouvrier, avec la paysannerie, à la crise du révisionnisme, auraient été utiles. Surtout, l'énorme première partie consacrée aux socialistes européens pouvait opportunément donner lieu à deux volumes, l'un jusqu'en 1895 et au tournant du siècle, l'autre ensuite.

« Le parti modèle » du temps, dont Jacques Droz donne une vivante description, est le parti social-démocrate allemand : il dépasse largement en 1914 le million d'adhérents, dont 175 000 femmes, possède 89 quotidiens et plusieurs revues, a 110 députés au Reichstag. La social-démocratie constitue une véritable « contre-société », un « milieu de vie » rival de la société officielle, une manière d'« Église sécularisée », fondée sur une foule de groupements et d'as-

sociations qui prennent l'individu du berceau à la tombe.

Ce monde est un monde ouvrier : la proportion de prolétaires oscille entre 74,7 % et 94 % dans toutes les sections du parti et 74 % des députés socialistes au Reichstag sont des travailleurs. On mesure, à travers ces quelques données, combien différentes est la S.F.I.O. Elle n'attire pas, estime Madeleine Reberlioux, 90 000 adhérents en 1914, chiffre guère supérieur à celui du parti socialiste de Finlande à la même date. Aussi bien la S.F.I.O. ne joue-t-elle pas pour ses adhérents le rôle de la social-démocratie allemande, ou du parti ouvrier belge voisin. La S.F.I.O. est à l'image des partis français, un parti d'électeurs. Dès lors, elle se soucie peu des femmes et des jeunes qui ne votent pas. Elle n'attache qu'un intérêt limité à l'éducation socialiste. A la veille de la guerre, si elle est un parti populaire, elle n'est vraiment ni un parti de masse, ni un parti de militants révolutionnaires, ni un parti parlementaire. Ces quelques données ne donnent qu'une faible idée de la richesse d'une synthèse qui démêle fort bien les fils embrouillés de l'histoire des socialistes français, et situe celle-ci avec beaucoup de justesse dans le cadre économique, social et politique.

François Bédarida, qui s'affirme comme l'un des meilleurs connaisseurs français de l'histoire anglaise (2), montre fort bien comment le réveil socialiste en Angleterre tient à la mise en cause des idéaux du libéralisme au sein même des classes dirigeantes dans les années 80. N'est-il pas remarquable que le fondateur en 1884 de la Fédération social-démocratique Hyndman soit un businessman, courtier à la Cité de Londres ? Ce patricien converti au socialisme par la lecture de Marx conserve sa redingote et son haut-de-forme même lors des manifestations de rue. Comme bien d'autres, il éprouve ce « remords social », caractéristique d'une génération. F. Bédarida offre des analyses souvent neuves. C'est ainsi qu'il nuance la vision traditionnelle qui oppose à la réinvention des Fabians réformistes l'échec des intransigeants sociaux-démocrates. En fait, la social-démocratie a servi de lieu de formation et de lieu de passage pour de nombreux socialistes et a joué le rôle d'école de cadres. F. Bédarida marque aussi clairement l'originalité de la social-démocratie. Elle est résolument réformiste ; seule grande tentative social-démocratique entièrement autonome par rapport au marxisme, elle constitue un mouvement essentiellement

bourgeois et intellectuel qui exerce une influence considérable sur le parti travailliste. Sans céder au « mythe fabien », F. Bédarida conclut que c'est en grande partie grâce à cette société de pensée que pénétra la notion d'un socialisme réformiste agissant par la persuasion dans le respect des libertés fondamentales. Par les conférences et les tracts, cette société de pensée élaborait le « cadre conceptuel » dans lequel le parti travailliste inséra son action.

Au long de ce livre, on prend conscience de l'ampleur des éléments de différenciation entre les divers partis socialistes : niveau du développement de l'industrie et de la classe ouvrière, spécificité du régime politique, libéral ou autoritaire, poids des traditions politiques (l'héritage révolutionnaire en Angleterre). Les relations entre le syndicalisme et le socialisme constituent également une variable majeure. Annie Kriegel y revient avec raison dans son chapitre sur l'Internationale : en Angleterre le trade-unionisme conditionne l'implantation socialiste, en Allemagne le parti social-démocrate dirige l'activité syndicale, en Belgique et dans les pays scandinaves on assiste à l'intégration des trois formes d'organisation ouvrière, sections socialistes, sections syndicales, coopératives, qui forment la démocratie socialiste. En France, syndicalisme et socialisme connaissent un développement parallèle, voire concurrent.

Peut-être les auteurs ont-ils tendance à sous-estimer le « socialisme aux champs ». Cerve J. Droz observe, dès l'introduction, que la Finlande, à peine industrialisée, a dès 1907, avec quatre-vingts sièges sur deux cents, la plus forte proportion de députés socialistes en Europe. On a pourtant le sentiment que les auteurs identifient volontiers socialisme et mouvement ouvrier. Sans doute, la rencontre du mouvement ouvrier et du socialisme est-elle un des faits majeurs des dernières décennies du XIX^e siècle. Mais cette conjonction n'était pas inéluctable. L'intuition première du socialisme s'est élaborée à propos de la propriété de la terre. Le socialisme a peut-être autre chose qu'un industrialisme (3) ; sa préhistoire le révèle, comme le présente le plus convaincant des auteurs, la formule pénétrante de Kostas Axelos pour qui « le socialisme du XX^e siècle ne serait-il le destin des pays industriels ni le destin historique du prolétariat ». Même en cette fin du XIX^e siècle, la virtualité

d'un socialisme agraire demeure présente. A tout prendre, le petit parti socialiste américain connaît ses plus beaux succès dans les États de l'Ouest agricole, à commencer par l'Oklahoma. Marianne Debouzy s'efforce de démontrer, sans trop de succès, qu'il n'y eut pas d'« échec » du socialisme aux États-Unis, et que le parti socialiste eut une « grande » influence dans la vie politique du pays, alors qu'il a un parlementaire en 1912. Mais il y avait quelque imprudence à écrire que le réformisme agraire et le socialisme utopique ne correspondent pas à un mouvement organisé en profondeur et traduisant les intérêts d'ensemble des travailleurs ». N'est-ce pas réduire la dimension du socialisme que de le passer à la toise de ces critères ? Est-il possible de comprendre le socialisme, même en ces temps de science positive, d'industrialisme, et de victoire du marxisme de la fin du XIX^e siècle, si l'on tend à recuser la catégorie de l'utopie ? François Bédarida évoque le souffle d'expérience messianique de ceux qui rêvaient de

« Bâtir Jérusalem, sur la si douce terre, de la verte Angleterre. »

L'histoire des socialistes en effet relève d'une sociologie de l'espérance, pour reprendre le titre du beau livre (4) dans lequel Henri Desroche, novant la gerbe de tant de recherches apparemment peu connues des historiens sur les socialistes religieux et les religions sociales, a donné des réflexions aiguës sur les relations entre les idéologies révolutionnaires et les messianismes religieux. Les auteurs de cet excellent manuel ne pouvaient guère aborder sous un tel angle l'histoire des socialistes. On eût souhaité parfois une problématique plus apte à comprendre des représentations créatrices et des effervescences sociales qui ne sont pas pleinement explicables par les réalités sociales et économiques et qui ont leur logique propre. L'histoire des socialistes relève aussi de l'histoire des mentalités.

(1) P.U.F., 1974, 674 pages, 120 F.
(2) Outre une contribution au tome I de l'*Histoire générale du socialisme*, il vient de publier un brillant essai sur l'ère victorienne dans la collection « Que sais-je ? » et de consacrer à l'Angleterre triomphante 1832-1924 (Hachette) une mise au point sur laquelle on reviendra.
(3) R. Bédarida y insiste avec raison dans les vues générales qu'il consacre au XIX^e siècle dans son introduction à l'histoire de notre temps collection « Points », Seuil, 3 t., 9,90 F. chaque tome.
(4) « Archives des sciences sociales », Calmann-Lévy, 1973.

Témoignage

LES ARISTOCRATES DES « COMMUNAUTÉS »

Sous le titre « Une communauté autour du feu » (« Le Monde » du 21-22 avril 1974) André Lauze décrit la vie d'un groupe de jeunes citadins (Ute, Rainer, Michel, Odile, etc.) venus avec des enfants (Quentin, Thoma...) retrouver en Bourgogne « la vraie vie » et qui se préparaient à descendre plus au sud pour se fixer près de Manosque.

Un lecteur de Grenoble répond.

« Près de Chalon... une terre à vie... Talzè n'est pas loin. » Malgré l'anonymat respecté du « exact », les lignes du paysage se mettent en place, lumineusement. C'est une terre sur laquelle mes ancêtres ont vécu pendant des siècles, une terre que des cousins labourent encore, dont les taillis, soignent et vendent la vigne. Une terre sur laquelle je ne vis que pendant des vacances, de longues vacances enfantines, de plus brèves vacances d'adulte, mais une terre que j'aime. Que j'aime absolument.

J'y ai connu, il n'y a guère, le temps où il fallait aller chercher l'eau à la fontaine : dans de lourds brocs émaillés que, fatiguées, les femmes charriaient à bout de bras. J'y ai connu le temps des lavoirs aux grandes dalles de pierre, sur lesquelles les femmes s'avançaient, brassant, rinçant. Il fallait ensuite remonter à la maison avec les grandes bassines pleines de linge mouillé. Et ces lavoirs, je ne les ai connus qu'aux très rares journées d'été. Que devaient être à l'eau glacée de l'hiver ? J'ai vu arriver l'eau courante, et l'électricité, je sais, le soulagement des femmes à voir l'eau chaude sur l'évier. Je ressens leur joie à entendre tourner le tambour de leur machine à laver : l'étou d'un esclavage séculaire un peu desserré. Je n'ai pas connu, le temps sans électricité, mais je devine quelle misère fut cette électricité qu'Ute, Rainer, Michel, Odile, etc., refusent volontiers.

Je sais, ici ou là, quelques agriculteurs qui pratiquent la « culture biologique ». Mais ils sont protégés de la vieille hantise d'une vendange

nulle par tous ceux qui, autour d'eux, utilisent les traitements chimiques. Imaginons un peu tous les viticulteurs refusant les traitements modernes, et un retour du phylloxéra, une violente attaque de mildiou. Imaginons qu'ils refusent l'avion qui vient emmener le nuage grêlier, l'assureur sans-gêne qui les garantit contre l'année sans revenus. Imaginons... que sais-je encore. Mais nous savons qu'aujourd'hui, et presque tous les jours, c'est grâce à une agriculture moderne. Le souvenir des effroyables disettes est-il déjà oublié ? A peine plus d'un siècle, pourtant : ouvrons les livres d'histoire. Allons jusqu'au fond des choses : est-ce une solution que de se réfugier dans le passéisme ? Je pense non mot : la bougie, c'est charmant pour un souper, mais c'est du passéisme.

Et pourquoi partir à Manosque ? La terre bourguignonne ne sied-elle pas ? Ou bien faut-il y trouver, l'innoué, le même trophée qui pousse les soies d'addition sur l'autostrade du soleil... Océannes et Haute-Provence, terres classiques d'un retour (cigales et tulles romaines) qui va bien finir par devenir un confortisme !

Oh ! Je sais bien : quel intellectuel, quel citadin n'a pas rêvé, tôt ou tard, de ce retour... Et si tous le réalisent, si tous les Européens de la société industrielle... Si Quentin ou Thomas tombent malades, il est de bon médecin à Chalon, avec, derrière eux, tout le secours de la science moderne. Les appellera-t-on ? Sait-on, dans la communauté, quels étaient les taux de mortalité infantile dans la région, il y a seulement un siècle ?

Mais, au fond des choses, n'y a-t-il pas le sentiment d'appartenir à une élite qui sait, qui peut, alors que la masse des pauvres types ne sait pas, ne peut pas ? Sans mépris, sans haine, mais sans admiration, je ne puis m'empêcher, en pensant à Ute, à Rainer, à Michel, à Odile, etc., de songer aux mots d'aristocrates, d'élitistes, si peu de temps après que les viticulteurs de la région ont été bien aises de troquer le cheval de labour contre le disgracieux tracteur-ensilonneur, et de ne plus fouler aux pieds le raisin, au risque de l'intoxication.

Est-il courageux de refuser l'électricité à l'heure où quelques rares Français prennent sur leurs revenus afin que des villages africains en soient pourvus ?

In cauda venenum. La bon café fumant dans les tasses, d'un vient-il ? Sa dernière étape n'aurait-elle pas été

— par-delà l'exploitation d'un pays sous-développé, et combien de machines... — un supermarché de Chalon ? Supprimez ce café, amis : mes ancêtres n'en buvaient guère avant la révolution industrielle, source de tous nos maux.

HENRI CHAMUSSY.

Croquis

Les Musiciens du soir

DES flonflons... Un nasillement de hautbois, une note de trompette, un roulement de tambour, un pépiement de clarinette. L'harmonie municipale de Rochefort ou de Roubaix, ou de Fleurance (Gers) s'accorde. On va donner un concert destiné à la sympathique émission de l'O.R.T.F. « Les Musiciens du soir ». Le concert commence : une société d'amateurs va éduquer son programme : une tentative sur Carême, une Suite de Lacôme, le Beau Danube bleu, quelque pas redoublé entraînant.

Des amateurs ? Un est bottier, l'autre clerc de notaire, celui-ci employé de commerce, plusieurs artisans ou ouvriers, les autres revêtus d'uniformes de la société : veston bleu, casquette. Un musicien interviewé dit : « Je suis forgeron, mais j'ai toujours aimé la musique et j'ai travaillé à l'École municipale. » Un autre se dit garde forestier : « Étant enfant, dit-il, j'avais toujours rêvé de devenir musicien. »

Tous soufflent de bon cœur, attentifs, émus, les yeux fixés sur le chef — avec sa casquette galonnée, — qui est aussi bien un homme mûr, ou vieux, qu'un tour jeune homme. Tous ont le toi. Tous commencent dans un même amour de la musique. Fraternité des âges : le vétéran vaillant avec l'adolescent à cheveux longs ; des hommes d'âge, quel que soient leurs âges, l'un joue du saxophone, l'autre de la clarinette. J'en ai vu une qui jouait

du bugle. Ardeur et toi. Ils ont eu la volonté d'apprendre le solfège, un instrument. Ils consacrent une partie de leurs loisirs à l'étude d'un programme. Émulation entre eux : orgueil de leur formation et soul de mettre sur pied un programme propre.

Combien réconfortant le spectacle de ces musiciens amateurs ! Une bouffée d'air pur, une atmosphère d'aimable contentement. Je ne peux entendre ces sociétés musicales sans une émotion heureuse. Souvenirs touchants de mes jeunes années où, potache de quatorze ans, je tenais le pupitre de saxophone alto solo à l'Harmonie municipale de Fort-de-France (Martinique). Dans notre siècle de fer, qu'il se trouve des hommes, jeunes et vieux, pour faire de la musique, de façon gratuite, dans le seul but de s'élever le cœur et l'esprit... Nul ne saura la somme d'efforts, la persévérance, le dévouement, le toi du chef. Et cela pour une aménité souvent dérisoire.

Que nous voilà loin des violents, des supporters de la violence, des barbares qui s'assemblent et paient jusqu'à 700 F (70 000 anciens francs) pour voir deux hommes se casser le ligament sur un ring. Et ils sont déçus si le combat s'arrête trop tôt, le vaincu n'ayant pas tardé à être assommé. Ils n'en ont pas eu pour leur argent... La musique : paix, harmonie, sérénité.

HENRI LÉOPOLD.
(Professeur en retraite.)

PSYCHOLOGIE EN MIETTES

Les psychanalystes et l'humour

FREUD, dans sa correspondance, parle de la jouissance supérieure de l'humour : lui-même n'en était pas dépourvu. Ainsi, par exemple, en mars 1938, peu de temps après l'entrée des troupes allemandes en Autriche, les gens des S.A. pénétrèrent de force chez lui ; après avoir fouillé la maison, ils disparurent en emportant 6 000 schillings. Avec un certain humour noir, Freud observa : « C'est plus que ne m'a jamais rapporté une consultation. »

Quelques mois plus tard, après de longs marchandages et au prix de la presque totalité de sa fortune, laissée au titre des « impôts sur l'émigration », Freud obtint l'autorisation de partir pour l'étranger. Il dut cependant reconnaître par écrit devant le Gestapo que les autorités allemandes lui avaient témoigné tout le respect dû à sa réputation. Dans l'esprit du brave soldat Svejke de Brecht, il ajouta : « Je puis recommander le Gestapo à toute personne. S. Freud. »

Ces quelques anecdotes montrent bien la fonction de l'humour, telle que Freud, en 1926, la définissait : « L'humour ne se résigne pas, il défie ; il implique non seulement le triomphe du moi, mais encore du principe de plaisir, qui trouve ainsi moyen de s'affirmer en dépit de réalités extérieures défavorables (3). »

Defi encore que ce mot d'un comédien promis à la postérité et qui demande un foulaire pour protéger sa gorge contre le froid... Incontestablement, l'humour est un signe de santé psychique. Un don rare et précieux, comme le note Freud au terme de son article.

Paradoxalement, peu, très peu de travaux psychanalytiques, depuis Freud, ont traité du mot d'esprit, du comique, de l'humour. « Il n'est guère qu'un autre sujet d'importance pour faire aussi peu recette dans nos travaux scientifiques : c'est la psychologie de l'amour », écrit P. C. Saccauer, qui, dans un récent numéro de la Revue française de psychanalyse (3), a réuni une dizaine de contributions portant sur ce sujet. Les psychanalystes manquaient-ils d'humour ? Certes non. L'appréciant au contraire, ils préfèrent n'y point trop toucher : en effet, soumettre le mot d'esprit à l'analyse, c'est l'effeuiller, c'est quitter un jeu. Et il est vrai qu'il est pénible d'entendre glosier lourdement, scientifiquement, à coups de définitions de l'humour, « manifestation la plus élevée des mécanismes d'adaptation selon Freud. Cet écueil, dans l'ensemble, les rédacteurs de la Revue française de psychanalyse sont parvenus à le contourner.

ROLAND JACCARD.

(1) Max Schur : Freud Living and Dying. The Hogarth Press, Londres, 1972.
(2) In le Mot d'esprit et ses rapports avec l'inconscient. Collection « Idées », Ed. Gallimard.
(3) Numéro consacré à « L'Humour », Revue française de psychanalyse, P.U.F., juillet 1973.

Le Monde des Philatélistes

publié dans son numéro de JUIN

- Dix-cinq timbres de France prévus jusqu'à la fin octobre.
- Les émissions du monde entier.
- Un catalogue permanent général (des nouveautés).
- Pour la visite du Musée postal : description des salles.

EN VENTE A 4 F
CHEZ LES MARCHANDS
DE JOURNAUX

SOCIÉTÉ

VOYAGE

QUATRE MOIS CHEZ UN MAHARADJAH

Un page en pagne rose, au torse nu et brun, nous accueille au bas des marches et s'approche pour nous toucher les pieds. Je lui pose deux doigts sur la tête en signe de bénédiction. Une dizaine de serviteurs se tiennent inclinés, la main droite sur la poitrine, tout autour du perron.

On nous conduit vers l'appartement de Babou Sahib. A la porte, on nous prie de nous déchausser et nous sommes reçus dans l'antichambre par le fils du maharajah, qui se tient dans un fauteuil où trois personnes auraient été à l'aise.

Nous sommes restés quatre mois chez ce maharajah.

Imaginez le palais comme une vaste bâtisse de quatre-vingt-quatre chambres près d'un lac de 15 hectares bordé de mangliers, qui fut creusé voici un siècle. Vénérables, couloirs ouverts au vent, gigantesques pièces hautes de cinq mètres, terrasses et, plus au nord, le quartier des femmes et des cuisines, où nous ne pénétrons jamais.

Imaginez une solennité de serviteurs qui grouillent à pas feutrés, qui rient ou chantent sans gêne, se pincement derrière les tentures et s'endorment la nuit venue chacun sur une botte de paille au hasard des perrons, des corridors et des terrasses.

Imaginez encore une cour de lettres aux fronts barrés de cendre et de mèches chevelues et barbus marmonnant sans cesse des patenôtres pour chasser les démons ou glorifier les dieux, et qui, dès 4 heures du matin, vous réveillent par des coups de gong et des prières chantées à tue-tête.

La journée de Monseigneur

Les maîtres habitent au premier étage. On nous donne des chambres au rez-de-chaussée. Durant quatre mois, un chapelain tantrique habillé de rouge, cacochyme et bavard, me fit l'honneur de dormir en travers de ma porte et de me réveiller avant l'aube pour que le soleil prêt au lever du soleil comme tout homme bien né.

Notre maharajah a soixante-dix-huit ans. C'est un solide vieillard qui se tient droit et lit sans lunettes. Il nous regarde bien en face, vous sourit sans retenue et parle d'une voix grave. Depuis l'âge de vingt ans, il s'est retiré du monde pour se consacrer à l'étude des sciences védiques, des techniques tantriques, à la pratique du yoga. C'est un maître qui entraîne jusqu'à ces dernières années un collage de sanscrit et qui collectionne toutes sa vie antiques et bijoux dont il fit don, en 1947, à la nouvelle République indienne.

Lors de la première audience qu'il nous accorde, un pendit de sa suite nous adresse ce compliment :

« Ce n'est pas la première fois que nous accueillons des ambassadeurs venus de l'Ouest. Il y a très longtemps, nous avons eu l'honneur de recevoir des envoyés d'Alexandre le Grand et nous espérons que, comme eux, vous garderez le meilleur souvenir de votre séjour parmi nous. Nous sommes très pauvres et nous ne pouvons vous offrir que ce que nous aurons aimé le faire. »

Le soir, une fête réunissait deux cents invités sur la terrasse la plus haute, où fut donné un concert. Tapas de Pares et de Chine, coupes d'albâtre, de pierres dures et de jade, coussins de brocarts somptueux. Mais on nous enviait nos chemises de nylon.

Monseigneur se lève à 4 heures, se fait rassembler par un prétre lui lit des Veda. Assis en lotus sur le balcon du premier étage, il attend, face à l'est, que le soleil se lève en méditant des Upanishads. Puis il boit un verre de lait, mange une cuillerée de miel et étudie jusqu'à 10 heures, ou bien il converse avec sa cour, parfois avec un sage de passage qu'il questionne sur un point épineux de la loi brahmanique.

Ensuite, il reçoit en audience les fonctionnaires du gouvernement, les paysans qui travaillent pour lui — et qui ont parfois dû attendre une semaine avant qu'on les fasse monter. — ses fils et ses amis.

Nous allons lui parler souvent.

« Je suis impatient de vous transmettre notre savoir, dit-il. C'est une joie pour nous de vous voir vous

instruire à notre culture. Elle est si riche que le seul encore occupé à la comprendre. Mais l'effort qu'il faut faire pour la transmettre à qui voudrait le recevoir ! »

Il s'abstient de la jeunesse indienne, regarde vers l'Occident et ses machines. Les étudiants des environs ne se moquent-ils pas de lui ?

Sur de grands livres il consigne les fruits de ses recherches qu'il fait enluminer par des artistes populaires. Pour nous démontrer une théorie ou un principe, il se fait apporter par un secrétaire des pages jaunes, couvertes de calculs ahurissants, qui lui ont demandé des mois d'efforts. Ce qu'il illustre, ce sont les relations qui unissent les divers organes du corps de l'homme aux divers organes qui composent l'univers, par le biais des lettres de l'alphabet sanscrit.

Il ne déjune que de légumes cuits au beurre, préparés par l'une de ses femmes, et de beaucoup de yoghourt. Il ne boit ni thé ni alcool, bien sûr. Il n'a jamais fumé.

Vers dix-sept heures, une promenade le conduit au temple de sa famille, à l'orée de la forêt, où quelques brahmanes lui tendent les fleurs et l'eau qu'il lance aux idoles. Puis Monseigneur se couche comme les poules, après un repas frugal.

Babou Sahib s'ennuie

Son fils aîné ne va pas bien. C'est la fièvre. On dit que cela lui est venu parce qu'il a voulu posséder des secrets en allant se livrer à des exercices tantriques sur les lieux de crémation alors qu'il n'était pas prêt. La fièvre lui avait tourné. Il ne sort guère de ses appartements peints de couleur argent, comme les tuyaux de poêles de nos grands-mères, dont il fait laver le sol à grande eau chaque jour vers midi et enlever d'encens. Il passe ses longues heures de l'après-midi à chanter des regas d'une voix à peine audible. Ses serviteurs ont peur pour lui.

Mais le fils cadet, Babou Sahib, qui a plus de quarante ans et croit en paroles vides parce qu'il se sait l'héritier des richesses, est bien portant quoiqu'il s'ennuie à mourir.

Notre présence l'a divertit et transformé, je n'en doute pas.

C'est un joueur, amateur de pierres précieuses, de beaux objets, de coquillages et de fossiles qui composent son cabinet de curiosités comme aimait à réunir nos marquis du dix-huitième siècle. Pas très grand, rondouillard, les yeux vifs et la bouche gourmande, toujours vêtu d'une chemise de soie et d'un doudou de fin coton blanc, il aime nous surprendre et nous interroger. Son premier page entre chez nous à toute heure comme dans un moulin — l'intimité est inconnue en Inde, comme la solitude, les portes ne ferment pas à clé — et nous invite à monter.

Avez-vous pris votre bain ? Mon frère vous prie de bien vouloir venir boire un verre de thé. — Le page dit : « mon frère » parce qu'il est de la même caste, mais, parent pauvre, il n'a la confiance de personne et cherche à l'oublier en consommant plus de quarante par jour, ces préparations de noix de bétel, de safran et d'épices qui rougissent sa bouche et ses lèvres, ce qui donne à son visage l'aspect d'un postérieur de babouin.

Nous montons. Babou Sahib nous prie de garder nos chaussures. Une dizaine de pages effrontées, comme il sied à des pages, nous sourient dans tous les coins. Nous apportons la distraction avec nos montres, nos appareils photographiques, nos crayons feutres, nos cartes postales de Paris, nos livres d'images.

On nous sert du thé dans des verres en cristal de Saint-Louis, qui n'ont pas été vraiment lavés depuis le déluge, on nous offre des beignets sucrés et salés, des sorbets à la pâte de mangue.

Nous parlons. Babou Sahib — « Petit Monseigneur » ou « Petit Père » — veut tout savoir de nos vies, car c'est la première fois qu'il entre en contact avec des Occidentaux. Il craint que nous ne jugions mal.

« Vous devez penser que je suis paresseux. Nous avons beaucoup de temps en Inde. Et moi je vis comme un bourgeois. »

« Vous vivez plutôt comme nos aristocrates avant la Révolution. Il y a longtemps qu'en Europe les plus riches bourgeois ne contiennent de quelques domestiques. »

Il est vrai que Babou Sahib pale peu les élans, nourris et logés, si l'on peut dire, chacun reçoit 15 roupies par mois, ce qui correspond à 10 F environ. Le chauffeur en gagne 30. Conduisant de moins en moins, car l'essence coûte cher, il entretient et rafistole la vieille Ford 1945, et répare les ventilateurs ou l'unique poste de radio du palais.

Une poignée d'émeraudes et de rubis

Messieurs les rajahs n'ont plus de revenus. Vendue, la chasse de 40 kilomètres, où les Anglais pourchassaient le tigre, vendue, les mines de mica et d'asbest, vendues, les éléphants. Et la vieille Rolls dort à l'abri des roseaux, sur des cales de bois !

Le général de Gaulle, mai 1968, la vie moderne : il faut tout lui raconter. Mais ce qui l'intéresse le plus, c'est la liberté sexuelle de nos compatriotes, dont il a entendu parler. Qu'il y ait à Paris des cabarets où l'on peut voir ceci et cela lui fait trembler la jambe gauche.

Chez nous, nos femmes sont fidèles ! Et pour cause : nous ne les avons jamais vues ! Et nous n'avons jamais su s'il en avait lui-même une ou deux. Cloîtrées près des cuisines avec les marmitons, à quoi passent-elles leurs journées ?

Souvent, Babou Sahib — aïné l'appellent les villageois et ses pages derrière son dos — nous montre ses pierres, mais seulement si les horoscopes sont favorables, car rien ne sa décide ici sans l'accord des astres.

Il descend parfois chez nous, suivi de ses pages qui s'assoient entre nos chaises, et il laisse tomber sur notre table, entre les tasses et les miettes de pain, une centaine d'émeraudes ou de petits rubis. Trois ou quatre des pierres rouleraient par terre que personne ne s'en apercevrait ! Il en parle en connaisseur, nous fait remarquer les particularités ou les défauts de chacune, et s'amuse de notre ignorance.

« Le rubis est bon pour la circulation du sang, c'est la pierre du Soleil : il a un goût sucré. Le diamant est bon pour le sexe. »

Et de nous montrer encore une fois le diamant de 7 carats qui brille à son pouce ou la splendide émeraude qu'il porte à l'index.

« L'émeraude, c'est la pierre de Mercure. Elle vous donne la paix de l'esprit et vous garde le foie en bonne santé. Demain, je vous montrerais des jades ! »

Ses trésors sont gardés dans des coffres entassés dans des coffres, coincés dans des armoires au fond d'une pièce poussiéreuse et dont les clés sont cachées dans un sac de cuir à fermoir, lui-même dissimulé dans une valise à secret enroulée à la tête de son lit. D'une vieille boîte de biscuits, il sort un collier de saphirs, une dentelure de perles mortes de notre plus portée, une statuette de divinités accablées en cristal de roche à peu près pur. Le tout passe dans nos mains. Le lot habituel de domestiques présents s'amuse de notre joie. Il ne semble pas qu'ils aient jamais l'idée de voler leur maître.

« Calui-ci, c'est mon comptable. Son arrière-grand-père travaillait déjà pour notre famille. » Le vieil homme sourit d'aise, étonné qu'on parle de lui.

Pourtant, Babou Sahib nous fait part de ses craintes. La situation politique et surtout économique de l'Inde l'affaiblit. Il pense abandonner son palais à la mort de son père et se réfugier dans l'anonymat d'une ville. « L'Inde va exploser ! Il y a trop de monde et les communistes gagnent du terrain. »

Nous n'étions pas en Inde pour nous mêler de ce qui ne nous regardait pas, mais nous expliquions parfois à notre hôte notre point de vue sur des programmes économiques ou politiques que nous étions pas inconnus. Je crois qu'il nous écoutait avec attention, qu'il nous comprenait souvent, et parfois nous donnait raison.

Mais nous ne lui avons pas dit notre étonnement lorsqu'un jour, au cours d'une promenade sur les rives du lac, nous l'avons vu s'asseoir sur le dos d'un de ses pages, qui dut s'accroupir en position de saute-mouton et attendre ainsi un bon quart d'heure avant que le maharajah, repoussé, se relève pour reprendre sa marche.

YVES VÉQUAUD.

L'épiscopat et la mémoire du cardinal Daniélou

Le secrétariat de l'épiscopat a publié, vendredi 14 juin à Paris, le communiqué suivant :

« Divers articles de journaux se sont faits l'écho de graves insinuations à l'encontre de la personne du cardinal Jean Daniélou.

« Devant l'insistance de cette campagne, les cardinaux et le conseil permanent de l'épiscopat ont le devoir de porter à la connaissance des catholiques, et en général de l'opinion publique, la déclaration suivante :

« Pendant plus de quarante ans, le Père Jean Daniélou, après comme après son cardinalat, a dépensé une activité considérable au service de l'Eglise et s'est acquis une renommée mondiale tant par son enseignement que par ses

publications historiques et théologiques.

« Chacun sait par ailleurs que, depuis longtemps, son épiscopat s'étendait aux milieux les plus divers et souvent aux cas les plus déshérités, à l'intérieur comme à l'extérieur du monde catholique. Il n'est donc pas étonnant qu'un universellement reconnu et que de très nombreux témoins, dont beaucoup doivent à son ministère leur accès à la foi, puissent attester.

« Pour porter atteinte à un aussi large crédit, il ne saurait suffire de sous-entendus infamants, « ententes » sollicitées de charges satiriques. Le cardinal Jean Daniélou n'est plus là pour se défendre. Le respect de celui que nous avons connu et le souci de la vérité nous imposent une conduite. Nous garderons l'esprit libre des pressions de toutes sortes. Notre fidélité à notre mission épiscopale et la confiance des catholiques en notre parole l'exigent. »

N.D.L.R. — Ce communiqué, en circulation depuis plusieurs jours et dont chaque terme a été pesé, parle de « respect de la vérité » sans en dire plus, réservant le cas où il aurait pu y avoir un autre homme. Jusqu'au moment où, chez le cardinal, on a vu paraître la révélation hebdomadaire a publié de même son ton, chez qui le cardinal est mort le 20 mai.

ERRATUM — Dans l'article d'André Mandouze : « Un homme devant d'autres hommes », paru dans notre précédent numéro, il fallait lire : « Ou bien alors, c'est que nous sommes des pharisiens et que, malgré nos vaines références à l'Évangile, notre respectabilité ne nous a jamais permis d'admettre du fond du cœur la scandaleuse vérité » de la proclamation faite par Jésus en Béthanie (Lc. 11, 32). « En vérité, je vous le dis, les pharisiens et les prostituées arrivent avant vous au Royaume de Dieu. »

« Paul VI a célébré la messe dans une paroisse du quartier ouvrier de Tuscolano, au sud-est de Rome, le jeudi 13 juin, à l'occasion de la Fête-Dieu. Le pape, qui n'avait pas quitté le Vatican depuis deux mois, a célébré la messe en plein air devant dix mille personnes. « L'eucharistie, a-t-il notamment déclaré, s'adresse de préférence à ceux qui souffrent et travaillent le plus. » Tandis que Paul VI parlait, des membres d'une communauté de jeunes de la paroisse distribuaient des tracts remerciant le pape pour sa venue mais lui reprochant « le faste » qui l'entourait. — (A.P.)

ÉDUCATION

LES PROJETS DU NOUVEAU MINISTRE

Adapter les classes de transition

Une des solutions présentées au cours de la récente conférence de presse (le Monde du 15 juin) par M. René Haby, ministre de l'éducation, pour le premier cycle de l'enseignement secondaire, consiste en fait à poursuivre ou à développer une expérience qu'il a lancée à la rentrée 1973 pour les classes de sixième et de cinquième III dites « de transition » et dont le bilan devait être fait à la fin de la présente année scolaire.

L'objectif de l'expérience, tel qu'il avait été présenté par M. Haby dans un « texte d'orientation » était d'approcher, autant que possible les programmes des classes de transition de ceux des « filières » I et II, tout en gardant une pédagogie spécifique afin de faciliter le passage d'une partie des élèves des classes de transition vers les classes « normales ». Le Monde du 7 décembre 1973. Selon le ministre de l'éducation, il faut en effet modifier le contenu de l'enseignement des classes de transition, conçues à l'origine — il y a dix ans — pour accueillir des élèves incapables d'entrer dans l'enseignement secondaire, pour de passer le certificat d'études primaires. Aujourd'hui, il faut donner à tous les enfants un contenu commun de formation secondaire et « remettre au primaire ce qui est de son ressort », c'est-à-dire le déclarait déjà M. Haby en 1972.

Selon les principes exposés à ce moment par M. René Haby, les programmes de grammaire et de mathématiques des classes de transition devaient se rapprocher de ceux des filières I et II. Les élèves devaient aussi bénéficier d'un enseignement de langue vivante. Dans ces trois

disciplines, des « suppléments » seraient donnés à ceux qui, éventuellement, pourraient changer de section à la fin de l'année scolaire. Enfin, les classes III seraient mêlées à ceux des autres sections pour l'éducation physique et artistique, et les travaux manuels. Ces activités seraient conduites par des enseignants spécialisés, ce qui permettrait aux instituteurs, a ajouté René Haby, de consacrer le temps nécessaire à améliorer leur formation académique et à se préparer à devenir professeurs de collège.

Mais la pédagogie des classes de transition ne doit être que peu modifiée. Les activités « techniques », plus développées que dans les classes I et II de 1963, doivent se fonder sur une pédagogie « inductive », par l'analyse de problèmes concrets, d'exercices techniques ou manuels. Pour la français, la priorité est donnée à l'expression spontanée des élèves, notamment à l'expression orale (exercices, débats sur des sujets vécus), avec des exercices plus systématiques de grammaire. Pour l'histoire, la géographie, la méthode de base doit être l'enquête, visant notamment à faire acquiescer le minimum de notions économiques. Quant à l'enseignement de langue vivante, il serait organisé en courtes séances selon des méthodes audio-visuelles ou audio-orales.

En présentant son projet, M. Haby, alors recteur de Clermont-Ferrand, avait aussi souligné que les classes de transition devaient avoir des effectifs réduits (vingt-quatre élèves au maximum). Devenu ministre, maintiendra-t-il ce principe ? G. H.

La grève des professeurs d'éducation physique et sportive, le jeudi 13 juin, a été suivie par 25 % de ces enseignants, indique le secrétariat d'Etat à la Jeunesse et aux sports. Selon le Syndicat national de l'éducation physique (SNEP), affilié à la Fédération de l'éducation nationale, la grève a au contraire été un succès : le pourcentage de grévistes atteignant souvent 70 %. Rappelons que ce mouvement avait pour but de protester contre le rattachement

du secrétariat d'Etat — donc de l'éducation physique et sportive — au ministère de la qualité de la vie.

Les universités et leurs U.E.R. — Le Bulletin de liaison des universités françaises publie à jour de son annuaire des universités françaises et des unités d'enseignement et de recherche.

173, boulevard Saint-Germain, 75272 Paris Cédex 06 28 F.

LA RÉFORME DU TROISIÈME CYCLE

Le ministère redoute la multiplication des thèses de doctorat

Le doctorat d'Etat ne doit pas être dévalué, a insisté René Haby, ministre de l'éducation, qui a tenu à préciser le sens d'une circulaire de M. Le Bris, directeur général des enseignements supérieurs, publiée au Bulletin officiel de l'éducation nationale du 6 juin. Celle-ci expose une série de précautions pour éviter une multiplication incontrôlée des doctorats. Jusqu'à présent, en effet, c'était le ministère qui autorisait un établissement à délivrer tel ou tel doctorat. Dorénavant, les universités, les facultés nationales polytechniques et l'Institut d'études politiques de Paris peuvent le faire en toute liberté. Ou presque.

En effet, le directeur des enseignements supérieurs fait remarquer prudemment qu'il est « souhaitable que les établissements qui désirent de délivrer le doctorat dans une discipline donnée disposent dans cette discipline d'un corps enseignant suffisamment important pour assurer aux souteneurs un environnement scientifique ne pouvant être contesté. Le rappel de cette précaution, qui paraît aller de soi, donne la mesure des inquiétudes de l'administration.

Pour les disciplines juridiques, économiques et de gestion, la circulaire précise que les universités ne doivent délivrer de doctorat que dans les spécialités où elles ont déjà organisé des études de troisième cycle. « Le doctorat d'Etat, qui est le grade le plus élevé de l'enseignement supérieur, ne devrait être postulé que par des candidats ayant fait la preuve de leur aptitude à la recherche. » Jusqu'à présent, en effet, s'il existait, en théorie, qu'une seule sorte de doctorat, on distinguait officiellement les thèses orales et celles dites d'agrégation, préparées par les futurs candidats au concours, pour lesquelles les exigences étaient beaucoup plus élevées. Dorénavant, il y aura dans ces disciplines des diplômés d'études supérieures spécialisées, des doctorats de troisième cycle et d'Etat (contrairement à ce que nous servons dans le Monde au 3 mai).

Dans le cas où un établissement d'enseignement supérieur passerait une convention avec une université pour délivrer un doctorat, la demande d'habilitation devra être déposée conjointement par les deux établissements. En revanche, lorsqu'un professeur enseigne dans un établissement

extérieur à sa spécialité (par exemple un psychologue dans une unité d'enseignement de recherche médicale), il vaut mieux qu'il dirige des thèses au titre d'un établissement pleinement qualifié dans la discipline. Si un candidat prépare sa thèse dans un autre établissement que celui qui délivre le doctorat (cas des instituts de recherche, par exemple), le président de l'université responsable peut désigner un « correspondant » parmi les enseignants qui ont les titres nécessaires pour diriger eux-mêmes un doctorat.

Ultime précaution : la préparation de la soutenance. « Des consultations préalables doivent permettre de s'assurer de l'audience nationale et internationale des travaux du candidat et éviter absolument la présentation d'un ouvrage n'ayant pas le niveau requis. » Il est notamment recommandé de faire appel à des « savants étrangers ». Avant la soutenance, en fin, le résumé de thèse sera diffusé à tous les docteurs d'Etat de l'établissement dans la même discipline.

PRESSE

Les salaires des journalistes seront augmentés de 5 % au 1^{er} juillet prochain, au titre des indices (nouvel) indice de référence 133).

D'autre part, l'Union nationale des syndicats de journalistes précise que « les représentants patronaux de la presse parisienne se sont engagés à discuter, lors de la nouvelle rencontre paritaire, le 11 septembre prochain : 1) du nouvel examen de la situation des indices ; 2) d'une augmentation de rémunération ; 3) de la formation permanente ; 4) du bilan d'application de la semaine de travail de cinq jours et de ses conséquences pratiques ».

À l'hebdomadaire « la France catholique-Ecclesia », les rédacteurs ont constitué une société de journalistes. Cette société a pour fin essentielle l'union de la ligne intellectuelle et spirituelle du journal. Le bureau est présidé par M. Luc Baresta, rédacteur en chef, présentement comme futur directeur du journal à la suite de l'expiration du contrat de M. L.-H. Paris.

مكتبة الامم المتحدة

THEATRE-ECOLE DE MONTREUIL

FESTIVAL

LA VIE MEILLEURE ?...

Trois spectacles en alternance :
du 6 JUILLET au 6 JUILLET
Tous les soirs à 20 h. et lundi
à 14 h.

HISTOIRES

DE BONNES FEMMES

LE BUREAU

POUR UN DÉLIT MINEUR...

Dimanche 16 juin

— à 16 h : LE BUREAU
— à 19 h : QUARTIER LIBRE
(opéra-chanson)
— à 21 h : DROGOZ : Musi-
que contemporaine

SALLE MARCELIN-BERTHELOT
rue Berthelot à Montreuil
(Métro : Croix-de-Chatillon)
Participation aux frais : 5 F.
Reus. 287-49-49 et 14-47, poste 449.

STUDIO ALPHA

LE

TEMPS

D'UNE

CHASSE

de F. MANKIEWICZ

Prix "Section Critique"
dernier Festival Venise
Prix Spécial du Jury
24^e Palmes
Cinéma Canadien Toronto

"Une première œuvre d'une
maîtrise stupéfiante."
"L'apogée dans le ciné-
ma canadien d'un très réel
talent."
Gilles Jacob - L'EXPRESS

SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS
30, rue Saint-André-des-Arts
Tél 326-48-18

GENERAL

IDI AMIN DADA

un film de
Barbet SCHROEDER

**on ne court jamais
aussi vite
qu'une balle de fusil**

QUINTEILLE • 14 JUILLET

"La révolution doit
s'arrêter à la perfection
du bonheur" Saint-Just

1789

un film
du théâtre du soleil réalisé
par ariane mnouchkine

1789

LE MONDE
Un grand film.

1789

ROF 15 ans

de recherches

la cinéaste La Pagode
57 bis, rue de Babylone
75013 Paris

présente du 15 juin 1974
42 spectacles
12 dialogues
2 parties courtes
se publie

POUR TOUTES RECHERCHES
TELEPHONER 212-14-20
224-25-99

SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées

Opéra : Un jour ou deux, ballet
(sam., 20 h. 30) ; Grand
Comédie-Française : Ondine (sam.,
20 h. 30) ; le Bourgeois gentil-
homme (dim., 14 h. 30) ; les Mar-
ryons du feu : le Légataire univer-
sitaire (dim., 20 h. 30) ;
Odéon : Les Femmes d'Alger (sam.,
14 h. 30 et 20 h.) ;
Petit-Odeon : Deux clowns, Pierre
Lalande et Philippe Gaudier (sam.,
21 h.).

Théâtre de Chailly, salle Gémier :

Théâtre : Les Femmes d'Alger (sam.,
20 h. 30) ; à la Gaieté-Lyrique :
les Marionnettes japonaises du
Bunraku (sam., 16 h. et 20 h. 45 ;
dim., 16 h.).

Théâtre de la Madeleine :

Théâtre : Les Femmes d'Alger (sam.,
20 h. 30) ; à la Gaieté-Lyrique :
les Marionnettes japonaises du
Bunraku (sam., 16 h. et 20 h. 45 ;
dim., 16 h.).

Théâtre de la Comédie-Française :

Théâtre : Les Femmes d'Alger (sam.,
20 h. 30) ; à la Gaieté-Lyrique :
les Marionnettes japonaises du
Bunraku (sam., 16 h. et 20 h. 45 ;
dim., 16 h.).

Théâtre de la Renaissance :

Théâtre : Les Femmes d'Alger (sam.,
20 h. 30) ; à la Gaieté-Lyrique :
les Marionnettes japonaises du
Bunraku (sam., 16 h. et 20 h. 45 ;
dim., 16 h.).

Théâtre de la Ville :

Théâtre : Les Femmes d'Alger (sam.,
20 h. 30) ; à la Gaieté-Lyrique :
les Marionnettes japonaises du
Bunraku (sam., 16 h. et 20 h. 45 ;
dim., 16 h.).

Théâtre de la Sorbonne :

Théâtre : Les Femmes d'Alger (sam.,
20 h. 30) ; à la Gaieté-Lyrique :
les Marionnettes japonaises du
Bunraku (sam., 16 h. et 20 h. 45 ;
dim., 16 h.).

Théâtre de la Sorbonne :

Théâtre : Les Femmes d'Alger (sam.,
20 h. 30) ; à la Gaieté-Lyrique :
les Marionnettes japonaises du
Bunraku (sam., 16 h. et 20 h. 45 ;
dim., 16 h.).

Théâtre de la Sorbonne :

Théâtre : Les Femmes d'Alger (sam.,
20 h. 30) ; à la Gaieté-Lyrique :
les Marionnettes japonaises du
Bunraku (sam., 16 h. et 20 h. 45 ;
dim., 16 h.).

Théâtre de la Sorbonne :

Théâtre : Les Femmes d'Alger (sam.,
20 h. 30) ; à la Gaieté-Lyrique :
les Marionnettes japonaises du
Bunraku (sam., 16 h. et 20 h. 45 ;
dim., 16 h.).

Théâtre de la Sorbonne :

Théâtre : Les Femmes d'Alger (sam.,
20 h. 30) ; à la Gaieté-Lyrique :
les Marionnettes japonaises du
Bunraku (sam., 16 h. et 20 h. 45 ;
dim., 16 h.).

Théâtre de la Sorbonne :

Théâtre : Les Femmes d'Alger (sam.,
20 h. 30) ; à la Gaieté-Lyrique :
les Marionnettes japonaises du
Bunraku (sam., 16 h. et 20 h. 45 ;
dim., 16 h.).

Théâtre de la Sorbonne :

Théâtre : Les Femmes d'Alger (sam.,
20 h. 30) ; à la Gaieté-Lyrique :
les Marionnettes japonaises du
Bunraku (sam., 16 h. et 20 h. 45 ;
dim., 16 h.).

Théâtre de la Sorbonne :

Théâtre : Les Femmes d'Alger (sam.,
20 h. 30) ; à la Gaieté-Lyrique :
les Marionnettes japonaises du
Bunraku (sam., 16 h. et 20 h. 45 ;
dim., 16 h.).

Théâtre de la Sorbonne :

Théâtre : Les Femmes d'Alger (sam.,
20 h. 30) ; à la Gaieté-Lyrique :
les Marionnettes japonaises du
Bunraku (sam., 16 h. et 20 h. 45 ;
dim., 16 h.).

Théâtre de la Sorbonne :

Théâtre : Les Femmes d'Alger (sam.,
20 h. 30) ; à la Gaieté-Lyrique :
les Marionnettes japonaises du
Bunraku (sam., 16 h. et 20 h. 45 ;
dim., 16 h.).

Théâtre de la Sorbonne :

Théâtre : Les Femmes d'Alger (sam.,
20 h. 30) ; à la Gaieté-Lyrique :
les Marionnettes japonaises du
Bunraku (sam., 16 h. et 20 h. 45 ;
dim., 16 h.).

Théâtre de la Sorbonne :

Théâtre : Les Femmes d'Alger (sam.,
20 h. 30) ; à la Gaieté-Lyrique :
les Marionnettes japonaises du
Bunraku (sam., 16 h. et 20 h. 45 ;
dim., 16 h.).

Théâtre de la Sorbonne :

Théâtre : Les Femmes d'Alger (sam.,
20 h. 30) ; à la Gaieté-Lyrique :
les Marionnettes japonaises du
Bunraku (sam., 16 h. et 20 h. 45 ;
dim., 16 h.).

Théâtre de la Sorbonne :

Théâtre : Les Femmes d'Alger (sam.,
20 h. 30) ; à la Gaieté-Lyrique :
les Marionnettes japonaises du
Bunraku (sam., 16 h. et 20 h. 45 ;
dim., 16 h.).

Théâtre de la Sorbonne :

Théâtre : Les Femmes d'Alger (sam.,
20 h. 30) ; à la Gaieté-Lyrique :
les Marionnettes japonaises du
Bunraku (sam., 16 h. et 20 h. 45 ;
dim., 16 h.).

Théâtre de la Sorbonne :

Théâtre : Les Femmes d'Alger (sam.,
20 h. 30) ; à la Gaieté-Lyrique :
les Marionnettes japonaises du
Bunraku (sam., 16 h. et 20 h. 45 ;
dim., 16 h.).

Théâtre de la Sorbonne :

Théâtre : Les Femmes d'Alger (sam.,
20 h. 30) ; à la Gaieté-Lyrique :
les Marionnettes japonaises du
Bunraku (sam., 16 h. et 20 h. 45 ;
dim., 16 h.).

Théâtre de la Sorbonne :

Théâtre : Les Femmes d'Alger (sam.,
20 h. 30) ; à la Gaieté-Lyrique :
les Marionnettes japonaises du
Bunraku (sam., 16 h. et 20 h. 45 ;
dim., 16 h.).

Théâtre de la Sorbonne :

Théâtre : Les Femmes d'Alger (sam.,
20 h. 30) ; à la Gaieté-Lyrique :
les Marionnettes japonaises du
Bunraku (sam., 16 h. et 20 h. 45 ;
dim., 16 h.).

Théâtre de la Sorbonne :

Théâtre : Les Femmes d'Alger (sam.,
20 h. 30) ; à la Gaieté-Lyrique :
les Marionnettes japonaises du
Bunraku (sam., 16 h. et 20 h. 45 ;
dim., 16 h.).

Théâtre de la Sorbonne :

Théâtre : Les Femmes d'Alger (sam.,
20 h. 30) ; à la Gaieté-Lyrique :
les Marionnettes japonaises du
Bunraku (sam., 16 h. et 20 h. 45 ;
dim., 16 h.).

Théâtre de la Sorbonne :

Théâtre : Les Femmes d'Alger (sam.,
20 h. 30) ; à la Gaieté-Lyrique :
les Marionnettes japonaises du
Bunraku (sam., 16 h. et 20 h. 45 ;
dim., 16 h.).

Les théâtres de banlieue

Argenteuil, salle Jean-Villier : Atan-
tides (sam., 20 h. 30) ;
Asnières-sur-Seine, abbaye de Ro-
manot : concert (sam., 20 h. 30) ;
Charente-Maritime, collège Saint-André :
chœurs et danses d'Amérique du
Sud (sam., 21 h.).

Les théâtres de banlieue

Argenteuil, salle Jean-Villier : Atan-
tides (sam., 20 h. 30) ;
Asnières-sur-Seine, abbaye de Ro-
manot : concert (sam., 20 h. 30) ;
Charente-Maritime, collège Saint-André :
chœurs et danses d'Amérique du
Sud (sam., 21 h.).

Les théâtres de banlieue

Argenteuil, salle Jean-Villier : Atan-
tides (sam., 20 h. 30) ;
Asnières-sur-Seine, abbaye de Ro-
manot : concert (sam., 20 h. 30) ;
Charente-Maritime, collège Saint-André :
chœurs et danses d'Amérique du
Sud (sam., 21 h.).

Les théâtres de banlieue

Argenteuil, salle Jean-Villier : Atan-
tides (sam., 20 h. 30) ;
Asnières-sur-Seine, abbaye de Ro-
manot : concert (sam., 20 h. 30) ;
Charente-Maritime, collège Saint-André :
chœurs et danses d'Amérique du
Sud (sam., 21 h.).

Les théâtres de banlieue

Argenteuil, salle Jean-Villier : Atan-
tides (sam., 20 h. 30) ;
Asnières-sur-Seine, abbaye de Ro-
manot : concert (sam., 20 h. 30) ;
Charente-Maritime, collège Saint-André :
chœurs et danses d'Amérique du
Sud (sam., 21 h.).

Les théâtres de banlieue

Argenteuil, salle Jean-Villier : Atan-
tides (sam., 20 h. 30) ;
Asnières-sur-Seine, abbaye de Ro-
manot : concert (sam., 20 h. 30) ;
Charente-Maritime, collège Saint-André :
chœurs et danses d'Amérique du
Sud (sam., 21 h.).

Les théâtres de banlieue

Argenteuil, salle Jean-Villier : Atan-
tides (sam., 20 h. 30) ;
Asnières-sur-Seine, abbaye de Ro-
manot : concert (sam., 20 h. 30) ;
Charente-Maritime, collège Saint-André :
chœurs et danses d'Amérique du
Sud (sam., 21 h.).

Les théâtres de banlieue

Argenteuil, salle Jean-Villier : Atan-
tides (sam., 20 h. 30) ;
Asnières-sur-Seine, abbaye de Ro-
manot : concert (sam., 20 h. 30) ;
Charente-Maritime, collège Saint-André :
chœurs et danses d'Amérique du
Sud (sam., 21 h.).

Les théâtres de banlieue

Argenteuil, salle Jean-Villier : Atan-
tides (sam., 20 h. 30) ;
Asnières-sur-Seine, abbaye de Ro-
manot : concert (sam., 20 h. 30) ;
Charente-Maritime, collège Saint-André :
chœurs et danses d'Amérique du
Sud (sam., 21 h.).

Les théâtres de banlieue

Argenteuil, salle Jean-Villier : Atan-
tides (sam., 20 h. 30) ;
Asnières-sur-Seine, abbaye de Ro-
manot : concert (sam., 20 h. 30) ;
Charente-Maritime, collège Saint-André :
chœurs et danses d'Amérique du
Sud (sam., 21 h.).

Les théâtres de banlieue

Argenteuil, salle Jean-Villier : Atan-
tides (sam., 20 h. 30) ;
Asnières-sur-Seine, abbaye de Ro-
manot : concert (sam., 20 h. 30) ;
Charente-Maritime, collège Saint-André :
chœurs et danses d'Amérique du
Sud (sam., 21 h.).

Les théâtres de banlieue

Argenteuil, salle Jean-Villier : Atan-
tides (sam., 20 h. 30) ;
Asnières-sur-Seine, abbaye de Ro-
manot : concert (sam., 20 h. 30) ;
Charente-Maritime, collège Saint-André :
chœurs et danses d'Amérique du
Sud (sam., 21 h.).

Les théâtres de banlieue

Argenteuil, salle Jean-Villier : Atan-
tides (sam., 20 h. 30) ;
Asnières-sur-Seine, abbaye de Ro-
manot : concert (sam., 20 h. 30) ;
Charente-Maritime, collège Saint-André :
chœurs et danses d'Amérique du
Sud (sam., 21 h.).

Les théâtres de banlieue

Argenteuil, salle Jean-Villier : Atan-
tides (sam., 20 h. 30) ;
Asnières-sur-Seine, abbaye de Ro-
manot : concert (sam., 20 h. 30) ;
Charente-Maritime, collège Saint-André :
chœurs et danses d'Amérique du
Sud (sam., 21 h.).

Les théâtres de banlieue

Argenteuil, salle Jean-Villier : Atan-
tides (sam., 20 h. 30) ;
Asnières-sur-Seine, abbaye de Ro-
manot : concert (sam., 20 h. 30) ;
Charente-Maritime, collège Saint-André :
chœurs et danses d'Amérique du
Sud (sam., 21 h.).

Les théâtres de banlieue

Argenteuil, salle Jean-Villier : Atan-
tides (sam., 20 h. 30) ;
Asnières-sur-Seine, abbaye de Ro-
manot : concert (sam., 20 h. 30) ;
Charente-Maritime, collège Saint-André :
chœurs et danses d'Amérique du
Sud (sam., 21 h.).

Les théâtres de banlieue

Argenteuil, salle Jean-Villier : Atan-
tides (sam., 20 h. 30) ;
Asnières-sur-Seine, abbaye de Ro-
manot : concert (sam., 20 h. 30) ;
Charente-Maritime, collège Saint-André :
chœurs et danses d'Amérique du
Sud (sam., 21 h.).

Les théâtres de banlieue

Argenteuil, salle Jean-Villier : Atan-
tides (sam., 20 h. 30) ;
Asnières-sur-Seine, abbaye de Ro-
manot : concert (sam., 20 h. 30) ;
Charente-Maritime, collège Saint-André :
chœurs et danses d'Amérique du
Sud (sam., 21 h.).

Les théâtres de banlieue

Argenteuil, salle Jean-Villier : Atan-
tides (sam., 20 h. 30) ;
Asnières-sur-Seine, abbaye de Ro-
manot : concert (sam., 20 h. 30) ;
Charente-Maritime, collège Saint-André :
chœurs et danses d'Amérique du
Sud (sam., 21 h.).

Les théâtres de banlieue

Argenteuil, salle Jean-Villier : Atan-
tides (sam., 20 h. 30) ;
Asnières-sur-Seine, abbaye de Ro-
manot : concert (sam., 20 h. 30) ;
Charente-Maritime, collège Saint-André :
chœurs et danses d'Amérique du
Sud (sam., 21 h.).

Les théâtres de banlieue

Argenteuil, salle Jean-Villier : Atan-
tides (sam., 20 h. 30) ;
Asnières-sur-Seine, abbaye de Ro-
manot : concert (sam., 20 h. 30) ;
Charente-Maritime, collège Saint-André :
chœurs et danses d'Amérique du
Sud (sam., 21 h.).

Les théâtres de banlieue

Argenteuil, salle Jean-Villier : Atan-
tides (sam., 20 h. 30) ;
Asnières-sur-Seine, abbaye de Ro-
manot : concert (sam., 20 h. 30) ;
Charente-Maritime, collège Saint-André :
chœurs et danses d'Amérique du
Sud (sam., 21 h.).

Les théâtres de banlieue

Argenteuil, salle Jean-Villier : Atan-
tides (sam., 20 h. 30) ;
Asnières-sur-Seine, abbaye de Ro-
manot : concert (sam., 20 h. 30) ;
Charente-Maritime, collège Saint-André :
chœurs et danses d'Amérique du
Sud (sam., 21 h.).

Les théâtres de banlieue

Argenteuil, salle Jean-Villier : Atan-
tides (sam., 20 h. 30) ;
Asnières-sur-Seine, abbaye de Ro-
manot : concert (sam., 20 h. 30) ;
Charente-Maritime, collège Saint-André :
chœurs et danses d'Amérique du
Sud (sam., 21 h.).

Les théâtres de banlieue

Argenteuil, salle Jean-Villier : Atan-
tides (sam., 20 h. 30) ;
Asnières-sur-Seine, abbaye de Ro-
manot : concert (sam., 20 h. 30) ;
Charente-Maritime, collège Saint-André :
chœurs et danses d'Amérique du
Sud (sam., 21 h.).

Les théâtres de banlieue

Argenteuil, salle Jean-Villier : Atan-
tides (sam., 20 h. 30) ;
Asnières-sur-Seine, abbaye de Ro-
manot : concert (sam., 20 h. 30) ;
Charente-Maritime, collège Saint-André :
chœurs et danses d'Amérique du
Sud (sam., 21 h.).

Les théâtres de banlieue

Argenteuil, salle Jean-Villier : Atan-
tides (sam., 20 h. 30) ;
Asnières-sur-Seine, abbaye de Ro-
manot : concert (sam., 20 h. 30) ;
Charente-Maritime, collège Saint-André :
chœurs et danses d'Amérique du
Sud (sam., 21 h.).

Les théâtres de banlieue

Argenteuil, salle Jean-Villier : Atan-
tides (sam., 20 h. 30) ;
Asnières-sur-Seine, abbaye de Ro-
manot : concert (sam., 20 h. 30) ;
Charente-Maritime, collège Saint-André :
chœurs et danses d'Amérique du
Sud (sam., 21 h.).

Les théâtres de banlieue

Argenteuil, salle Jean-Villier : Atan-
tides (sam., 20 h. 30) ;
Asnières-sur-Seine, abbaye de Ro-
manot : concert (sam., 20 h. 30) ;
Charente-Maritime, collège Saint-André :
chœurs et danses d'Amérique du
Sud (sam., 21 h.).

Les théâtres de banlieue

Argenteuil, salle Jean-Villier : Atan-
tides (sam., 20 h. 30) ;
Asnières-sur-Seine, abbaye de Ro-
manot : concert (sam., 20 h. 30) ;
Charente-Maritime, collège Saint-André :
chœurs et danses d'Amérique du
Sud (sam., 21 h.).

Les théâtres de banlieue

Argenteuil, salle Jean-Villier : Atan-
tides (sam., 20 h. 30) ;
Asnières-sur-Seine, abbaye de Ro-
manot : concert (sam., 20 h. 30) ;
Charente-Maritime, collège Saint-André :
chœurs et danses d'Amérique du
Sud (sam., 21 h.).

Samedi 15 et dimanche 16 juin

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes
ou des salles :

704-70-20 (lignes groupées) et 727-42-34

Nouveaux numéros d'appel :

(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés.)

Les chansonniers

Caveau de la République : 7 ans plus
ou 7 ans moins (sam., 21 h. ; dim.,
15 h. 30 et 21 h.).
Dis-Honneur : la Belle Equipe (sam.,
21 h.).

Les opérettes

Bobino : Il était une fois l'opé-
rette (sam., 20 h. 30 ; dim., 14 h. 30
et 18 h. 30).
Châtelet : les Trois Mousqueta

LEGER ET

Recues par M. Chirac

La délégation des P.M.E. s'est déclarée très satisfaite de l'assurance reçue du premier ministre : « La concertation avec le gouvernement sera suivie et les contacts se feront avec la même permanence que celle réservée au grand patronat. »

● Les réserves obligatoires des banques sur les crédits distribués sont supprimées.

IMMOBILIER		
Achat – Vente – Location	21,00	24,51
AUTOS – BATEAUX	21,00	24,51
PROPOSITIONS COMMERC.		
CAPITAUX	60,00	70,05
OCCASIONS	21,00	24,51

er

appartements vente

Paris

PART. A PART. VEND
M. A 102, RUE BUZENVAL
M^{re} Buzenval, 3 pces, cuis. 6m,
bath. w.c., 17 m², 41, 65 m²,
parking. Tél. 370-99-08

**ESPLANADE
DES INVALIDES
PROPRIETAIRE
VEND DIRECTEMENT**
plusieurs logements studios

VIII^e ROME
BEL IMM. P. de T. RAVALE
4 ET. ASC. TAPISS. BALCON
VASTE 5 P. RENOVEE
sde cuis. 3 balcs, bords chauff.
cent. Aq. Tél. 1.03.00 service.
PROFESS. LIBERALE POSS.
PRIX 585.000 F
S/colage samedi, lundi, 14 h à 18 h
52, RUE DE ROMA
ou SAL. 20-53

GEORGES MANFREDI

à phosphate sur pavé
 jardin, tel creux
 100, rue de la
 au sud, de 11 h. à 19 h.
 100, rue FABERT, PARIS-18

JARDIN DES PLANTES
 EXCEPTIONNEL
 Dans l'avenue grand
 terrain, 3/4 P. 53 m. Avec vue
 remarquable, SUR JARDIN DES
 Plantes, direct, orné de
 (aménagé), lundi, 14-19 heures
 100, rue de la
 100, rue Linné.

CHAMPAINCOURT
 Dans bel immeuble, de P. 2. App
 100, rue de la
 141, 14-19 h. sem. et dim.
 100-10 h. 133, rue CAMPAINCOURT-18.

M. ODEON ENTRE CUIS-
 RAVALE
 2 P. de Seine. Appoint
 sem.-dim.-dim., de 10 h. à 18 h.

M. ECOLE-MILITAIRE
 STUDIO, ENTRE CUISINE,
 100, rue de la

RAVALE - TAPIS ESCALIER
 4 PIECES (COUBLE
 2 CHAMBRES, entrée, cuis., W.C.
 bain, clim., chauffage, t.e.p.
 REFAIT NEUF
 Profession libérale autorisée
 Prix 345.000 F
 22, rue de la
 22, rue GREUZE, et BAL 22-22

Région parisienne
NEUILLY Porte MAILLOT
 18 h. 5 bis, rue DESLAZARTE
 SHUOS, Prescriptions sans
 Meubles, Duplex, 2, 3, 4 et
 5 pièces, Marmérie jardin
 18 h. 5 bis, rue DESLAZARTE
 Vieille sam-tam, 14-18 h.
 78 av. Gallieni
 78 av. Gallieni et 78-55-04.

constructions

JARDIN DES PLANTES
MONT. M. CH. - AP. Austerlitz
100 m. de la gare d'Orléans
PIEDS, 5 m de BS, PARK
4 m de végétal, 1 étage 1/2
1/2. Sem.-dmi.-tudi. 151 N

STUDIOS (SUISSE)
Placement tel ordre.
Frais rare.
Tel. : 445-27-82.

bureaux bureaux

VERSAILLES
Près gare Montreuil et Côte de Picardie
IMMEUBLE DE BUREAUX
A louer au bloc ou par niveau
1.700 m² au total sur 6 niveaux
entièrement climatisés et meublés.
Neufs, 30 lignes téléphone performances.
Parkings couverts sur 2 niveaux
et parkings extérieurs.
LIVRAISON IMMÉDIATE
SEPRIUM - VERSAILLES
62, rue du Maréchal-Foch. Tél. : 930-30-28.

**locations
non meublées**

Ville

GRANDIN PLACE des VOSES
à P. sans comm. 100 F.
S. 100 F. sur l'act. studio
s. de bains. H. conf. imm.
v. Aut. Aco s'abat. - Tél. 27-96-01

villas

SAINT-TROPEZ.
Domaine de Saint-Claude
villa dans verdure. Livrée
complète. 3 ch. salle de bain
ch. de serv. Tôt. Placette et
Terras communes à 4 villas.
PAS. C.V.T. 75-000

Apart. à part. vend villa F-3
grenier, garage, 11 confort.
garage dait. 87 m². Terrain
de 100 m². Eau chaude
chauffage central. 100000 F.

propriétés

CHAUMES-MORRIE - N° 4
Ancien RELAIS
de POSTES agréé, rati à mot.
LUX. AMÉNAG.
pour apaiser, 1 bar à 4 chéras.
Bonne place de la route
départ. V. DIM. 1418 H 30 :
sur route N° 10X
SANNETTICI 569-34-86, à p.

VILLENES
Barre aux environs de
agréable mail. Sd. + 3 ch.
H. conf. 1.900 m. Sur jaco
carrée dim. 10 x 10 m.
Barrauerelles, lot de Villennes.
567-22-88.

pavillons

COUNTRY (ex. Châlejo). Prop.
à v B SEJ. + 3 ch. H. H.
ch. cent. gar. 2. Par. 530 m².

DU GOUVERNEMENT

Libres opinions

LÉGÈRETÉ

Par MICHEL ROCARD (*)

Il se dégage des premiers actes du nouveau septennat une impression de malaise que je voudrais expliciter. Un titre de Vercors — qu'il me pardonne de lui emprunter — va m'y aider. « Souffrance de mon pays », l'article qui portait ce titre doit dater de 1948 ou 1947, j'avais seize ou dix-sept ans, ce fut ma première émotion politique d'adolescent.

Vercors, avec une tristesse profonde et tout le talent qu'on lui connaît, expliquait, sans doute un des premiers, que l'espérance de la libération se trouvait lentement dégradée, dévorée par ce que l'on appellerait aujourd'hui le politique. Pas seulement la politique, l'art des alliances et des tactiques, mais le politique, le niveau où se prennent les décisions essentielles.

Cette réminiscence, aujourd'hui, vient de ce que ce titre évoquait un sentiment d'amertume, d'indignité personnelle vécue à travers l'aventure collective d'une vie politique dégradante. C'est ce sentiment que je ressens aujourd'hui.

Cette amertume n'est pas celle de la défaite. Certes, l'appartenance à cette équipe d'hommes et à cette génération qui, avec François Mitterrand, se sont battus pour un projet auquel ils croyaient, pensant avoir la force de proposer et de faire partager à notre vieux pays les changements profonds mais salutaires dont il a besoin. Mais nous étions assez fiers et assez responsables pour assumer la défaite.

L'amertume d'aujourd'hui est plus grave. Elle est le sentiment d'une indignité par rapport aux enjeux mêmes que la France a vécus, et qu'elle a vécus noblement : toute comparaison internationale confirme que nous avons connu une campagne présidentielle somme toute honorable.

Mais depuis que le résultat est acquis, l'impression qui se dégage est celle d'une incroyable, d'une inadmissible légèreté, plus gravement peut-être celle d'un total manque de conviction.

Le problème ne se résume pas au fait que le « marketing » est érigé en technique de gouvernement. J'accueillerai plus volontiers la marche à pied sur les Champs-Élysées, le sort étonnant fait à la mignonne petite Blainville ou le choix de l'itinéraire habituel des cortèges populaires pour le défilé des troupes du 14 juillet et les actes politiques du gouvernement ne me conduisent à y voir un signe de sa manière d'être même dans les affaires réputées sérieuses.

Le cas des tirs nucléaires expérimentaux est à cet égard symbolique. Ou bien l'on avait passé accord sur des postes sans discuter des enjeux, ou bien l'on s'était mutuellement tendu des pièges : de toute façon il y a légèreté de part et d'autre.

La plus grave des légèretés n'en reste pas moins celle qui concerne les mesures dites anti-inflationnistes. Au lendemain des élections, je m'étais permis à la radio, commentaire à l'antenne, l'époque, cette remarque : « Contrairement à ce qu'ils croyaient, les Français ont voté pour l'aventure car ils ont voté pour l'inflation. » J'ai la tristesse d'être aujourd'hui confirmé dans cette anticipation.

La première constatation qu'il s'impose en effet à la lecture du « plan de refroidissement de l'économie » est que ses auteurs n'ont pas une idée bien nette des causes et des caractères du fléau contre lequel ils entendent lutter.

Reconnaissons au préalable une certaine volonté d'agir : les majorations d'impôt frappent plus les entreprises que les personnes, et dans le cas des personnes elles sont progressives. Notre système fiscal n'en reste pas moins fondamentalement injuste, mais dans l'état où il est, il n'y avait guère mieux à espérer pour l'instant. Et pour la première fois — une mesure qui frappe l'automobile va profiter aux transports en commun. Ce n'est qu'un tout petit début, mais nous l'avons trop demandé pour ne pas y applaudir.

Tout cela cependant reste fort insuffisant, et surtout sans grand rapport avec la nature des problèmes. Ces problèmes sont lourds, mais se limitent à deux : la balance des paiements et l'inflation intérieure.

Dans le cas de la balance des paiements, l'intention de revenir à l'équilibre d'ici dix-huit mois, après avoir diminué le déficit de moitié dans les six mois, n'est qu'un vœu pieux. Les quelques économies d'énergie annoncées, et la pression pour ralentir l'investissement, au demeurant dangereuse pour l'avenir, sont sans commune mesure avec l'objectif annoncé. Il y a encore la légèreté, dans le décalage entre le discours et les mesures comme dans l'engagement personnel du chef de l'Etat sur ce discours sans moyens d'exécution.

Dans le cas de l'inflation intérieure, le décalage entre les objectifs annoncés et les mesures prises s'aggrave d'une profonde inadéquation entre la nature du mal et celle des remèdes.

Les théories sont nombreuses, et l'on avait le choix : — Ou bien l'inflation tient avant tout au comportement des entreprises, et il fallait bloquer les prix industriels, au moins le temps de transformer les structures de financement ;

— Ou bien l'inflation tient avant tout au fait que de trop nombreux agents économiques (entreprises qui se financent par l'emprunt ; particuliers qui se logent en accession à la propriété et achètent à crédit) ont intérêt à cette inflation, et il fallait indexer les prêts, pour que tout emprunteur ait l'obligation de rembourser la vraie valeur de ce qu'il avait emprunté ;

— Ou bien l'inflation tient avant tout au fait que les ménages affectent une part excessive de leurs revenus à la consommation et une part insuffisante à l'épargne, et il fallait certes ponctionner un peu de revenus (ce qui est fait, du moins sur les revenus connus), mais plus encore indexer l'épargne. Au lieu de quoi, on se contente d'une misérable augmentation de la rémunération des dépôts en caisse d'épargne de 6 % à 8 %, quand l'érosion monétaire approche 18 % l'an. Comment ne pas consommer ?

On pouvait, en outre, croire à une multiplicité de facteurs et pondérer les mesures destinées à les frapper. Mais le plan gouvernemental s'arrête en deçà : il ne s'attaque pas à l'inflation. Mieux, il la tolère.

Les économies d'énergie sont recherchées principalement à travers des hausses de prix : l'effet est inflationniste.

Augmenter l'impôt sur les sociétés de 18 % sans rien changer à la réglementation des prix, c'est accepter la répercussion de cette nouvelle charge dans les prix.

Ce qui est dit de l'encadrement du crédit ne vaut guère mieux. La norme est celle d'une augmentation des en cours limitée à 15 % entre juin 1973 et juin 1974. Or, le rythme actuel, notamment dans les banques nationalisées, est voisin de 20 %. Et comment imaginer que le besoin de monnaie augmente moins vite que la hausse des prix ? Dès lors, de deux choses l'une : ou la mesure ne sera pas respectée ou, si elle l'est, c'est au prix d'une correction soudaine d'une extraordinaire brutalité, de quoi égarer d'innombrables entreprises.

Il reste la ponction fiscale. Mais elle doit gager les mesures sociales promises. A 3,5 milliards de francs près, qui seront restitués à la Banque de France, ce pouvoir d'achat sera redistribué, et donc l'effet sur la consommation sera faible, ce qui pour me part ne me choque guère : je crois que les causes essentielles sont ailleurs. Mais cela montre seulement que l'opération fiscale annoncée est moins un élément de la lutte anti-inflationniste qu'une façon de préserver le sacro-saint équilibre budgétaire, tout en profitant des plus-values fiscales de l'inflation pour faire du social.

Au total : aucune intervention structurelle ; une amputation très légère de la masse monétaire actuelle, à peine égale au tiers de ce qu'on fait nos voisins allemands récemment dans une situation moins menaçante : voilà à quoi se résume le plan de refroidissement. L'inflation restera chaude.

On n'en appelle pas impunément à la confiance de l'opinion. Au rythme qu'elle atteint aujourd'hui, l'inflation est le cancer majeur de notre société. Elle n'y détruit plus seulement les équilibres financiers, mais les rapports sociaux. Elle appelle une thérapeutique sérieuse, et non un numéro d'équilibre.

(*) Membre du bureau national du P.S.U.

Le plan social

Le plan social en préparation comportera deux volets principaux, dont la teneur sera inspirée par les discours prononcés à Strasbourg et à Montceau-les-Mines par M. Giscard d'Estaing, ainsi que par la déclaration gouvernementale de M. Chirac.

Les mesures quantitatives seront immédiatement promulguées. Le SMIC sera majoré, de façon à dépasser un peu 1200 F par mois pour quarante-trois heures de travail par semaine (contre 1128 F actuellement, avec le taux de 5,95 F l'heure, appliqué depuis le 1^{er} mai). Il n'attendra cependant pas le niveau que demandent le C.G.T., la C.F.D.T., et maintenant Force ouvrière, de 1300 F par mois pour quarante heures de travail hebdomadaire. La commission supérieure des conventions collectives est convoquée mardi 18 juin, pour se prononcer sur ce sujet.

Les ressources minimales des gens âgés et sans doute celles des handicapés doivent être portées, d'ici un an, en deux étapes, à 20 F par jour. L'effort financier particulièrement important consenti à cet effet permettra de porter le retraité minimal à 16 ou 17 F dès le 1^{er} juillet, contre 14,25 F actuellement.

Enfin, les allocations familiales seraient majorées de 10 %, avec peut-être des augmentations diverses modulées selon les prestations. Les allocations de chômage d'Etat seraient, elles aussi, augmentées.

Les mesures qualitatives : elles peuvent résulter soit de conventions collectives et d'accords paritaires, soit de lois votées par le Parlement. Dans les deux cas, le gouvernement a l'intention de pousser au maximum

la discussion entre ou avec les partenaires sociaux, qu'il s'agisse de la garantie de l'emploi, de l'aide aux chômeurs, de l'amélioration des conditions de travail, de la réduction de la durée maximale du travail, de la majoration des heures supplémentaires, de l'élimination du salaire au rendement, de la participation, de la réforme de l'entreprise ou de la revalorisation du travail manuel.

En ce qui concerne l'emploi, le dispositif comporterait l'amélioration des méthodes de placement ou de reclassement, la garantie de ressources pendant la période de chômage ou de perfectionnement professionnel. La législation sur le licenciement serait également retouchée.

Dans certains cas il appartiendrait aux représentants des syndicats et du patronat de poursuivre les négociations engagées, et que le gouvernement stimulerait. Sur d'autres sujets, le ministre du travail pourrait convoquer une commission paritaire à un niveau élevé, présidée par lui ou un de ses représentants.

Lorsqu'il s'agira de projets de loi, le gouvernement procédera à des consultations étendues avec les partenaires sociaux avant d'élaborer les textes à soumettre au Parlement pour la rentrée. La mise en chantier de différents textes pourrait être divisée en plusieurs tranches.

Enfin, le plan du 19 juin comporterait des mesures d'aides pour les jeunes et la recherche d'un emploi : elles pourraient viser ceux qui attendent un premier emploi, sous forme de modalités appropriées à l'insertion dans la vie active ou d'allocations temporaires. — J. R.

AGRICULTURE

Les producteurs de pommes de terre manifestent contre les importations

Trois cents producteurs de fruits et légumes des Bouches-du-Rhône et du Vaucluse ont manifesté, vendredi 14 juin, pour réclamer l'établissement de prix maximums garantis et la réglementation des importations de fruits et légumes.

Les manifestants ont déversé trois tonnes de pommes de terre sur la R.N. 970 reliant Arles à Avignon.

Un meeting improvisé s'est suivi, au cours duquel plusieurs orateurs ont évoqué une manifestation qui se déroulerait la semaine prochaine, dans onze départements du Sud-Est, et qui aurait pour but de protester

contre ces importations. M. Jean Francou, sénateur des Bouches-du-Rhône (Union centriste) et député de Salon-de-Provence, a adressé à M. Christian Bonnet, ministre de l'Agriculture, un télégramme dans lequel il demande la fixation du prix d'intervention des pommes de terre à 0,80 F jusqu'au 15 juillet, et une augmentation de l'aide à l'exportation.

Egalement mécontents de la mévente de leurs pommes de terre, les producteurs des Côtes-du-Nord en ont déversé 10 tonnes dans les rues de Palmpol et 15 tonnes à Perros-Guirec. Le C.R.M.A. (Fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles), a proposé de leur verser une indemnité de 40 F au quintal. — (A.F.P.)

FAITS ET CHIFFRES

Agriculture

● LE CENTRE DE L'AGRICULTURE D'ENTREPRISE (CENAG), qui vient de fêter son dixième anniversaire, entend rester le « club de réflexion » des exploitants désireux de « percer », en écartant toute volonté de représentation. Plusieurs idées lancées par le CENAG ont néanmoins été reprises par les organisations syndicales traditionnelles : modification du statut du fermage, imposition en bénéfice réel, groupement foncier agricole. Actuellement, l'organisation de la rue d'Albans réchète, sur trois dossiers : les relations employeurs-salariés, la réforme de la politique agricole commune, l'environnement en milieu rural.

Economies étrangères

● AU JAPON, le déficit commercial s'est élevé en mai à 131 millions de dollars (8480 millions de francs), les importations ayant atteint

5929 millions de dollars (+ 83 % par rapport à mai 1973) et les exportations 4618 millions seulement (+ 63 %). Les achats de pétrole brut ont représenté 26,6 % de la valeur totale des importations en mai 1974, contre 14,2 % l'an dernier. — (A.F.P.)

● LES PRIX DE GROS AMÉRICAINS ont augmenté de 1,3 % en mai, ce qui correspond à un taux annuel de 15,6 %, contre 13,2 en avril. Cette hausse est intervenue, malgré une baisse de 2,3 % des prix agricoles, à cause de l'augmentation de 2,7 % des prix industriels.

● LES INVESTISSEMENTS ESPAGNOLS À L'ÉTRANGER officiellement autorisés se sont élevés à 78 millions de dollars en 1973, contre 40,4 millions en 1972 et 28 millions en 1971. Au cours des trois dernières années, le premier pays bénéficiaire de ces capitaux a été le Portugal (23,3 millions), suivi par la Grande-Bretagne (21,7 millions) et la France (18,7 millions).

LA VIE SOCIALE

A L'OCCASION DE LEUR CONGRÈS

Les dockers C.G.T. veulent rester des travailleurs intermittents

Le congrès de la Fédération C.G.T. des ports et docks, réuni à Paris les 13 et 14 juin, a manifesté de nouveau son hostilité à la « privatisation des quais maritimes » et à la « permanence de l'emploi de dockers », c'est-à-dire un régime dans lequel chaque dockers serait le salarié permanent de la même entreprise de manutention.

Le premier point est relatif au conflit qui oppose depuis dix mois les dockers à la société sidérurgique Solmer, à Fos. Celle-ci ne veut pas que des dockers soient employés aux opérations mécanisées de déchargement des minerais sur le quai dont elle a assuré seule le financement. La Fédération des ports et docks, en revanche, exige l'emploi prioritaire de dockers sur les bateaux. Un autre point d'« accrochage » concerne la formation professionnelle des dockers à Fos.

Sur l'autre question, plus générale, les dockers soulignent que « la véritable garantie de l'emploi passe par le statut de la loi de 1947 et l'intermittence par entreprise, dans la mesure où le dockers titulaire de la carte professionnelle, est un permanent du port ».

● LES CHAMBRES DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE D'ALLEMAGNE FÉDÉRALE (D.I.H.T.) préconisent quatre remèdes pour éviter l'« éclatement » de la C.E.E. et le recours au protectionnisme : augmentation des investissements directs de la R.F.A. auprès de ses partenaires commerciaux de la France en particulier ; octroi de crédits aux pays dont le commerce extérieur est déficitaire pour le retour à l'équilibre de leurs balances des paiements ; établissement progressif de la libre circulation des capitaux avec la France, par priorité sur un retour du franc français dans le serpent communautaire, harmonisation des conceptions et structures économiques au sein de la Communauté européenne. — (A.F.P.)

CAFE FRANÇAIS

17 Boulevard St-JACQUES PARIS 14

ATTOUR D'UN VIN

COÛTES DE PROVENCE

LA VÉRITABLE DE NOUS D'UN VIEUX

LES PLATS LOCAUX

60° Tout Complet

ouvert tous les jours

réservation : 509.89.80

(PUBLICITE)

République Algérienne Démocratique et Populaire
Ministère de l'Industrie et de l'Énergie

AVIS INTERNATIONAL DE PRÉSÉLECTION

Une très importante Société Nationale Algérienne lance un avis international de présélection en vue de réaliser trois unités de préfabrique lourde de bâtiment à usage d'habitation.

Les caractéristiques principales sont les suivantes :

- Implantation : Une unité à ALGER - Reghaïa. Une unité à Arzew. Une unité à Skikda ou Annaba.
- Capacité de production journalière par unité : 10 à 12 logements.
- Les matériaux utilisés seront d'origine locale.
- Date de mise en service prévue : 1977/1978.

Les Entreprises ou groupements d'entreprises intéressés sont priés de se faire connaître en adressant avant le 30 juin 1974, à ANEP, 1, avenue Pasteur, ALGER (ALGÉRIE), sous le n° 14.404 :

- 1) La liste de leurs références professionnelles et des Unités déjà réalisées à travers le monde.
- 2) Le procédé utilisé ou le brevet exploité.
- 3) La nature des matériaux utilisés pour la préfabrique.

Le cahier des charges sera prêt vers la fin de l'année 1974.

Une réponse est assurée par la Société Nationale Algérienne annonciatrice à toutes les Entreprises ayant adressé une documentation à l'adresse indiquée dans le présent avis.

(Publicité)

République Algérienne Démocratique et Populaire
Ministère de l'Industrie et de l'Énergie
Société Nationale de Constructions Mécaniques

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

La Société Nationale de Constructions Mécaniques lance un appel d'offres international pour la réalisation d'un complexe industriel concernant la fabrication de véhicules légers tout-terrain.

Le cahier des charges peut être retiré contre un versement de 100 DA à l'adresse suivante :

SONACOME

Direction Technique

Route Nationale n° 1

BIRKHADEM - ALGER (ALGÉRIE)

Tél. : 65-93-92 à 96 - Télex : 52.800

République Algérienne Démocratique et Populaire
Ministère de l'Industrie et de l'Énergie

SOCIÉTÉ NATIONALE - SONELEC

APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 155/HM

La SONELEC lance un Appel d'Offres International pour la fourniture de CABLE COAXIAL 2.6/10. Les entreprises intéressées doivent s'adresser pour retrait du cahier des charges à SONELEC, DIRECTION COMMERCIALE, GUE DE CONSTANTINE, B.P. N° 44, KOUBA, ALGER, contre paiement d'une somme de 100 DA (Cent Dinars).

Les offres devant parvenir sous double enveloppe cachetée.

L'enveloppe extérieure devra porter la mention « SOUMISSION A NE PAS OUVRIR » appel d'offres international n° 155/HM câble coaxial. La date limite de réception des offres est fixée au 31 juillet 1974.

AU CONGRÈS DE TOULOUSE

Force ouvrière ne se laissera pas entraîner dans le rapprochement réalisé entre le P.S. et le P.C. réaffirme M. Bergeron

Toulouse. — L'iminable des militants de Force ouvrière gât, au congrès de Toulouse, sont affectés de leur être évoluter leur considération vers une ouverture syndicale et politique, n'a finalement pu se concrétiser que par l'abstention dans le vote sur la résolution générale. Ce fut le cas pour 33,3 % des mandats à côté de 77,5 % pour le texte de la majorité et 14,2 % pour la motion des anarcho-révolutionnaires et trotskistes. Mais ceux-ci, tant par leurs interventions à la tribune que par leur attitude dans la salle, ont fait la preuve, par une telle abstention, d'être suffisamment fairs. Figure d'homme terrible.

M. Bergeron n'avait rien négligé pour obtenir ce résultat, et, déclarant avec force : « Nous ne nous laisserons pas entraîner dans le sillage des chan-

De notre envoyée spéciale

rale, que de s'abstenir dans la vote d'orientation pour exprimer un désaccord. Les constatations ne furent pas satisfaisantes. Les effets guère d'idées dans la résolution soutenue par les anarcho-syndicalistes et trotskistes, MM. Hebert (Nantes), Lambert (Paris), Joyeux (édition), etc. Repréant leurs thèses habituelles et se réclamant, eux aussi, de la charte d'Amiens (comme le fait également le parti confédéral). Les composantes habituels de Bergeron estimaient que si l'unité d'action pouvait être nécessaire, il fallait condamner les grèves tourmentes, préconisées par la C.G.T. et la C.F.D.T., l'autogestion et la théorie des pouvoirs dans l'entreprise, etc.

La stabilité de Force ouvrière, que d'anciens ont qualifiée d'immobilisme, se retrouve dans l'orientation adoptée par le congrès. A la satisfaction non dissimulée des majoritaires, aucune innovation n'a été décidée. M. Bergeron, à la contraire, souvent durci sur langage, tant à l'usage des congressistes que vis-à-vis de la C.F.D.T. ou des interlocuteurs patronaux et gouvernementaux. Ce raidissement s'est traduit notamment dans la motion qui condamne le plan de « refroidissement de l'inflation » et dans celle qui vise la fiscalité.

nyée spéciale

...enfin dans le vote
...exprimer un
...démocratiques ne re-
...tali, guère
...sement
...syndicalistes et
...part (Nantes, Lam-
...x (édition), etc.
...tées habituelles
...un aussi, de
...omme le fait éga-
...confédéral, les
...l'unité d'action
...ssaire, il fallait
...tes tourmentes,
...à C.G.T. et
...la théorie
...l'entreprise, etc.

vert, — il y a les militants. F.O. qui, insérés au parti socialiste et se rangeant dans les rangs du CERES

Ces études sur les recherches (d'éducation sociale), veulent déceler pour l'instinct éveillés par l'autogestion et la planification démocratique — les postiers de Lyon, par exemple.

M. Guy Couderc, en revanche, a déclaré « sur l'honneur », à la tribune, qu'il n'appartenait pas au CERES d'instaurer le « mappelle ».

Je m'appelle Couderc, je m'appelle pas Labl. » En citant le nom de l'ancien secrétaire général de la fédération F.O., M. Couderc, en entendant à bien marquer la différence entre sa démarche et celle de M. Maurice Labl, qui, pour se prononcer le socialisme autogestionnaire, fut battu au congrès de 1972.

Ce n'est évidemment pas par hasard si l'entreprise de M. Guy Couderc se développe au moment où M. Mitterrand veut engager

La résolution confédérale, après avoir repoussé toute intégration du socialisme dans le mouvement ouvrier, se condamne tout « système moderne d'encadrement et de conditionnement qui, sous prétexte de participation, de démocratisation économique, d'auto-gestion dans l'entreprise, conduirait à un corporatisme dangereux et élitiste, à la mise en cause des possibilités d'action et de réaction des travailleurs et à l'impulsion d'un mouvement syndical de responsabilités qu'il n'aurait pas choisies. La démocratie économique, ni comme allégeance, dépend essentiellement de l'interférence et de la pression syndicales libres et permanentes ».

une véritable restructuration de la gauche socialiste. Mais une bonne partie des électeurs de M. Mitterrand qui siégeaient à Toulouse viennent de la S.F.I.O. C'est dire leurs réticences vis-à-vis de l'autogestion et du P.S.U., ou du programme commun et du parti communiste.

La majorité plus ou moins silencieuse de F.O. a fait bloc derrière M. Bergeron, acclamé lorsqu'il déclara que la naissance dans le syndicat de fractions politiques organisées provoquerait l'éclatement des Forces ouvrières. Dès le premier jour, le leader pouvait être sûr de la cohésion de ses troupes. Quand il les invita à réaffirmer les principes fondamentaux définis par les créateurs de F.O., il assura qu'il n'en agissait pas de conservatisme mais de « l'indépendance syndicale qui seule, permettrait l'unité, si elle était respectée ».

JOANINE ROY.

Aux assises des Alpes-Maritimes

**RÉCLUSION CRIMINELLE
A PERPÉTUITÉ
POUR LES DEUX PRINCIPAUX
ACCUSÉS**

En attendant son verdict, ce samedi matin, dans le procès des trois malotieurs qui, en avril 1970, se retranchèrent dans un hôtel de Villefranche-sur-Mer en prenant des otages parmi les clients de l'établissement, la cour d'assises des Alpes-Maritimes a suivi les réquisitions de l'avocat général (nos dernières éditions). Maurice Soria et Roger Stella ont été condamnés à la réclusion criminelle à perpétuité et Georges Navarro à dix ans de réclusion criminelle.

(PUBLICITE)

HEC - ESSEC - ESCP

Classes terminales - Préparation
intensive à l'épreuve d'anglais des
concours Grandes Ecoles de Commerce
pendant les vacances scolaires
en Angleterre, par professeurs
spécialisés

ET SÉJOURS

SPECIAUX ADULTES

enseignement : Mlle Michèle WEISER,
67, r. Normandie, 92104 Courbevoie.

LE MONDE AUJOURD'HUI

PAGES 9 à 18

- Des Américains à la recherche d'eux-mêmes, par Joaquin José
- EDUCATION SEXUELLE : « Savoir en modo », par Bruno Prappat.
- AU FIL DE LA SEMAINE : Le grand journal, par Pierre Villanov-Ponté.
- Lettre de l'Ebreart, par Gaston Rebuffat.
- L'HISTOIRE : Les socialismes de 1870 à 1918, par Jean-Marc Maur.
- Les aristocrates des communautés, par Henri Chumusey
- Psychologie en lettres, par Roland Jécard.
- TELEVISION : Eurovision, par Claude Sarraute.

17. SPORTS
— **FOOTBALL** : la Coupe du monde : débuts des Allemands de l'Ouest, les mesures de sécurité.
— **TENNIS** : les demi-finales du simple dames à Roland-Garros.

17. JUSTICE
— **Le procès des fausses factures de Lyon** : les deux aspects

- d'un dossier phare.
- 8-19. ARTS ET SPECTACLES**
 - **THÉÂTRE** : les femmes de Montreuil et celles de Saint-Germain.
 - **MUSIQUE** : de la Villa au Marais.
- 20-21. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE**
 - Le plan d'austérité.
 - **AGRICULTURE** : les producteurs de pommes de terre manifestent contre les importations.

LIRE EGALEMENT
RADIO-TELEVISION (12 à 14)
 Annonces classées (20) : Car-
 net (19) : Informations pra-
 tiques (12) : • Journal offi-
 ciel » (12) : Météorologie (12) :
 Mots croisés (12) : Finances
 (22-23).

Le numéro du " Monde " daté 15 juin 1974 a été tiré à 74 706 exemplaires.

(PUBLICITE)

Bègues

us pouvez retrouver la FAROLE
FORMULE à tout âge. Remarquable
cumentation éditée par l'Institut
né en 1938 par un Ancien Bègue.
vol divers gratuits. - Entrée P.R.
BAUDET, 185, boulevard Wilson
33000 BORDEAUX.

B C D E F G

Les syndicats sont déçus par les résultats des premiers entretiens avec la direction

Une entrevue a eu lieu le vendredi 14 juin entre la direction de l'O.R.T.F. et les représentants des syndicats F.S.U. et C.F.D.T. au sujet des conflits sectoriels actuellement en cours et qui concernent les techniciens d'exploitation et certains agents administratifs.

Dans un communiqué, la présidence de l'Office déclare : « Les grévistes revendiquent pour leurs deux catégories professionnelles des mesures qui représenteraient de sérieux progrès du point de vue de l'ensemble des mesures adoptées inscrites dans l'accord des salaires 1973 pour tous les agents statutaires de l'Office. La direction a suggéré plusieurs améliorations de l'échelle des salaires des techniciens concernés et un examen des conditions de travail et d'hygiène administrative en cours. Ces négociations particulières s'inscrivent dans le cadre général des discussions qui ont eu lieu avec l'ensemble des syndicats représentatifs (C.F.T.C., F.S.D., Cadres) et préparatoires à la mise au point d'un accord des salaires 1974 ».

Aux Jeux olympiques d'échecs

INCERTITUDE A NICE

A la veille de la dernière journée de la compétition, les équipes des Etats-Unis et l'Angleterre, dans le groupe 2, la Yougoslavie et Cuba dans le groupe 3, la Hongrie et l'Allemagne dans le groupe 4, l'Allemagne et le Suède dans le groupe 5, ont déjà pratiquement leur situation pour la grande finale. Leur bilan est moins mauvais dans les deux premiers groupes, qui dans la soirée 1 accompagnera l'Union soviétique ? Le vainqueur du match Galles-Ecosse ou la Pologne, qui se jouera le 12 septembre. Dans le groupe 6, la Norvège joue son sort dans les parties inachevées contre la Tchécoslovaquie. Les deux groupes, qui restent encore à coude étroite l'Argentine, les Pays-Bas et l'Australie. Enfin, dans le groupe 7, l'annonce du forfait de l'Indonésie, qui ne peut pas se rendre, nous aurait perdu un gagnant. Il y a une semaine : la France devenait d'un demi-point l'Indonésie, les Philippines, la Bulgarie, deux points Israël et l'Indonésie.

La huitième ronde, la France prend 1 point l'Indonésie, une partie ajoutée au compte un point de retard sur la Bulgarie. Tout se jouera dans la dernière rencontre entre la France et Israël.

CLASSEMENT

Groupe 1 :	D.R.S.S.	28	sur	31 ;			
Ecosse	19	sur	28 ;	Galles	18	sur	27 ;
Pologne	14	sur	27 ;				
Groupe 3 :	Angleterre	22,5	sur	28 ;			
U.S.A.	23	sur	27 ;	Canada	16	sur	24 ;
Groupe 5 :	Kenya	24,5	sur	31 ;			
Cuba	20,5	sur	27 ;	Finlande	17	sur	23 ;
Groupe 4 :	Hongrie	26	sur	28 ;			
Espagne	21	sur	28 ;	Belgique	16,5	sur	23 ;
Groupe 6 :	Allemagne	26,5	sur	32 ;			
Suède	21	sur	27 ;	Afrique du Sud	17	sur	28 ;
Groupe 2 :	Chécoslovaquie	22,5	sur	32 ;			
Israël	21,5	sur	32 ;	Norvège	22,5	sur	30 ;
Groupe 7 :	Bulgarie	23	sur	32 ;			
Philippines	22	sur	32 ;	Indonésie	21,5	sur	31 ;
Groupe 8 :	Argentine	22,5	sur	26 ;			
Israël	23	sur	27 ;	Australie	22	sur	30 ;

**Mort le 22 février
pendant son transfert
au « milliard »**

**PATRICK MIRVAL
A ÉTÉ INHUMÉ
A LA COURNEUVE**

L'inhumation de Patrick Mirval a eu lieu à 14 heures, à la chapelle de la paroisse de Saint-Denis. Le corps du jeune Antillais mort le 22 février 1974 à la prison de Fresco, sous transfert au « métair » est célébrée, ce samedi 15, à 10 h. 30 à l'église de Bobigny (Seine-Saint-Denis).

La brève cérémonie s'est déroulée en présence de la famille et de quelques amis, la plupart Antillais. Le corps de Patrick Mirval a ensuite été enterré au cimetière du communal de La Courneuve, à proximité de sa tombe on a posé quelques gerbes, parmi lesquelles de l'Union des Jeunes Communistes, de la municipalité et la maison des jeunes et de la culture de Bobigny.

Il y a des
DRAGÉES MARTIAN
de toutes couleurs
et aussi de jolis
bouquets de dragées
de tons pastel
de nuances vivantes
Catalogue intéressant
à demander gratuitement à la
FABRIQUE DE DRAGÉES MARTIAN
19, Rue Planchat, 75020 PARIS
Téléphone: 370-32-32

A QUITO

Une nouvelle hausse des prix du pétrole

est étudiée par les pays exportateurs

Quito (A.F.P., A.P., Reuter). — Les membres de l'énergie des treize pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) se réunissent, les 15 et 16 juin, dans la capitale de l'Equateur, Laue. Les décisions essentielles seront de fixer le prix du pétrole pour le troisième trimestre de 1974 et de discuter des formes fiscales à mettre en œuvre dans les pays producteurs. Le

La mission économique de l'OPEP oppose à la fois une augmentation des redevances versées par les compagnies pétrolières et les redevances plus faibles affichées sur les quelques cas redevances sont calculées. Si le prix affiché passait, comme le rapport le demande, de 12 dollars le baril à 12 dollars, les revenus des pays producteurs augmenteraient de 9 %. L'Arabie saoudite, qui avait au contraire proposé de ramener le prix affiché à 11 dollars, reste opposée à la baisse de la redevance.

Quant aux redevances, la commission propose d'en relever le taux de 90 % du prix affiché. Les parasites de ces deux hausses arguent que les compagnies peuvent parfaitement supporter ce renchérissement sans le répercuter dans leurs prix de vente, en raison du très forte accroissement de leurs profits depuis

Les compagnies rejettent évidemment cette argumentation, et leurs représentants rejoignent. Celles des compagnies pétrolières qui ont refusé d'intervenir en commun au sein de l'OPEP pour montrer qu'une augmentation des taxes se traduirait par une nouvelle augmentation des produits pétroliers dans les pays consommateurs et non par une ponction sur les bénéfices des compagnies.

Au Portugal

**LE GOUVERNEMENT
PREND LE CONTROLE
DE LA RADIO-TÉLÉVISION**

Lisbonne (A.F.P., A.P., U.P.I.). - Le conseil des ministres portugais a publié le vendredi 14 juin un communiqué indiquant qu'il avait **approuvé une loi suspendant pour une période indéterminée la concession octroyée à la Compagnie portugaise de radio-télévision, qui sera désormais sous le contrôle direct du gouvernement**. Une nouvelle loi sur la presse, concernant les journaux, la radio, les théâtres et les cinémas, pourrait être promulguée dans quelques jours.

Le gouvernement portugais a également adopté vendredi diverses mesures visant au rapprochement des cadres de l'armée et à l'assainissement de la politique interne et des institutions. Par décret, il a décidé l'amnistie de tous les condamnés d'ordre commun ayant accompli la moitié de leur peine. Cette mesure concerne pas les prévenus. Trois agents d'entre eux ont commencé lundi, à la prison centrale de Lisbonne, une grève de la faim pour protester contre les lenteurs de la procédure.